

RAPPORT

COLAS NORD-EST INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES (I.S.D.I.) FESTIEUX (02)

Dossier de Demande d'Enregistrement au titre de la rubrique 2760-3

Projet N° Ea3160

Préparé pour

Préfecture de l'Aisne

A l'attention de

M. Le Préfet

Novembre 2016

RAPPORT

COLAS NORD-EST INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES FESTIEUX (02)

Dossier de Demande d'Enregistrement au titre de la rubrique 2760-3

Projet N° Ea3160

Préparé pour

Préfecture de l'Aisne

A l'attention de

M. Le Préfet

Novembre 2016

Indice	Date	Ingénieur d'études (nom, visa)	Chef de projet (nom, visa)	Superviseur (nom, visa)
0	27 juin 2016	Aurore Vernez	Aurore Vernez	Juliette Boursiez

Préfecture de l'Aisne
À l'attention de Monsieur le Préfet

Objet : Demande d'enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes sur la Commune de Festieux (régularisation).

Référence : Code de l'environnement, Livre V, Titre V : articles R.512-46-1 à 7

Monsieur le Préfet,

Je, soussigné, Jérôme VERHEIRSTRAETEN, Directeur Régional Picardie, de la société COLAS NORD PICARDIE, ai l'honneur de demander, au titre de l'article R.512-46-1 du Code de l'Environnement, l'enregistrement de l'exploitation, au droit d'un site localisé sur le territoire de la commune de Festieux d'une installation de stockage de déchets inertes (Rubrique 2760-3).

Cette demande porte sur la parcelle cadastrée A 746 de la commune de Festieux, la superficie totale du site étant d'environ 14 000 m².

Je joins à la présente demande d'enregistrement un dossier complet conformément aux articles R.512-46-3 et R.512-46-4 du Code de l'Environnement. Ce dossier comprend :

- La dénomination ou la raison sociale du demandeur, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
- Une carte au 1/25 000 sur laquelle est indiqué l'emplacement de l'installation projetée ;
- Une carte au 1/25 000 indiquant l'emplacement de l'installation projetée et un plan à l'échelle de 1/1 500 du site de l'installation projetée et de ses abords jusqu'à une distance au moins égale à 100 mètres ;
- Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;
- Les caractéristiques de l'environnement du site ;
- La nature du projet, les volumes mis en jeu et l'adéquation du projet avec les principaux documents d'affectation des sols à l'échelle communale et de gestion des eaux à l'échelle départementale ;
- Les dispositions qui seront prises pour prévenir les inconvénients susceptibles d'être entraînés par l'exploitation de l'installation et les mesures éventuellement nécessaires pour assurer la protection de la santé et de l'environnement, notamment les moyens mis en œuvre pour contrôler l'accès au site et prévenir les nuisances dues au trafic de véhicules lié à l'exploitation ;
- Les conditions de remise en état du site après la fin de l'exploitation ;
- Les capacités techniques et financière du demandeur ;
- Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation notamment l'arrêté ministériel des prescriptions générales du 12 décembre 2014.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma haute considération.

Fait à
Le

M. Jérôme VERHEIRSTRAETEN
Directeur Régional Picardie

-

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	7
1.1	Contexte de la demande	7
1.2	Contenu du rapport	7
1.3	Objet de la demande	8
2	DEMANDE D'ENREGISTREMENT ET PRESENTATION DU PROJET	9
2.1	Rappel réglementaire	9
2.2	Identification du demandeur	10
2.3	Présentation de la société	10
2.4	Capacités techniques et financières du demandeur	12
2.5	Description du projet	14
2.6	Description du site et de son environnement	22
2.7	Intérêt de l'installation	32
3	CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ACCEPTEES SUR SITE	34
3.1	Origines des matériaux	34
3.2	Types de matériaux	34
4	AMENAGEMENTS DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE	36
4.1	Accès au site	36
4.2	Talus	36
5	FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE	37
5.1	Horaires de fonctionnement	37
5.2	Effectifs et matériel	37
5.3	Admission et acceptation des déchets inertes	37
5.4	Méthodes d'exploitation	40
6	DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL	43
6.1	Sources d'informations	43
6.2	Localisation du site et contexte paysager	44
6.3	Contexte géologique	47
6.4	Contexte hydrogéologique	50
6.5	Contexte hydrologique	54
6.6	Risque d'inondation	55
6.7	Contexte écologique de la zone d'étude	56
6.8	Contexte climatologique	59
7	IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES DE PREVENTION	64

7.1	Contrôle de l'accès au site	64
7.2	Acceptation et admission des matériaux	64
7.3	Transport et manutention des matériaux	65
7.4	Qualité de l'air	66
7.5	Ambiance acoustique et vibratoire	68
7.6	Gestion de l'eau	69
7.7	Intégration paysagère	70
7.8	Evaluation de l'incidence du projet sur les sites NATURA 2000	70
7.9	Gestion rationnelle de l'énergie	73
7.10	Production et gestion des déchets	73
8	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION	74
8.1	Compatibilité des activités projetées avec le Règlement National d'Urbanisme	74
8.2	Compatibilité des activités projetées avec le SDAGE 2016-2021	77
8.3	Compatibilité des activités projetées avec le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA)	86
8.4	Compatibilité des activités projetées avec le SCoT du Pays de Laon	89
9	ETUDE DES RISQUES ET RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES	91
9.1	Tableaux de conformité aux prescriptions générales applicables	91
9.2	Risques incendie au droit du site	107
9.3	Risques liés au stockage de produits dangereux	108
9.4	Risques liés aux activités	108
9.5	Accidents liés aux transports	109
9.6	Accessibilité des secours	109
9.7	Mesures d'hygiène, de sécurité et d'environnement mises en place sur le site	109
10	CONDITIONS DE REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION	110
10.1	Usage futur	110
10.2	Réaménagement du site	110

FIGURES

- Figure 1 – Localisation du site au 1/25 000ème
- Figure 2 – Réseau ferroviaire
- Figure 3 – Réseau routier
- Figure 4 – Carte géologique
- Figure 5 – Localisation des captages AEP
- Figure 6 – Localisation des captages référencés dans la BSS
- Figure 7 – Eaux de surface
- Figure 8 – Natura 2000
- Figure 9 – Localisation des ZNIEFF de type I
- Figure 10 – Localisation des ZNIEFF de type II
- Figure 11 – Potentiels corridors écologiques
- Figure 12 – Zones à dominante humide
- Figure 13 – Accès au site
- Figure 14 – Localisation des jauges Owen

ANNEXES

- Annexe 1 – Plan au 1/1500ème
- Annexe 2 – Plan au 1/200ème
- Annexe 3 – Extrait du Kbis
- Annexe 4 – Convention entre les propriétaires et COLAS NORD PICARDIE
- Annexe 5 – Tableau déclaration des quantités annuelles
- Annexe 6 – Procédures d'admission des déchets
- Annexe 7 – Procès verbal de cessation de la sablière EUROVIA
- Annexe 8 – Compatibilité avec le règlement national d'urbanisme
- Annexe 9 – Périmètre des captages AEP
- Annexe 10 – Fiche de synthèse sur les masses d'eaux souterraines
- Annexe 11 – Objectif et qualité des eaux souterraines
- Annexe 12 – Données météorologiques
- Annexe 13 – Rapport météorologie
- Annexe 14 – Comptage routier
- Annexe 15 – Fiche Natura 2000
- Annexe 16 – Plans de phasage
- Annexe 17 – Courriers de remise en état
- Annexe 18 – Plan de géomètre, novembre 2015
- Annexe 19 – Echange entre le propriétaire et la mairie (déclaration préalable et suite)
- Annexe 20 – Plan de localisation des déchets
- Annexe 21 – Plan de réaménagement final

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte de la demande

Le terrain localisé au lieu-dit Le bois des sapins à Festieux dans le département de l'Aisne (02) est une ancienne sablière par la société EUROVIA Picardie. Son exploitation a été arrêtée en 2009. Le site fait l'objet depuis septembre 2013 d'un remblaiement par des déchets inertes. Une déclaration préalable a été déposée le 03 juin 2013 par le propriétaire des terrains. Elle a été complétée par le propriétaire sur demande de la mairie de Festieux le 28 juin 2013. Les services de la Direction Départementale des Territoires de l'Aisne ont répondu via la mairie de Festieux que les travaux n'étaient pas soumis à déclaration préalable (réponse en date du 09 août 2013) (cf. courriers en **annexe 19**).

Le remblaiement du site n'étant pas à ce jour terminé et la réglementation fixant les obligations des installations de stockage de déchets inertes ayant été modifiée en juin 2015, la société COLAS NORD-EST souhaite régulariser la situation du site et sollicite l'enregistrement d'une Installation de Stockage des Déchets Inertes (ISDI) sur ce terrain d'environ 1,6 ha (cf. plan de localisation du site au 1 / 25 000^e en **figure 1**).

Les activités réalisées sur cette installation relèvent par la rubrique n° 2760-3 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

L'arrêté ministériel de prescriptions générales, applicable aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique n°2760-3 a été publiée en date du 12 décembre 2014.

1.2 Contenu du rapport

Le présent rapport constitue le Dossier de Demande d'Enregistrement, au titre de la rubrique n°2760-3 de la nomenclature des ICPE, de la société COLAS NORD-EST pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) au droit d'un site localisé sur la commune de Festieux.

Cette demande porte sur la parcelle cadastrale référencée A 746, soumis au règlement national d'urbanisme, au droit de la commune de Festieux, d'une superficie de 16 465 m². La superficie d'exploitation du site est de 14 000 m². La différence de surface est due à la configuration de la parcelle comportant des merlons périphériques.

Conformément aux textes réglementaires applicables, ce dossier présente donc :

- La demande d'enregistrement de l'installation au Préfet de l'Aisne pour la rubrique n°2760-3 ainsi que la description du projet (chapitre 2) ;
- Les caractéristiques des matériaux acceptés sur le site (chapitre 3) ;
- Les aménagements de l'installation de stockage (chapitre 4) ;
- Le fonctionnement de l'installation de stockage (stockage 5) ;
- La description de l'environnement naturel initial au droit du site (chapitre 6) ;
- La description des impacts du projet sur l'environnement, des mesures prises pour la prévention des nuisances et le respect des prescriptions générales applicables (chapitre 7) ;
- L'évaluation de la compatibilité de l'exploitation avec les documents de planification du territoire et les schémas directeurs d'aménagement (chapitre 8) ;
- L'évaluation de la compatibilité de l'exploitation avec l'arrêté ministériel de prescriptions générales et une étude des risques liés à l'activité de la société COLAS NORD-EST sur le site (chapitre 9) ;
- Les conditions de remise en état du site et l'usage futur envisagé (chapitre 10).

1.3 Objet de la demande

La société COLAS NORD-EST souhaite exploiter une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) sur des terrains localisés sur la commune de Festieux, comme présenté sur le plan de localisation au 1 / 25 000^e (cf. **Figure 1**).

L'exploitation de cette ISDI permettra de combler la dénivellation créée lors de l'exploitation d'une ancienne sablière et par son utilisation ultérieure pour une activité de sport mécanique, ainsi que de remettre à niveau le terrain pour un usage agricole.

Le projet concerne la parcelle cadastrale présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Parcelle objet de la demande d'enregistrement

Parcelle	Objet de la demande	Surface totale de la parcelle (m ²)	Surface d'exploitation (m ²)
A 746	Régularisation	16 645 m ²	7 000 m ²
	Demande d'enregistrement		7 000 m ²

Le plan au 1 / 1 500^e de l'installation et de ses abords jusqu'à une distance au moins égale à 150 m est présenté en **annexe 1**.

Le demandeur, COLAS NORD-EST, n'est pas le propriétaire de la parcelle concernée par le projet.

Les propriétaires de cette parcelle sont M. et Mme Chantreux, dont l'adresse se trouve à Bruyères et Montberault (02). L'accord du propriétaire relatif à l'exploitation des terrains concernés par l'activité de la société COLAS NORD-EST est présenté sous la forme d'une convention présentée en **annexe 4**. La convention est encore au nom de COLAS NORD-PICARDIE car COLAS NORD-EST et COLAS NORD-PICARDIE ont procédé, au troisième trimestre 2016, à un apport partiel d'actifs de la société COLAS NORD PICARDIE au profit de COLAS NORD-EST.

L'objet du présent dossier est donc de solliciter l'enregistrement par Monsieur le Préfet de l'Aisne pour l'exploitation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes, conformément aux dispositions du Code de l'Environnement.

2 DEMANDE D'ENREGISTREMENT ET PRESENTATION DU PROJET

2.1 Rappel réglementaire

Les articles R.512-46-1 et suivants du code de l'Environnement mentionnent le contenu d'un dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE, qui comporte notamment :

- Une demande, remise «en trois exemplaires augmentés du nombre de communes mentionnées à l'article R. 512-46-11, qui mentionne :
 - 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire ;
 - 2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;
 - 3° La description, la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dont l'installation relève. »
- Une carte au 1 / 25 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée (**figure 1**) ;
- Un plan, à l'échelle de 1 / 1 500, des abords de l'installation jusqu'à 150 mètres (**annexe 1**) ;
- Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1 / 200, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau (**annexe 2**) ;
- Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par la carte communale ;
- La proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagnée de l'avis du propriétaire ainsi que celui du maire ;
- Une discussion sur l'évaluation des incidences Natura 2000 dans les cas et conditions prévus par les dispositions réglementaires de la sous-section 5 de la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre IV ;
- Les capacités techniques et financières de l'exploitant ;
- Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4° à 11° de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36.

Le dossier présente une justification du respect des prescriptions applicables à l'installation et des mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions.

De plus, conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 spécifique à la rubrique 2760, la société COLAS NORD-EST tiendra à jour un dossier d'exploitation comprenant notamment les documents suivants :

- Une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;
- Le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- L'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- Le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- La description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques ;
- Les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
 - Une notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.) conformément aux chapitres V, VI et VII de l'arrêté du 12 décembre 2014. Y sont également précisées les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des

conditions météorologiques, etc.) ainsi que les techniques d'exploitation et aménagement ;

- Les éventuelles fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;
- Les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;
- La liste des personnes autorisées sur le site et nommément identifiées ;
- Les consignes de sécurité ;
- Les consignes d'exploitation ;
- Les documents préalables à la livraison des déchets ;
- Le registre d'admission des déchets ;
- Le phasage du réaménagement progressif ;
- Une notice relative à la surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières et le bilan annuel des résultats ;
- Le registre de déchets (reprenant la traçabilité des déchets indésirables) ;
- Le rapport détaillé de la remise en état du site avec les accords du propriétaire et de la mairie.

2.2 Identification du demandeur

Raison sociale de l'exploitant	COLAS NORD-EST
Forme juridique	SAS
Siège social	44 Boulevard de la Mothe Immeuble Echangeur 54000 Nancy
Capital	36.562.219,0€
Chiffre d'affaires 2012	207 431 k€
N° de SIRET	329198337
Code APE	4211Z
Signataire de la demande Agissant en qualité de	M. Yves REUMAUX Directeur d'exploitation
Interlocuteur	M. ROIG responsable environnement COLAS NORD-EST 03 20 81 85 85 03 20 81 79 03 (fax) matthieu.roig@colas-est.com

2.3 Présentation de la société

2.3.1 Présentation du groupe COLAS

Créé en 1929 pour exploiter le procédé technique "Cold Asphalt", COLAS est aujourd'hui leader de la construction et de l'entretien d'infrastructures de transport, d'aménagements urbains et de loisirs.

Filiale du groupe Bouygues, COLAS est implanté dans près de 50 pays sur les 5 continents, à travers un réseau de 800 établissements travaux dotés d'une large autonomie et 1 400 sites de production de matériaux, et rassemblant 66 000 collaborateurs. En 2011, avec 112 000 chantiers dans le monde, COLAS a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 12,4 milliards d'euros.

COLAS est également présent dans des activités de spécialités, complémentaires à la route, ce qui lui permet de proposer à ses clients, publics et privés, une offre très large :

- Fabrication et pose d'équipements de sécurité routière, de signalisation horizontale et verticale, et de gestion de trafic ou d'accès ;
- Fabrication et mise en œuvre de produits d'étanchéité, de bardage et de couverture, et pose de membranes photovoltaïques ;
- Pose de pipelines et de canalisations pour le transport de fluides ;
- Génie civil ;
- Bâtiment (construction neuve, réhabilitation, déconstruction) ;
- Conception et ingénierie de grands projets ferroviaires complexes, construction, renouvellement et entretien de voies ferrées (lignes traditionnelles, à grande vitesse, tramways, métros) incluant électrification et signalisation, et fret ferroviaire ;
- Services et concessions.

La carte ci-dessous illustre la localisation des différentes entités régionales du groupe COLAS.

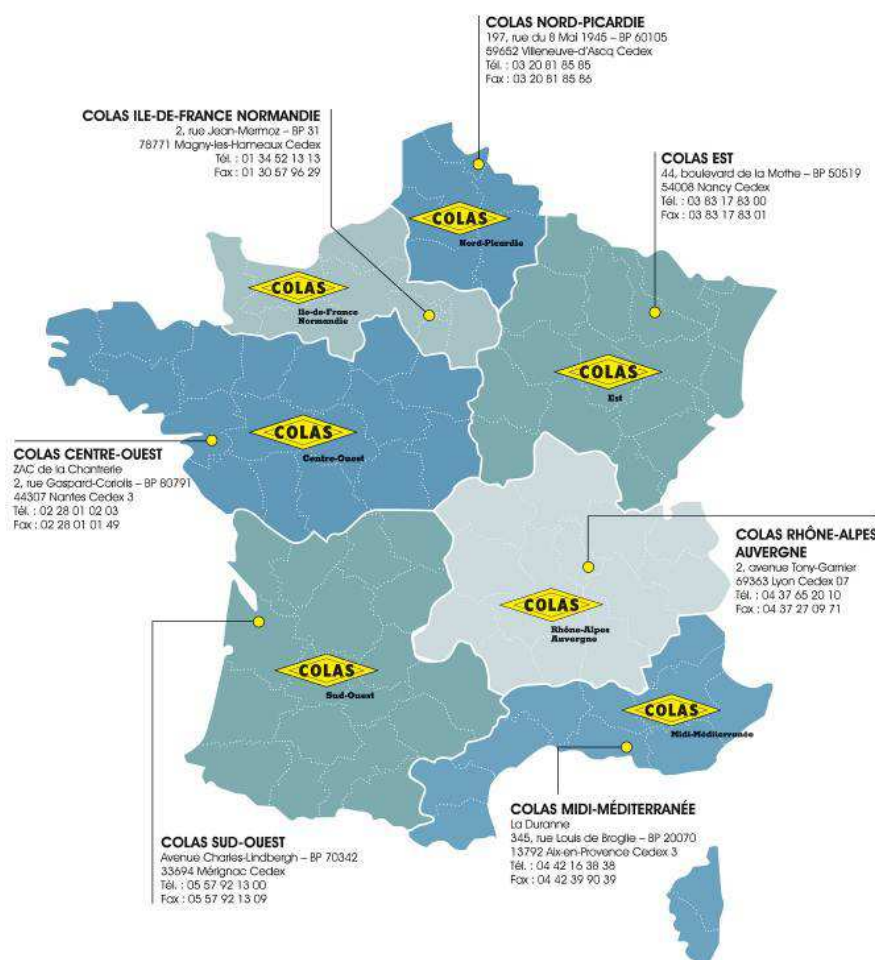


Illustration 1 : Implantations de COLAS en France

Le groupe COLAS a réorganisé l'activité routière en France, basée sur 7 filiales régionales, sous la marque unique COLAS. Tous les établissements d'une même région sont regroupés au sein d'une seule filiale régionale COLAS. Ces filiales interviennent partout en France auprès de donneurs d'ordre privés ou publics.

Fortes de ses 26 500 collaborateurs et de ses 330 implantations travaux, les filiales COLAS réalisent chaque année 52 000 chantiers.

2.3.2 Présentation de la filiale COLAS NORD-EST

La société COLAS NORD-EST est implantée dans les régions Hautes-de-France, Grand Est, Bourgogne et Franche-Comté à travers un réseau de 45 établissements travaux rassemblant plus de 5000 collaborateurs. La filiale COLAS NORD-EST est présente dans tous les métiers liés à la construction et l'entretien des routes et réalise plus de 10 000 chantiers par an. Ce réseau, basé sur une réelle connaissance du tissu local, s'attache à satisfaire les besoins de ses clients publics et privés.

COLAS NORD-EST innove pour le confort et la sécurité des usagers de la route et des riverains. Chaque jour, COLAS NORD-EST affirme son savoir-faire dans des métiers très diversifiés et répond aux exigences de ses clients en leur proposant un travail qualitatif respectueux de l'environnement, des normes de sécurité et, plus généralement, de tous les enjeux liés à sa politique en matière de développement durable.

La filiale NORD-EST est certifiée ISO 9001 et 50001 pour l'ensemble de ses activités (production industrielle de matériaux, laboratoires, matériel...)

2.4 Capacités techniques et financières du demandeur

La société COLAS NORD-EST est une société par action simplifiée créée pour l'exploitation d'installations de stockage, la mise en dépôt provisoire et définitive, le transit, le recyclage, la transformation et commercialisation de granulats naturels ou matériaux issus du BTP et en particulier de l'industrie routière.

Son siège social est situé sur la commune de Nancy (cf. **annexe 3** - Extrait K-Bis), dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Le tableau suivant présente les éléments relatifs aux moyens financiers de la société COLAS NORD-EST.

Tableau 2 : chiffres d'affaires

	Chiffre d'affaires HT (en milliers €)	Résultats nets (en milliers €)
2013	738 961	8 716
2014	590 767	2 487
2015	503 828	3 610

L'ensemble du parc matériel est homologué permettant ainsi de respecter les normes en termes de niveaux sonores et de sécurité.

COLAS NORD-EST possède un système informatique permettant le suivi du matériel. En effet, tous les engins sont munis de puce. Grâce à un système de lecture de cette puce, toutes les données concernant l'engin sont reprises sur ordinateur et analysées ce qui permet de suivre l'état de l'engin, les réparations et son homologation.

- 32 pelles sur chenilles ;
- 63 pelles sur pneus ;
- 6 mini-pelles ;
- 14 tracto-pelles ;
- 26 chargeuses 1000L à 4000L ;
- 9 pose-bordures ;
- 2 trax ;
- 5 bulls ;
- 15 niveleuses ;
- 1 compacteur à pneus 3T/ roue ;
- 21 tandems vibrants ;
- 1 tandem mixte ;
- 13 monobilles 12T à 16T ;
- 19 PATA ;
- 5 répandeuses ;
- 26 finisseurs ;
- 2 alimentateurs Franex ;
- 3 machines ECF ;
- 6 camions 4 à 10T ;
- 29 camions PTC 16T et 19T ;
- 132 camions 26T et 32T ;
- 66 tracteurs routiers ;
- 13 gravillonneurs portés ;
- 3 fraiseuses ;
- 8 balayeuses – aspiratrices ;
- 3 ateliers de traitement des sols ;
- 5 saleuses/ sableuses ;
- 2 concasseurs mobiles.

La société dispose pour les besoins de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Festieux d'une pelle ou d'un trax amené sur le site 2 à 3 fois par an pour régaler les déchets.



Photographies 1 et 2 : Pelle et Trax (Source : COLAS)

La liste des personnes autorisées à accéder au site et nommément désignées est la suivante :

- M. François SEMAIL : chef de secteur ;
- MM. Valentin ORVANE, guillaume DELCROIX et Guillaume EGOT : chefs de chantier.

Il n'est pas possible d'indiquer les noms des chauffeurs d'engins et poids lourds. Ils seront placés sous l'autorité du chef de secteur et chefs de chantier.

Les camions accédant au site ne sont que des 15 ou 20 tonnes.



Photographie 3: Camions 15 T (Source : COLAS)

2.5 Description du projet

2.5.1 Présentation de la société et de ses activités

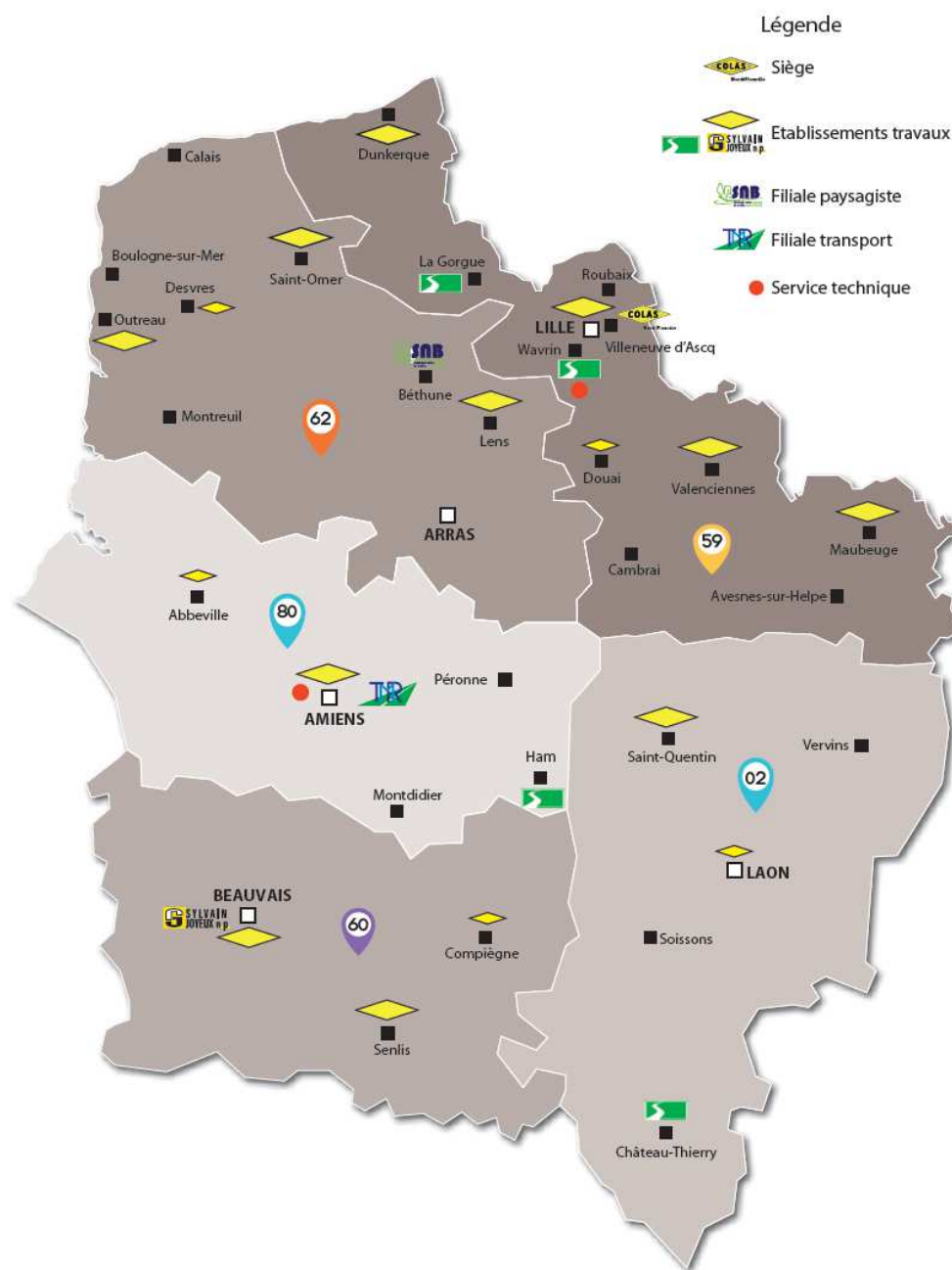
La société COLAS NORD-EST est donc une société exploitée par le Groupe COLAS, ayant tous les deux une forte présence régionale dans les domaines des Travaux Publics et de la valorisation de matériaux.

Pour garantir à ses clients des matériaux de qualité et des prestations compétitives, COLAS NORD-EST, avec l'appui de laboratoires régionaux, s'est dotée d'un outil industriel et logistique intégrant toute la chaîne de production. Elle exploite ainsi de nombreuses carrières et produit les liants et les enrobés nécessaires à la réalisation des chantiers.

En réutilisant les matériaux issus de la déconstruction des chaussées, en réduisant fortement les émissions de gaz à effet de serre, en acheminant ses matériaux par le rail ou le fluvial, en utilisant des énergies propres et encore bien d'autres actions, etc., COLAS NORD-EST renforce sa volonté d'être un acteur engagé pour le respect de l'environnement.



CARTE DES IMPLANTATIONS TRAVAUX



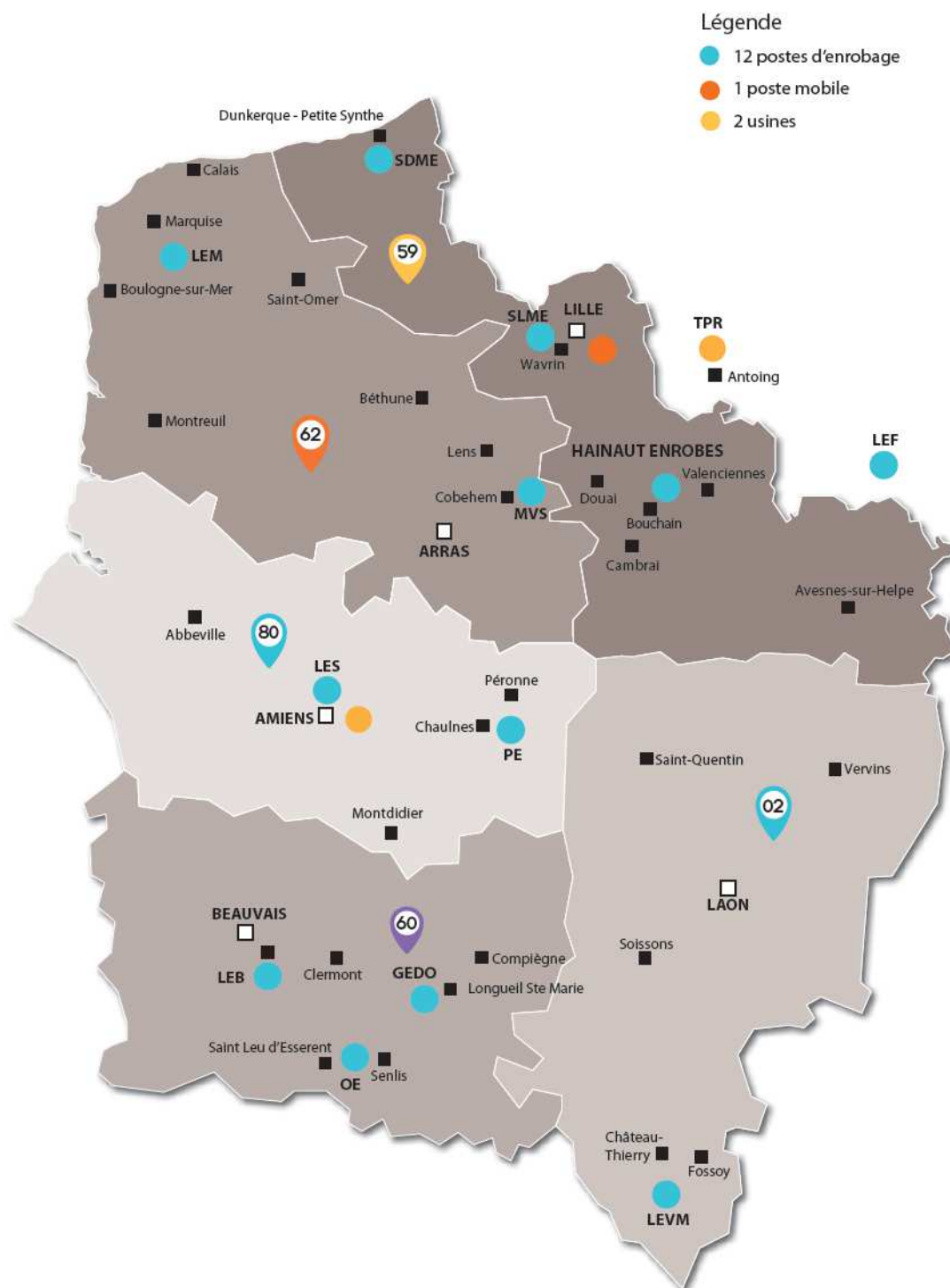
Mise à jour : janvier 2015

Illustration 2 : Carte des implantations travaux Hauts-de-France



Nord-Est

CARTE DES IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES



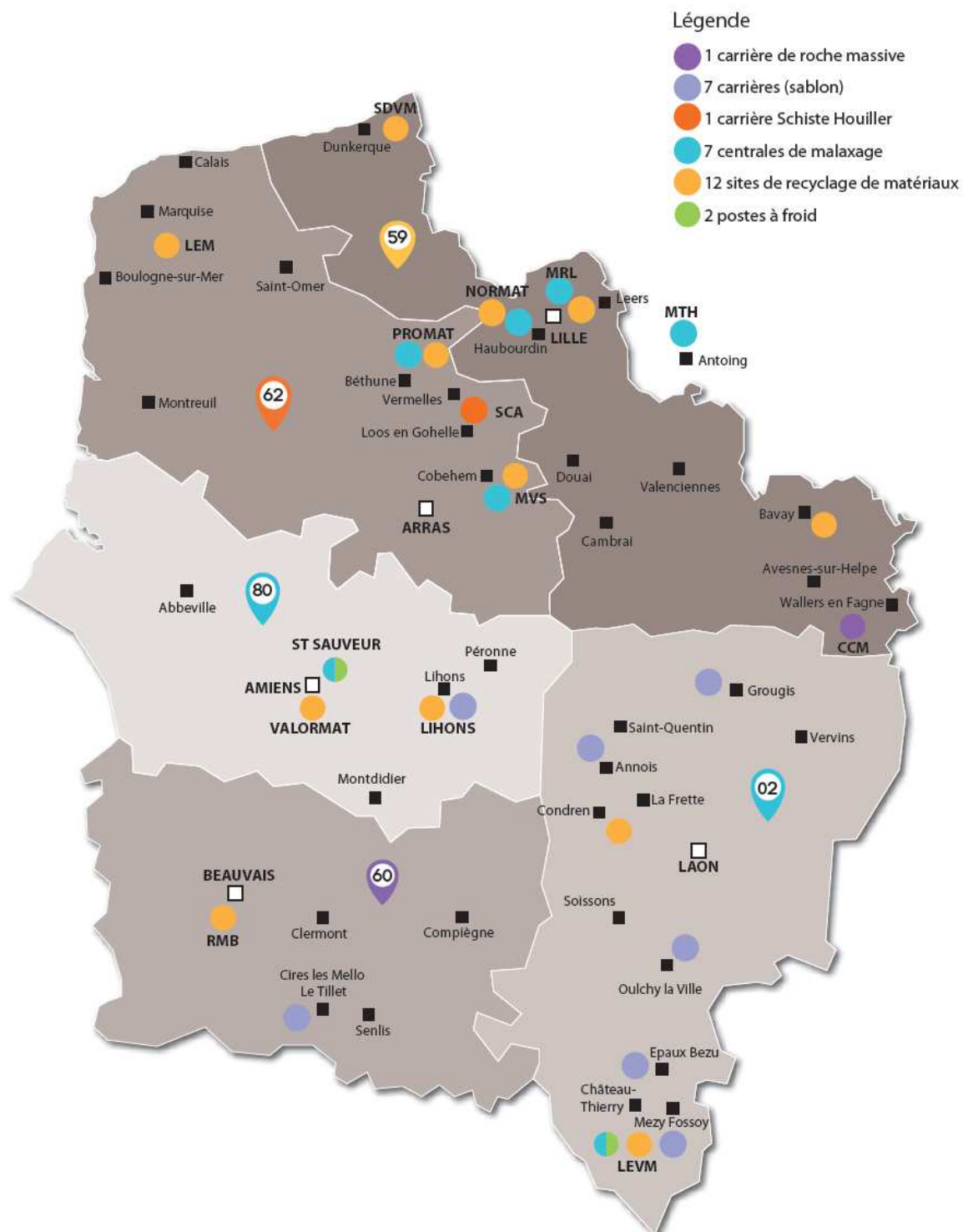
Mise à jour : janvier 2015

Illustration 3 : Carte des implantations industrielles Hautes-de-France



Nord-Est

CARTE DES IMPLANTATIONS CARRIERES, CENTALES DE MALAXAGE, RECYCLAGE ET A FROID



Mise à jour : janvier 2015

Illustration 4 : Carte des carrières, centrales de malaxage, recyclage et à froid Hauts-de-France

COLAS NORD-EST n'exploite pas, actuellement, d'ISDI dans la région des Hauts-de-France.

L'installation, localisée au Nord-Ouest de la commune de Festieux, est présentée en **figure 1**, ainsi qu'en **annexes 1 et 2**, dans les pièces graphiques de la demande.

2.5.2 Présentation générale de l'installation

Actuellement, le site se décompose en 2 entités distinctes :

- La zone déjà remblayée à l'entrée du site ;



Photographie 4 : Zone déjà remblayée et merlon donnant sur la D25
(Source : EACM, 22/03/2016)

- La zone d'exploitation où sont déchargés les déchets inertes et où ils sont régalés pour remblayer l'ancienne piste de motocross réalisée par le propriétaire.



Photographie 5 : Zone à remblayer Nord-Ouest
(Source : EACM, 22/03/2016)



Photographie 6 : Zone à remblayer au Sud du site
(Source : EACM, 22/03/2016)

Concernant la voie d'accès au site, il s'agit du chemin rural de Festieux à Eppes, dont une partie appartient au propriétaire du site et l'autre appartient à la mairie de Festieux.

Sur la partie appartenant au propriétaire du site, une piste en graves a été réalisée pour permettre le nettoyage des roues des camions.

En cas de nécessité, les camions attendent sur cette piste mais il est extrêmement rare que deux camions arrivent en même temps pour décharger les déchets inertes.

Cette voie d'accès est en dehors de la zone d'exploitation.



Photographie 7 : Voie d'accès (chemin rural) en grave
(Source : EACM, 22/03/2016)

Le site n'est ouvert qu'en fonction des chantiers COLAS NORD-EST par le chef de chantier et ne fonctionne en moyenne qu'une à deux journées par mois (maximum en septembre 2013 : 6 jours).

Seuls les déchets inertes non valorisables par COLAS NORD-EST (terres, limons) sont acheminés sur le centre de stockage de Festieux.

Le site ne comprend pas de parking, de pont-bascule, de locaux et de bennes de stockage.

Les volumes de déchets inertes apportés sur le site sont estimés depuis les sites de production par le chef de chantier (volume du camion, pas de pesée).

La clôture du site est composée de barbelés et présente d'une hauteur d'environ 1 m.

Conformément à l'arrêté du 12 décembre 2014, le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive sera interdit. Une zone de contrôle des déchets sera aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone sera fixe et fera l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer (cf. plan de phasage **annexe 16**).

Aucune benne ne sera déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

Ce dernier vérifiera les documents d'accompagnement des déchets inertes et contrôlera visuellement les chargements à l'entrée de l'installation et lors du déchargement sur la zone de contrôle.

Le site présentera :

- Un portail d'accès cadenassable à l'entrée ;



Photographie 8 : Entrée du site
(Source : EACM, 22/03/2016)

- Un grillage ceinturant le site ;



Photographie 9 : Clôture actuelle en barbelés
(Source : EACM, 22/03/2016)

- Une aire de contrôle des déchets qui feront l'objet d'un stockage au sein de l'installation ;



Photographie 10 : Zone de déchargement des matériaux
(Source : EACM, 22/03/2016)

Le site était une ancienne sablière. Il a accueilli une activité d'extraction de sable de 2000 à 2009 par la société EUROVIA Picardie. La sablière occupait également les parcelles A46 et A55 (Le Pré du Taureau) de la commune de Festieux qui ne font pas parties de la présente demande.

Le site a été remis en état (remblaiement d'1 m de matériaux inertes par rapport au fond de fouille jusqu'à la cote +96 NGF puis régaliment de terres végétales) par la société EUROVIA Picardie en 2009. Puis, le propriétaire du site en avait fait une piste de motocross.

Le présent dossier est une demande de régularisation et d'enregistrement pour l'installation qui a commencé à être remblayée en septembre 2013.

Les déchets non dangereux non inertes et les très rares déchets dangereux qui sont éventuellement réceptionnés sur le site sont immédiatement récupérés et transférés à l'agence travaux de Laon pour être éliminés dans les filières adaptés. Le site ne présente donc pas de bennes de stockages temporaires de déchets non acceptés sur le site.

Le tableau suivant présente les rubriques concernées par le projet et les volumes des activités qui seront exercées.

Tableau 3 : Rubriques de la nomenclature des ICPE concernées

Rubrique	Intitulé	Description	Régime
2760-3	Installations de stockage de déchets inertes	Stockage de déchets inertes non combustibles, non valorisables sur d'autres sites, issus des chantiers COLAS réalisés dans l'Aisne	E

2.6 Description du site et de son environnement

2.6.1 Localisation

Le site est localisé sur la commune de Festieux (cf. **Figure 1**), petit village du département de l'Aisne (02) et de la région les Hautes-de-France, Nord-Pas de Calais Picardie, situé à 11 km à l'Est de Laon et appartenant à la Communauté d'Agglomération du Pays de Laon.

L'installation est projetée au droit d'une partie de la parcelle cadastrée A 746 de 16 645 m² au droit de la commune de Festieux (02), pour une superficie totale d'exploitation de 14 000 m².

Comme indiqué précédemment, les propriétaires de cette parcelle sont M. et Mme Chantreux et leur accord relatif à l'exploitation des terrains est présenté en **annexe 4**.

L'installation se situe sur une partie d'une ancienne sablière, reconvertie ensuite par le propriétaire en terrain privé de motocross et est localisée le long de la route départementale RD1044 – Route de Reims - au lieu-dit « Le Bois des Sapins ».

Le paysage de Festieux se compose de plaines, de champs, de bois, de buttes boisées et du ru « des Barentons ».

L'environnement immédiat du site est principalement constitué par :

- Les départementales RD1044 et RD25 ;
- Des terres agricoles, au Nord et au Nord-Est ;
- Des boisements à l'Est, au Sud et au Sud-Est.

Les espaces agricoles et boisés largement représentés dans le secteur, sont structurés par les routes, les fermes et les agglomérations qui constituent des points de repère dans le paysage. Ces espaces agricoles sont parfois d'anciennes gravières ou sablières réaménagées.

Une activité de service a été identifiée dans un rayon de 1 km autour du site, objet de la demande, la déchetterie du SIRTOM au lieu dit La Plaine, à 650 m au Sud-Est du site.

L'altitude du terrain se situe à environ + 100 m NGF.

Les habitations les plus proches du site projeté d'exploitation sont localisées quant à elles à environ :

- 300 m au Nord Nord-Est du site, sur la commune de Festieux (ferme moulin La Prée) ;
- 580 m au Sud-Est du site, sur la commune de Festieux ;
- 800 m à l'Est du site, sur la commune de Veslud.

Le site présente l'avantage d'être localisé en zone rurale, limitant ainsi les impacts d'éventuelles nuisances relatives à l'exploitation telles que les émissions sonores ou la sécurité des personnes.

Les prises de vues ci-dessous illustrent le contexte paysager largement agricole et boisé aux alentours du site projeté.

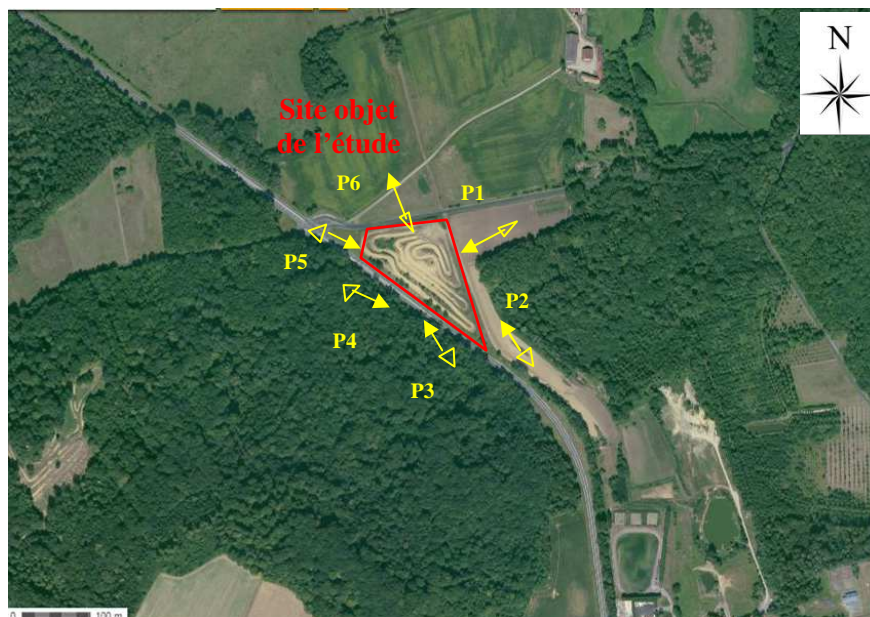


Illustration 5 : Vue aérienne du site objet de l'étude (source : Géoportail)



Photographies 11 et 12: Vue Nord-Est du site (P1) et vue Sud-Est du site (P2)
(Source : EACM, 22/03/2016)



Photographies 13 et 14: Vue sur la D1044 et le Bois de Parfrondru (P3 et P4)
(Source : EACM, 22/03/2016)



Photographies 15 et 16: Intersection D1044 et D25 (P5) et vue sur la D25 (P6)
 (Source : EACM, 22/03/2016)

2.6.2 Description du site et historique

Comme indiqué précédemment, le site correspond à une partie d'une ancienne sablière exploitée entre 2000 et 2009 sur la commune de Festieux par la société SCN EUROVIA Nord puis SCN EUROVIA Picardie.

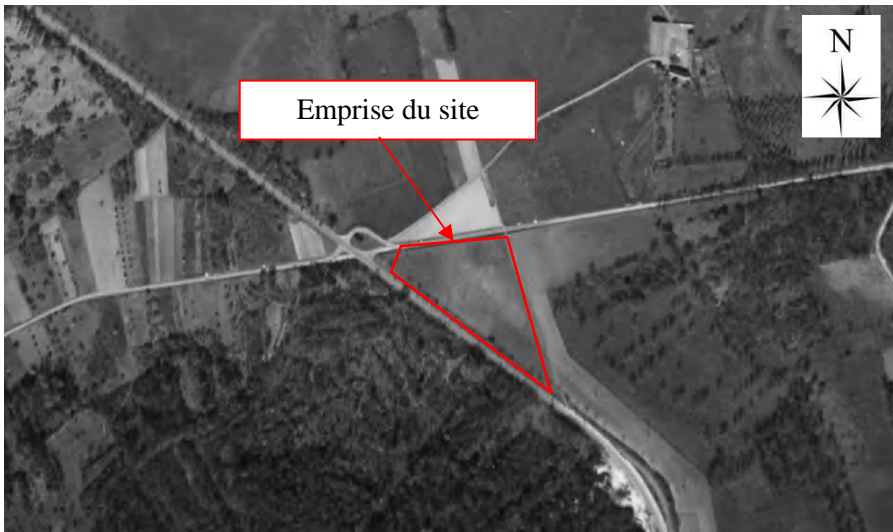
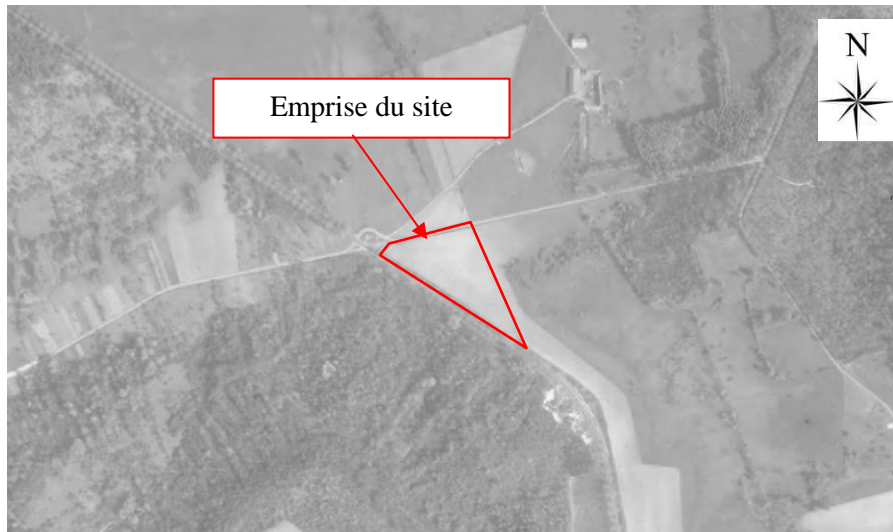
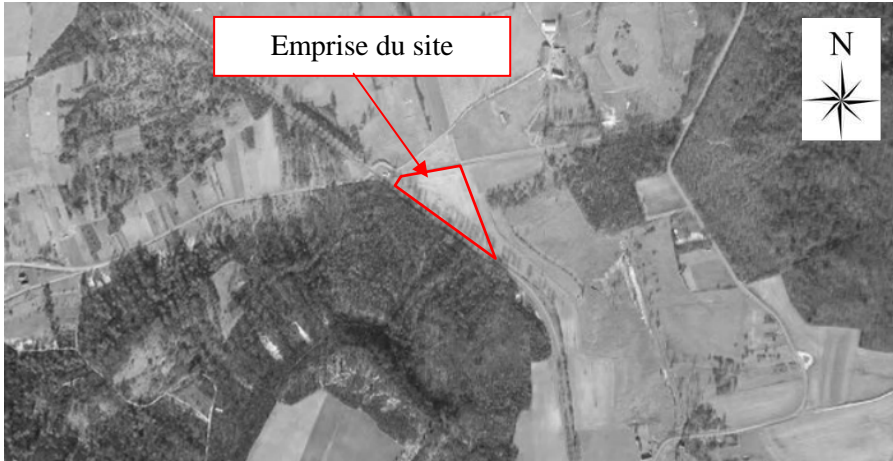
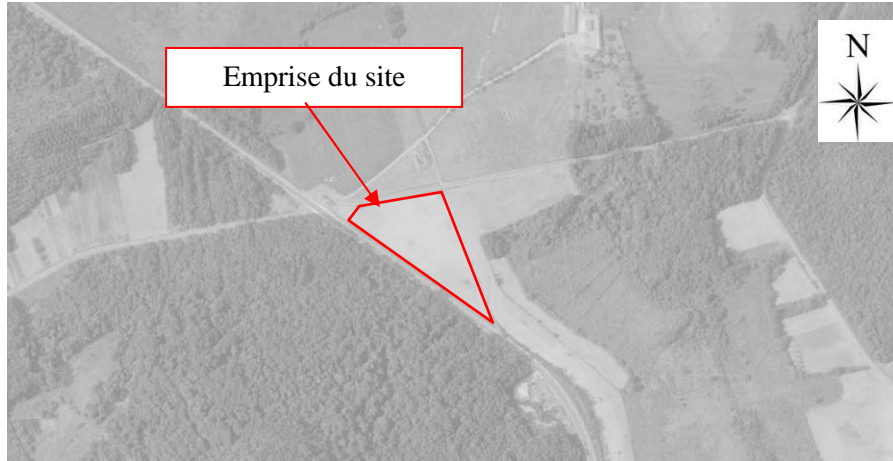
Avant cette exploitation par la société EUROVIA, le terrain d'emprise de l'installation COLAS NORD-EST ne présente pas de particularité : pas de stockage, pas de boisement, pas d'habitations, pas de bâtiments.

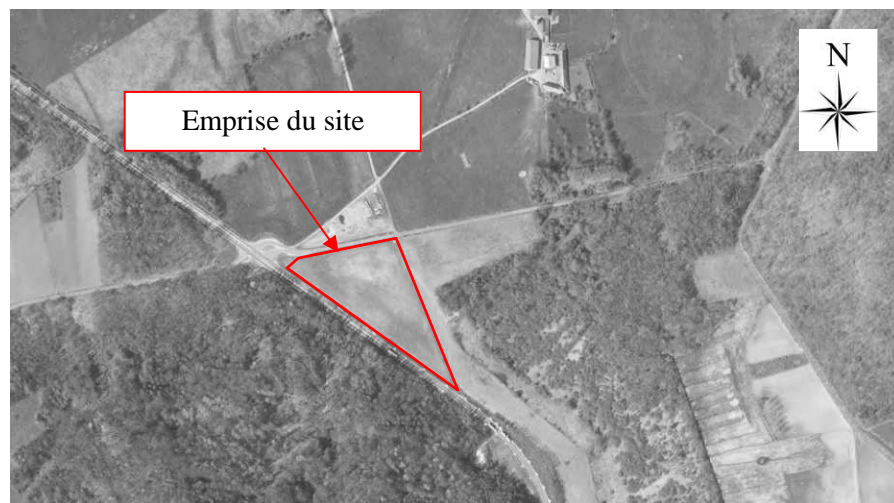
Il est raisonnable de penser que ce site n'a connu qu'un usage agricole (champs ou pâture) ou aucun usage particulier avant l'exploitation de la sablière.

La vue aérienne de 2012 montre des pistes motocross ce qui est confirmé par le propriétaire lors d'un entretien le 22 mars 2016.

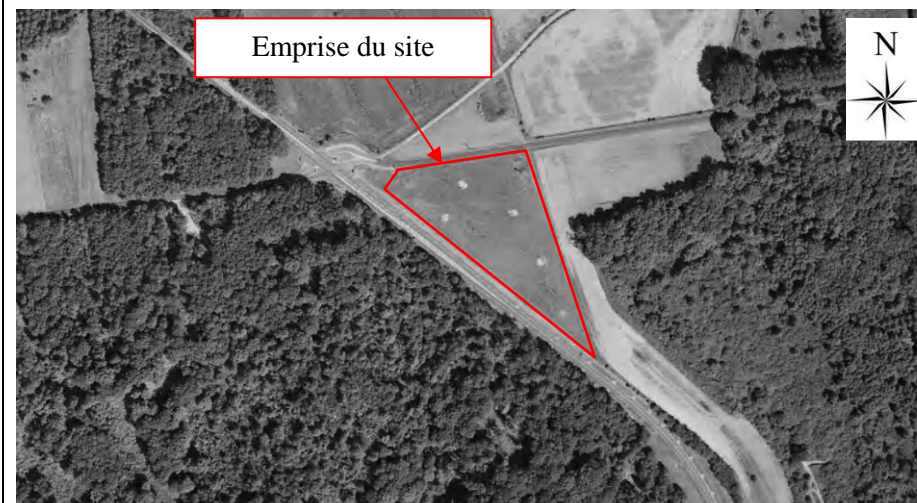
Le tableau suivant présente les vues aériennes passées disponibles sur le site de l'IGN.

Tableau 4 : Photographies aériennes du site de Festieux

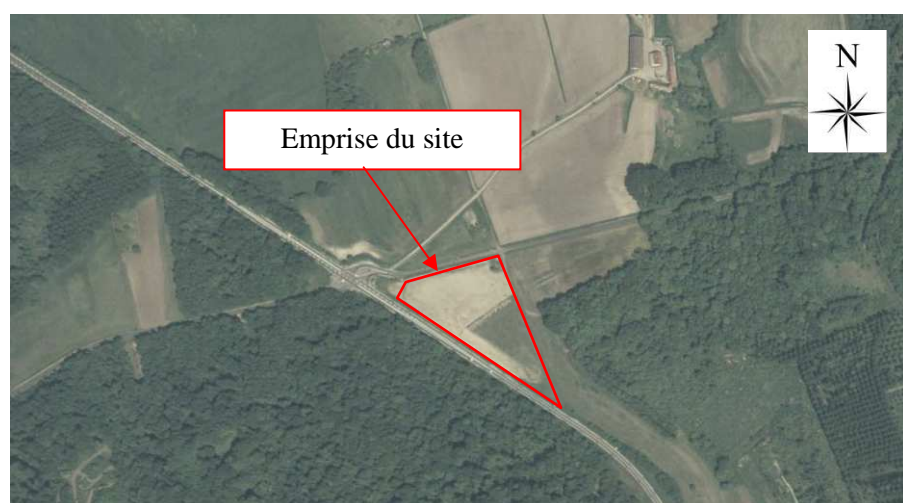
 <p>1949 : L'emprise du site ne présente pas de bâtiment, de stockage, d'habitations, de boisement ou d'activité particulière.</p>	 <p>1957 : La situation est similaire à celle de 1949. L'activité est très certainement agricole.</p>
 <p>1963 : La situation est similaire aux précédentes.</p>	 <p>1975 : La situation est similaire aux précédentes.</p>



1985 : La situation est similaire aux précédentes.



1996 : Le terrain présente ce qui ressemble à des bottes de foin.



2001 : Une activité semble être exercée sur le site, il s'agit de l'exploitation de la sablière par EUROVIA Nord (délimitation front de taille).



2006 : Exploitation de la sablière par EUROVIA Picardie.

➤ Remblaiement déjà réalisé

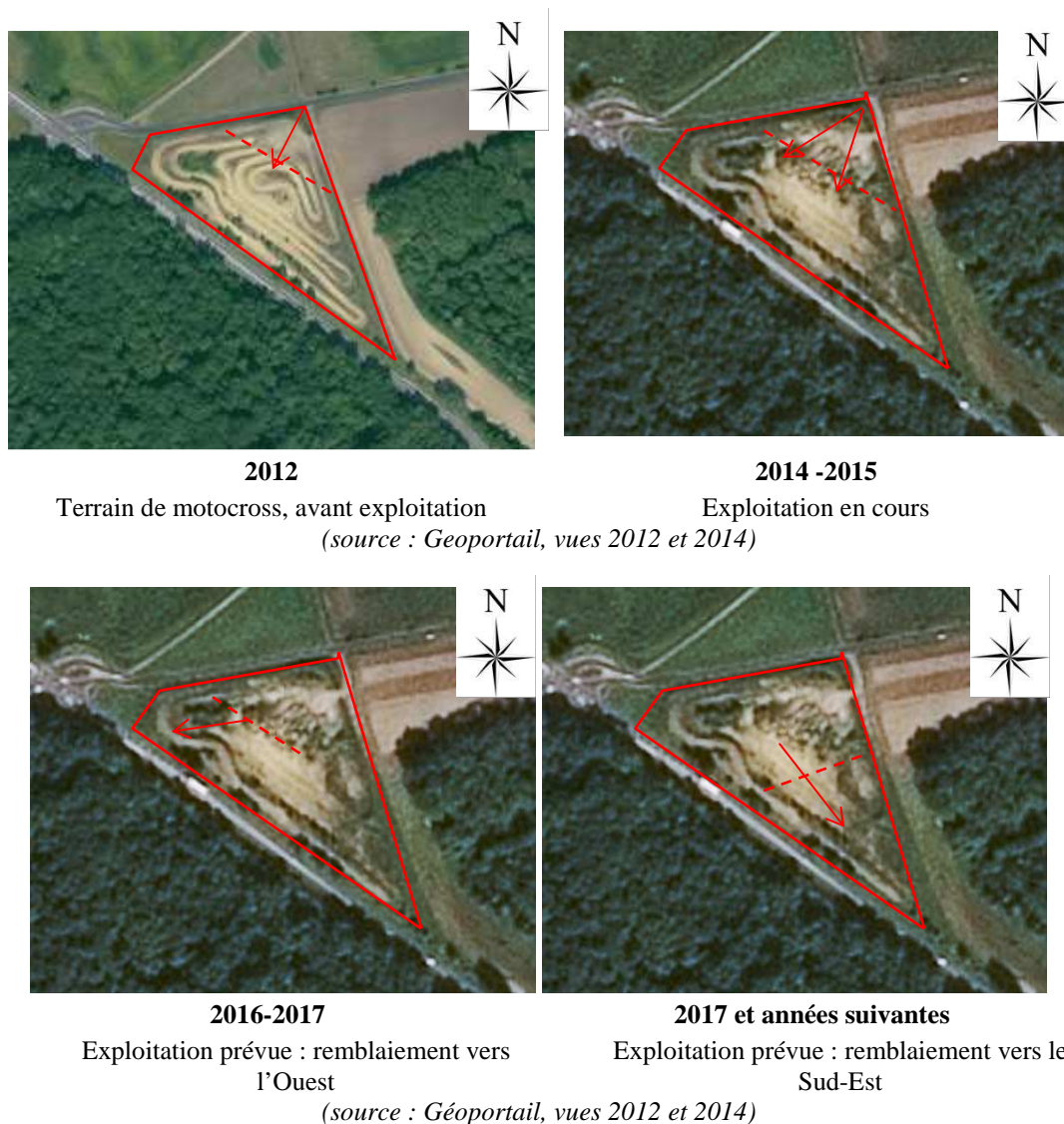
La parcelle A 746 a été exploitée de 2013 à 2015 de façon ponctuelle par COLAS NORD-EST. La présente demande d'enregistrement vise à régulariser l'exploitation déjà effectuée et à autoriser l'exploitation du reste de la parcelle.

Sur ce site, une superficie de 7 000 m² a donc déjà été remblayée. Le volume des matériaux inertes apportés sur le site depuis septembre 2013 représente 3 395 m³. L'altitude du terrain à l'entrée du site est proche de celle du terrain naturel. Il n'y a donc jusqu'à fin 2015, qu'une moyenne de 50 cm de remblaiement réalisé sur le site. Cette zone, correspondant à l'entrée du site a été aplanie et n'a pas encore été recouverte d'une couverture de terres végétales.

Le remblaiement est réalisé à l'avancement depuis l'entrée du site vers le fond du site.

Un relevé de géomètre a été réalisé le 12 novembre 2015 par le géomètre COLAS. Ce plan est disponible en **annexe 18**.

Les photos aériennes ci-dessous attestent de la progression de l'exploitation et du réaménagement de la zone :



La remise en état consiste à redonner à la parcelle une vocation agricole (pâture).

D'après les déclarations annuelles fournies par l'exploitant (jointes en **annexe 5**), les volumes de matériaux apportés entre 2013 et 2015 peuvent-être estimés à 3 395 m³ :

Tableau 5 : Volume de matériaux déjà remblayés sur le site

Année	Volume de matériaux apporté
2013	243 m ³
2014	284 m ³
2015	2525 m ³
Janvier 2016	344 m ³
TOTAL : 3 395 m³	

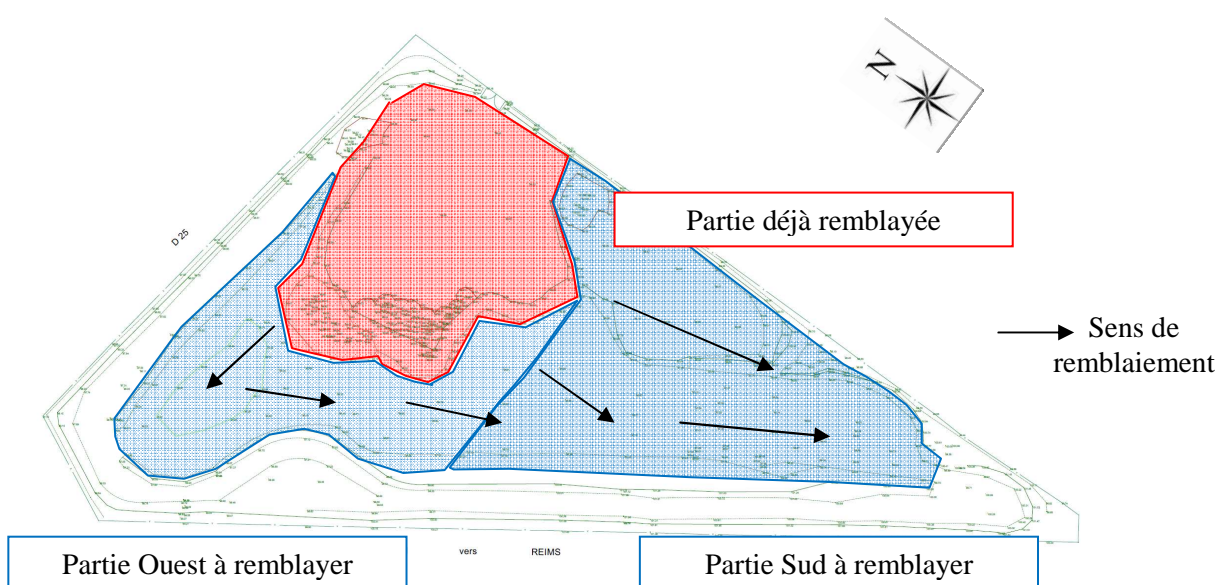


Illustration 6 : Schéma de localisation de la partie déjà remblayée et des parties à remblayer

Les matériaux déjà apportés proviennent uniquement de chantiers COLAS du département de l'Aisne, en particulier les terres : limons, limons et craie, limons et grave silico.

Les déchets déjà stockés ont respecté la procédure d'admission mise en place sur les sites COLAS disponible en **annexe 6**.

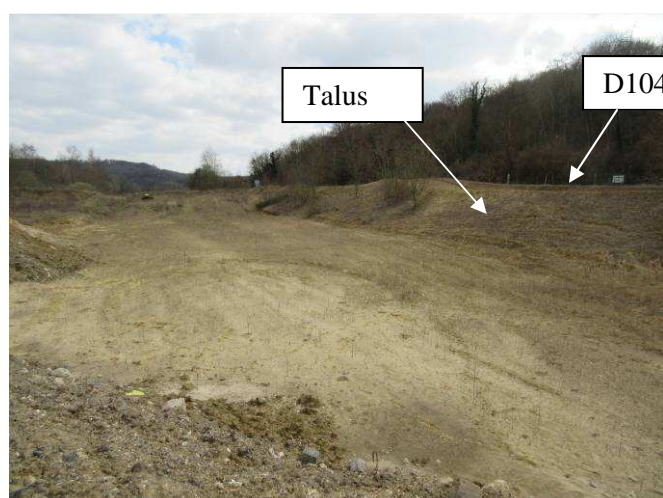
Les photographies ci-après présentent l'état actuel du terrain.



Vue depuis le milieu de la parcelle: Partie à l'entrée du site déjà remblayée



Vue du site depuis le haut du talus devant la D25 : partie Ouest à remblayer



Vue du site depuis la partie déjà remblayée : Partie Sud à remblayer



Type de matériaux inertes apportés sur le site : inertes non valorisables : limons, terres végétales

Photographies 17, 18, 19 et 20: Etat actuel du terrain des terrains
(Source EACM, 22/03/2016)

➤ Partie à remblayer

Il reste sur le site 7 000 m² à remblayer sur une hauteur de 3,5 m soit un volume de l'activité projetée de remblaiement de 24 500 m³ soit environ 39 200 tonnes.

Il est difficile d'estimer le volume de matériaux qui sera apporté annuellement puisqu'il dépend des chantiers réalisés par COLAS NORD-EST dans le département de l'Aisne. Néanmoins, COLAS NORD-EST estime le volume de matériaux inertes apportés annuellement à environ 3 125 m³ soit 5 000 tonnes par an. Cependant, si de gros chantiers sont réalisés sur le département, COLAS NORD-EST est en capacité de faire acheminer un maximum de 1 000 tonnes par semaine sur le site. Le maximum attendu annuellement est de 10 000 tonnes par an.

COLAS NORD-EST demande une durée d'exploitation de 15 ans comprenant la phase de remise en état.

2.6.3 Historique administratif

Après consultation des archives disponibles à la subdivision de la DREAL de Soissons, l'historique du site a pu être retracé :

- Le dépôt d'une demande d'autorisation d'exploiter la sablière en novembre 1996 par la société SNC COCHERY BOURDIN CHAUSSE pour une surface exploitable de 2,5 ha pour un volume total d'extraction de sable de 62 500 m³ (soit environ 100 000 tonnes) sur une durée de 10 ans, extraction annuelle comprise entre 10 000 et 15 000 tonnes.
- En 1998, la SNC COCHERY BOURDIN CHAUSSE devient la société SA EUROVIA.
- Un arrêté préfectoral du 28 mars 2000 autorise l'exploitation de la sablière pour une durée de 5 ans par la SA EUROVIA.
- Le 6 novembre 2000 la SA EUROVIA adresse une demande de changement d'exploitant pour le compte de la SNC EUROVIA Nord.
- Le 23 décembre 2003 une nouvelle demande de changement d'exploitant est adressée à la Préfecture pour l'exploitation sous le nom SNC EUROVIA Picardie.
- Un dossier de demande de prolongation de l'exploitation est déposé par la SNC EUROVIA Picardie en 2005. A la fin d'année 2004, il reste encore 15 000 m³ à exploiter. La société demande une prolongation de l'autorisation de 3 ans.
- La prolongation est accordée par arrêté préfectoral en date du 15 décembre 2005.
- Un procès verbal de recollement actant la fin de l'exploitation a été émis par l'inspecteur des installations classées en date du 15 septembre 2009. Ce PV est disponible en **annexe 7**.

Le terrain privé a ensuite été reconverti en piste de motocross.

Le site fait l'objet depuis septembre 2013 d'un remblaiement par des déchets inertes. Une déclaration préalable a été déposée le 03 juin 2013 par le propriétaire des terrains. Elle a été complétée par le propriétaire sur demande de la mairie de Festieux le 28 juin 2013. Les services de la Direction Départementale des Territoires de l'Aisne ont répondu via la mairie de Festieux que les travaux n'étaient pas soumis à déclaration préalable (réponse en date du 09 août 2013) (cf. courriers en **annexe 19**).

2.6.4 Réglementation d'urbanisme

La commune de Festieux ne dispose pas d'un Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) ou d'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) Le document d'urbanisme applicable est la carte communale qui reprend les règles générales du règlement national d'urbanisme.

Ces règles générales sont codifiées aux articles L 11.-1 à L 111-25 et R. 111-1 à R. 111-53 du code de l'urbanisme.

L'ensemble de la définition de la compatibilité de l'exploitation de l'ISDI avec le règlement national d'urbanisme est disponible en **annexe 8**. Les principales caractéristiques sont étudiées dans le chapitre 8.

2.6.5 Servitudes

La commune de Festieux est concernée par plusieurs arrêtés préfectoraux.

➤ Risque inondation

La commune de Festieux est concernée par un risque inondation par ruissellement et coulée de boue.

Le tableau suivant liste les arrêtés de catastrophes naturels rendus sur la commune :

Tableau 6 : Liste des arrêtés de catastrophes naturels rendus sur la commune de Festieux

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	17/06/1986	17/06/1986	25/08/1986	06/09/1986
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue	11/05/2000	11/05/2000	21/07/2000	01/08/2000
Inondations et coulées de boue	23/07/2001	23/07/2001	03/12/2001	19/12/2001

➤ **Axe terrestre bruyant**

Le territoire est concerné par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2003 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation implantés dans les secteurs affectés par le bruit.

Les voies (routières ou ferrées) sont classées en 5 catégories, la catégorie 1 étant la plus bruyante.

L'autoroute A26 est l'axe le plus bruyant sur le territoire (catégorie 1), avec des secteurs affectés par le bruit d'une largeur de 300 m de part et d'autre de l'axe de la voie.

Cependant, le site de l'ISDI est éloigné de plusieurs kilomètres de l'A26.

La RN 2 et la RD1044 sont en catégories 3, avec une largeur de 100 m de part et d'autre de la voie affectée par le bruit.

Le site de l'ISDI est éloigné de plusieurs kilomètres de la RN2 mais est localisé en bordure de la RD1044, des prescriptions donc sont applicables aux constructions localisées dans une bande de 100 m autour de la départementale. En effet, dans l'emprise de la zone de bruit, les bâtiments d'habitation, les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement sont soumis aux conditions d'isolation acoustique. Toutefois, aucun bâtiment ne sera construit sur le site de l'ISDI de Festieux.

➤ **Réseaux**

Aucun réseau ne passe sur la parcelle objet du présent dossier.

- **Réseau d'eau potable**

Un réseau d'alimentation en eau potable géré par le groupe SAUR¹ est enterré en dessous du chemin de Festieux à Eppes. D'après M. Debrouwer de la SAUR, cette conduite est de diamètre nominal 60 en fonte.

Le site dispose d'un branchement sur ce réseau (à l'entrée du site, intersection avec le chemin). Cependant, ce dispositif n'est pas utilisé.

Cette canalisation n'est pas localisée sur la parcelle objet du présent dossier.

¹ Société d'Aménagement Urbain et Rural

- Réseau électrique

Le site est longé à l'Ouest (D1044) par une ligne électrique enterrée moyenne tension (MT 20000V). Elle a été enterrée par les services EDF en dehors de l'emprise d'exploitation sauf dans l'angle Nord de la parcelle A746 où elle se raccorde à une armoire électrique.

Elle est localisée en dehors de la zone d'exploitation (recul de 10m depuis les limites de propriété), ce qui supprime tout risque de contact avec l'ouvrage.

- Réseau télécom

Un réseau télécom constitué d'un câble de transmission et d'un câble d'alimentation passe en enterré le long du chemin rural de Festieux à Eppes.

Ce réseau n'est pas localisé sur la parcelle objet du présent dossier.

2.6.6 Projets industriels à proximité

Aucun projet connu.

2.7 Intérêt de l'installation

Le dernier plan départemental de gestion des déchets de travaux publics de janvier 2001 a estimé une production annuelle de déchets inertes issus des activités de travaux publics entre 500 et 600 kT/an. Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de 2008 présente un gisement pour les déchets inertes de 116 548 t pour le bâtiment et entre 500 000 et 900 000 tonnes de déchets non spécifiés pour les travaux publics.

A ce jour, il existe extrêmement peu de sites d'accueil conformes à la réglementation pour la gestion de la part non valorisable de ces déchets (matériaux trop fins, trop argileux, en mélange...). De nombreux dépôts sauvages sont ainsi recensés dans le département.

Le développement d'un réseau d'installations de stockage de ce type de déchets devient une urgence afin de juguler ces dépôts sauvages dans des sites de proximité placés sous le contrôle d'un exploitant.



Photographies 21 et 22 : Exemple de décharge sauvage en bordure de chemin, (*Source EACM*)

Illustration des nombreux dépôts observés le long de voies communales : l'existence de sites contrôlés permettrait d'éviter l'accumulation de ces points noirs qui ne donnent pas une bonne image de la profession et de la propreté du département.

Sur l'ensemble du territoire national, les conditions d'élimination des déchets de chantiers sont mal connues du fait de la multiplicité des intervenants, des lieux de production et de la nature diverse des déchets produits. Ce sont en grande majorité des déchets de type inerte, mais ils renferment aussi des déchets banals et d'autres à caractère dangereux.

En conséquence, le dépôt de ces déchets dans des lieux inappropriés contribue à la survivance de décharges brutes, voire à la création de dépôts sauvages et ce, malgré les efforts des professionnels du secteur, tel que COLAS NORD-EST qui se sont engagés dans la modernisation de la gestion des déchets.

Les filières d'élimination actuelles sont souvent mal adaptées, et pour certaines, non conformes à la réglementation. En outre, les filières, si elles existent, sont insuffisantes en nombre et en capacité.

La planification départementale de la gestion des déchets produits par les activités du BTP répond à une demande à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, publiée au Journal officiel du 8 août 2015. Elle crée notamment le nouveau plan régional de prévention et de gestion des déchets

En effet, d'une manière générale, les déchets de chantiers du BTP ne sont que rarement pris en compte dans le cadre des plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Pour le département de l'Aisne, il n'existe actuellement aucun plan de gestion spécifique aux déchets de chantiers du BTP. La gestion de ces déchets est traitée en partie dans le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de l'Aisne². Il s'avère donc nécessaire de planifier la gestion de ces déchets au niveau départemental pour respecter la réglementation nationale et les engagements européens, en particulier la Directive Décharges (75/442/CEE modifiée par les Directives 91/156/CEE et 96/350/CE).

A ce jour, il existe peu de sites d'accueil conformes à la réglementation pour la gestion de la part non valorisable des déchets inertes. Sept installations de stockage de déchets inertes sont enregistrées selon la réglementation en vigueur dans le département de l'Aisne, selon les données du site des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce nombre est insuffisant pour la collecte des déchets inertes du département.

Le développement d'un réseau d'installations de stockage de ce type de déchets est devenu au fil des années une urgence afin de juguler ces dépôts sauvages dans des sites de proximité placés sous le contrôle d'un exploitant.

C'est dans ce contexte que la société COLAS NORD-EST sollicite la régularisation d'une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Festieux.

Le projet consiste à remblayer une ancienne sablière, reconvertie par le propriétaire du terrain en piste de motocross, par des déchets inertes ultimes non valorisables issus de chantiers du BTP de COLAS NORD-EST et dont les modalités de remise en état, à la fin de l'exploitation, permettront son intégration au paysage local.

² Le dernier PDEDMA révisé et mis en œuvre dans l'Aisne date de 2008.

3 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ACCEPTES SUR SITE

3.1 Origines des matériaux

Les déchets réceptionnés puis stockés sur le site seront issus uniquement des activités de terrassement réalisées par COLAS NORD-EST dans le département de l'Aisne.

Les matériaux acceptés sur site seront donc des matériaux inertes issus de chantiers de terrassement, d'assainissement ou de terrassement de voiries. Aucun déchet susceptible de contenir des polluants ne sera accepté sur site, ce qui exclut notamment les terres ou matériaux provenant de sites industriels ou de sites pollués.

De plus, compte-tenu de l'usage futur agricole, l'exploitant souhaite recevoir prioritairement des terres et cailloux et exclura autant que possible les apports de matériaux de type verre, briques, tuiles, céramiques, bien que ceux-ci soit autorisés dans une ISDI conformément à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 (cf. paragraphe suivant).

3.2 Types de matériaux

Le tableau suivant énumère la liste des matériaux admissibles au sein de l'installation, conformément à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatifs aux conditions d'acceptation des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées et à l'article R541-8 du Code de l'Environnement.

Tableau 7 : Matériaux admissibles selon la nomenclature déchets

CODE DÉCHET (1)	DESCRIPTION (1)	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(1) Annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Ni les terres polluées, ni les matériaux de construction contenant de l'amiante, même lié, ne seront acceptés sur le site.

Seront également exclus du site, les déchets non dangereux (plastique, bois, ...), les ordures ménagères et les déchets dangereux ainsi que ceux présentant les caractéristiques suivantes :

- Les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- Les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- Les déchets non pelletables ;
- Les déchets pulvérulents.

4 AMENAGEMENTS DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE

Le principe d'aménagement du centre de stockage de déchets inertes est régi par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014. Le site est aménagé de façon à prévenir et limiter les nuisances potentiellement générées par ce type d'installation.

Un plan illustrant l'ensemble des aménagements réalisés sur le site est présenté en **Annexe 21**.

4.1 Accès au site

L'accès du site est réalisé par la route départementale RD 25 reliant la nationale N2 et à la commune de Marchais.

Les camions, uniquement des 15 ou 20 tonnes, arrivent sur le site depuis la RD25 ou la RD 1044. Les semis n'accèdent pas au site.

Les camions empruntent ensuite le chemin existant. Le chemin ne nécessite pas d'aménagements particuliers, sa largeur permettant d'accueillir des engins. Il est néanmoins entretenu régulièrement.

Afin d'interdire l'accès de l'ISDI à toute personne étrangère à l'exploitation, une clôture est installée le long du chemin munie d'un portail. Le portail est fermé par un cadenas en dehors des heures d'ouverture et des jours de réception des déchets inertes.

Un panneau sera apposé à l'entrée du site de façon visible et précisera les éléments suivants :

- la raison sociale et l'adresse de la société exploitante ;
- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site ;
- les types de déchets admissibles ;
- les jours et les heures d'ouverture ;
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Ce panneau sera installé à la fin du mois de juin 2016.

Si nécessaire, des panneaux seront également apposés en accord avec les services départementaux de l'équipement :

- « STOP » à l'entrée du site ;
- « SORTIE DE CAMIONS » à environ 200 m en amont et aval de la sortie du site sur la RD 25.

Un rendez-vous entre COLAS NORD-EST et les services techniques de la commune sera organisé.

4.2 Talus

Les talus naturels existants ne feront pas l'objet d'aménagements particuliers, compte-tenu de la faiblesse des pentes de l'ancienne sablière.

5 FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE

L'exploitation, par la société COLAS NORD-EST, de l'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) sur la commune de Festieux consiste à remblayer une ancienne sablière depuis utilisée en circuit de motocross avec des matériaux inertes, afin que celle-ci retrouve sa topographie originelle pour un usage agricole.

5.1 Horaires de fonctionnement

Le fonctionnement du site se fait « à la demande ». Le site est donc fermé à clé, et ouvert uniquement lors des apports de matériaux réalisés par la société COLAS NORD-EST, seule autorisée à déposer des matériaux dans l'ISDI.

Le site n'est donc pas ouvert au public. Néanmoins, l'entreprise COLAS NORD-EST respectera pour les opérations de stockage des horaires de fonctionnement diurne : 8h-12h et 13h-17h.

5.2 Effectifs et matériel

L'effectif présent sur le site sera constitué du chauffeur de la pelle (ou trax), employé par COLAS NORD-EST, qui interviendra régulièrement pour le foisonnement et la mise en place des dépôts conformément au plan d'exploitation.

La liste des personnes autorisées à accéder au site et nommément désignées est la suivante :

- M. François SEMAIL : chef de secteur ;
- MM. Valentin ORVANE, guillaume DELCROIX et Guillaume EGOT : chefs de chantier.

Il n'est pas possible d'indiquer les noms des chauffeurs d'engins et poids lourds. Ils seront placés sous l'autorité du chef de secteur et des chefs de chantier.

La société dispose de pelles, trax et chargeuses qui sont acheminées sur site en fonction du besoin pour l'exploitation de l'ISDI. Ce matériel ne reste pas stationné sur site en dehors de jours où ils sont nécessaires au foisonnement et à la mise en place des dépôts.

5.3 Admission et acceptation des déchets inertes

Les déchets seront amenés sur site exclusivement par la société COLAS NORD-EST.

5.3.1 Admission des déchets inertes visés par l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014

La liste des déchets inertes recensés dans l'Annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 est présentée au chapitre 2 « Caractéristiques des matériaux acceptés sur site ».

Les règles d'admission de ces déchets sur le site seront celles énoncées par l'arrêté du 12 décembre 2014.

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou avant la 1^{ère} livraison d'une série de livraisons d'un même déchet, l'exploitant demandera au producteur un document préalable indiquant à minima :

- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- Le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- Le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, son numéro SIRET ;

- L'origine des déchets ;
- Le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement ;
- Les quantités de déchets concernées en tonne.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014 :

- Que les déchets ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- Que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- Que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

Ce document préalable aura une validité de 1 an et sera conservé au moins 3 ans par l'exploitant.

Tous les déchets feront l'objet d'une vérification des différents documents d'accompagnement à l'arrivée du chargement et un accusé réception sera délivré. Cet accusé comprendra en plus des éléments précédents la quantité de déchet admise en tonnes ainsi que la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

De plus, un agent d'accueil réalisera un contrôle visuel et olfactif des déchets amenés à l'entrée de l'exploitation. Il disposera ainsi de la faculté de repérer les arrivées douteuses afin de les isoler avant évacuation vers une filière adaptée. Tout déversement direct de la benne du camion de livraison en dehors de la zone destinée au contrôle sera interdit sans vérification préalable du contenu de la benne ou en l'absence de l'agent d'accueil.

Enfin, un registre d'admission, disponible à tout moment, sera tenu à jour par le responsable du site, salarié de la société COLAS NORD-EST afin d'assurer la traçabilité des déchets réceptionnés. Il consignera pour chaque chargement de déchets présenté :

- La date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets ;
- L'accusé d'acceptation des déchets ;
- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets, ainsi que son numéro de SIRET ;
- L'origine et la nature des déchets, et notamment le code à six chiffres des déchets ;
- La quantité des déchets réceptionnée, exprimée en tonnes ;
- Le résultat du contrôle visuel et de la vérification des documents d'accompagnement ;
- Le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre sera conservé pendant au moins 3 ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.3.2 Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes non visés par l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014

Les terres provenant de sites pollués ou de sites industriels et les déchets de démolition contenant de l'amiante ne seront pas acceptés sur site. Une contamination des déchets acceptés sur le site sera donc peu probable.

Néanmoins, si une arrivée de déchets non recensés dans l'annexe I de l'AM du 12 décembre 2014 se présente, ou en cas de présomption de contamination des déchets, un certificat d'admission préalable des déchets inertes sera demandé au producteur de déchets.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant du déchet via les paramètres décrits ci-après, conformément à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux ISDI.

➤ Analyses sur échantillon brut

Tableau 8 : Paramètres analysés sur brut en cas de présomption de contamination

Paramètres	Concentration limite admissible (mg/kg MS)
COT (carbone organique total)	30 000 ³
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes)	6
PCB (Polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

➤ Test de lixiviation (normalisé X 30-402-2)

L'évaluation du potentiel polluant devra obligatoirement être déterminée par un essai de lixiviation pratiqué selon le test normalisé NF X 30-402-2.

Tableau 9 : Paramètres analysés sur lixiviats en cas de présomption de contamination

Paramètres	Concentration limite admissible (mg/kg MS)
Arsenic (As)	0,5
Baryum (Ba)	20
Cadmium (Cd)	0,04
Chrome total (Cr)	0,5
Cuivre (Cu)	2
Mercure (Hg)	0,01
Molybdène (Mo)	0,5
Nickel (Ni)	0,4
Plomb (Pb)	0,5
Antimoine (Sb)	0,06
Sélénium (Se)	0,1
Zinc (Zn)	4
Chlorure ⁴	800
Fluorure	10

³ Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluât, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

⁴ Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

Paramètres	Concentration limite admissible (mg/kg MS)
Sulfate ¹	1 000 ⁵
Indice phénols	1
COT sur éluât ⁶	500
Fraction soluble ¹	4 000

Les résultats des analyses d'acceptation préalable seront annexés au document préalable, à la livraison ou lors de la première série de livraisons du déchet considéré.

5.3.3 Déclaration annuelle à l'administration

Une déclaration annuelle récapitulant les quantités, types et provenances de déchets inertes admis sur l'installation de stockage sera transmise au ministre chargé de l'environnement.

Le volume de déchets nécessaire au comblement a été estimé à 39 200 tonnes⁷ (24 500 m³) environ.

La durée d'exploitation demandée est de 15 ans.

5.4 Méthodes d'exploitation

5.4.1 Exploitation par petites surfaces

L'exploitation sera effectuée par tranches successives d'une superficie d'environ 2 500 m², du Nord-Ouest vers le Sud-Est, en fonction des besoins du marché local du BTP. La poursuite de l'exploitation se fera à partir de la partie déjà remblayée et avancera ainsi jusqu'à la limite Ouest du site puis jusqu'à la limite Sud-Est.

Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive étant interdit (AMPG du 12 décembre 2014), une zone de contrôle des déchets sera aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone sera fixe et localisée sur la partie déjà remblayée du site. Elle fera l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. De plus, aucune benne ne sera déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

L'illustration suivante présente le phasage et la zone de contrôle des déchets.

⁵ Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

⁶ Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluât à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluât si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

⁷ Une masse volumique de 1,6 tonne par mètre cube de déchets a été retenue pour les déchets inertes (Valeur indiquée dans l'ancien arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes)

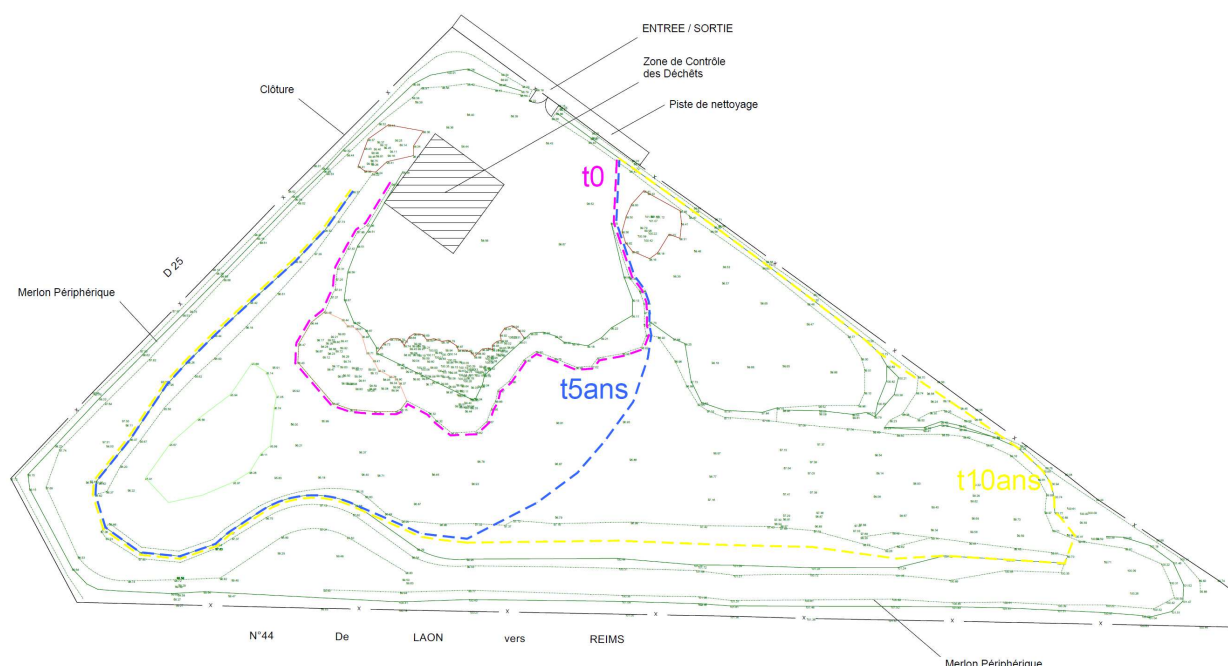


Illustration 7 : Plan de phasage des remblaiements sur l'ISDI et localisation de la zone de contrôle des déchets

Les matériaux inertes seront déversés depuis la zone de contrôle vers les zones à remblayer. A tout instant, un petit merlon constitué de déchets inertes sera présent en bord de fouille afin de prévenir toute chute d'engin.

Une pelle reprendra les matériaux en fond de fouille afin de les disposer en couches et de les tasser correctement. Le fond de fouille est facilement accessible depuis le chemin situé à l'Est de la parcelle. La création d'une rampe d'accès n'est donc pas nécessaire.

Lorsque la côte finale aura été atteinte, les terres végétales seront amenées sur la zone remblayée et permettront la bonne reprise de la végétation. Le réaménagement sera coordonné à l'avancement, comme présenté en **annexe 21**.

5.4.2 Piste d'accès stabilisée

Une piste d'accès stabilisée constituée de déchets inertes est maintenue sur les zones réaménagées pour permettre la circulation des camions. Cette piste d'accès est constituée des matériaux déjà remblayés compactés.

5.4.3 Réaménagement du site après exploitation

La nature des différentes couches de recouvrement sont :

- Une couche de déchets inertes (conforme à l'arrêté du 12/12/2014) sur 1,70 m d'épaisseur ;
- Une couche de terres végétales sur une épaisseur de 30cm au-dessus des matériaux inertes.

La terre végétale pourra êtreensemencée. Le but étant que la parcelle retrouve une destination agricole (pâture).

Les caractéristiques du stockage de déchets respecteront :

- Une compacité de 30 MPA
- Des matériaux inertes de types terres (limons, craie, graves).

L'aménagement en pâture ne présentera pas la nécessité de réaliser des infrastructures.

Les accords du propriétaire du site et du maire de la commune de Festieux sur la remise en état ont été sollicités. Les copies des courriers sont disponibles en **annexe 17**. Les éventuelles réponses seront communiquées à la Préfecture de l'Aisne et à l'inspection des installations classées dès réception.

Une couverture finale sera mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage proposé par l'exploitant.

Le modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 41 du code civil.

La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation finale du site, en **annexe 21**.

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site, notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Le terrain sera réaménagé pour la réalisation d'une pâture.

L'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager ainsi des talus de 2m environ seront créés afin que le site ne soit pas visible depuis les départementales entourant le site. Les végétations déjà présentes sur ces merlons périphériques seront conservées.

L'aménagement ne comportera pas de création de plan d'eau qui entraîne la mise en contact des déchets stockés avec de l'eau.

6 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL

6.1 Sources d'informations

Le tableau ci-dessous présente les sources d'informations consultées dans le cadre de cette étude.

Tableau 10 : Liste des sources d'informations consultées dans le cadre du dossier

Source d'information	Démarche	Résultat obtenu
Site internet Géoportail (IGN ⁸)	Consultation	Contexte géographique, photographies aériennes anciennes
Carte IGN n°2711 O de Laon au 1/25 000 ^{ème}	Consultation	Plan de localisation du site au 1/25 000 ^{ème}
Carte géologique n°XXVII - 10 de Laon au 1/50 000 ^{ème} (BRGM ⁹)	Consultation	Contexte géologique et hydrogéologique
Site internet Infoterre (BRGM)	Consultation	Contexte géologique et hydrogéologique Logs de forages situés dans l'environnement du site
Site internet de la DREAL ¹⁰ Aisne – CARMEN – INPN	Consultation	Localisation et périmètre des espaces naturels protégés, des zones inondables
M. Roig / M Semail – COLAS EST	Visite du site le 22/03/2016	Visite de site et entretien avec un représentant du groupe Colas, photographies du site et des alentours
ARS ¹¹ Picardie – Délégation Territoriale de l'Aisne	Demande écrite le 21/01/2016	Localisation et contour des périmètres de protection des captages AEP ¹²
Conseil Général de l'Aisne - Routes	Demande écrite le 21/01/2016	Comptages routiers Planification des déchets
Direction Interdépartemental des Routes – Nord	Demande écrite le 21/01/2016	Comptages routiers
Météo France	Achat des données météo	Contexte climatologique Station Aulnois-sous-Laon
DREAL Subdivision de Soissons	Consultation des documents le 22/03/2016	Historique de la parcelle A746
Site internet Installations Classées	Consultation	Nombre d'ISDI autorisées dans le département
Mairie de Festieux	Appel du 23/03/2016	Servitudes sur la zone d'études
Site internet Météorage	Achat des statistiques de foudroiement	Contexte climatologique
Site internet inondationsnappes.fr	Consultation	Cartographie du risque de remontée de nappe
Site internet cadastre.gouv.fr	Consultation	Données cadastrales
SAUR	Appel le 06/04/2016	Caractéristique de la canalisation eau Pas de plan disponible

⁸ Institut Géographique National

⁹ Bureau de Recherches Géologiques et Minières

¹⁰ Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

¹¹ Agence Régionale de Santé

¹² Alimentation en Eau Potable

6.2 Localisation du site et contexte paysager

Comme indiqué dans le chapitre 2.6, le site est localisé sur la commune de Festieux à 11 km à l'Est de Laon.

Le site se situe le long de la route départementale RD1044 – route de Reims – au lieu-dit Le Bois des Sapins. Le site a été occupé pendant 9 ans par pour des opérations d'extraction de sable.

Le site est distant d'environ 1,4 km du centre-ville de Festieux et de 1,2 km de la commune de Veslud. Concernant le paysage, Festieux se compose de plaines, de champs, de bois, de buttes boisées et du « rû des Barentons ».

L'altitude du terrain se situe à environ +100 m NGF. Le site est localisé à 320 m environ à l'Ouest du **rû des Barentons** qui s'écoule du Sud au Nord est qui prend sa source à Festieux. La différence d'altitude entre le **rû des Barentons** et le site est de l'ordre de 3-5 m environ.

L'environnement immédiat du site est indiqué dans le chapitre 2.6. Les photographies 11 à 16 de ce chapitre présentent les alentours du site.

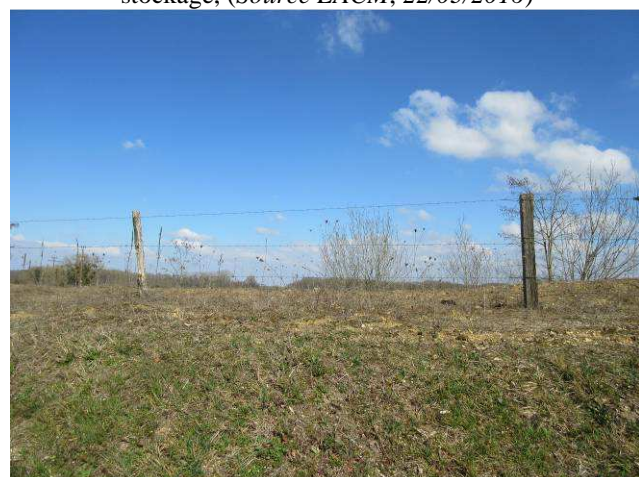
Les prises de vue ci-dessous montrent l'intégration actuelle du site vis-à-vis des chemins et routes longeant le site.



Vue du site depuis le chemin rural de Festieux à Eppes, dont une partie appartient à la commune de Festieux et l'autre au propriétaire des parcelles de l'installation de stockage, (Source EACM, 22/03/2016)



Vue du site depuis la D1044 au niveau de la pointe Sud du site, (Source EACM, 22/03/2016)



Vue du site depuis la D1044, un talus permet de limiter l'impact visuel du site depuis une grande partie de la D1044, (Source EACM, 22/03/2016)



Vue du site depuis l'intersection D25/D1044, (Source EACM, 22/03/2016)



Vue du site depuis la D25, un talus permet de limiter l'impact visuel du site depuis la D25, (Source EACM, 22/03/2016)



Vue de la piste d'accès (chemin de Festieux à Eppes) depuis la D25, (Source EACM, 22/03/2016)

Photographies 23, 24, 25, 26, 27 et 28 : Intégration actuelle de l'installation vis-à-vis des chemins et routes longeant la parcelle A746

Une seule activité industrielle a été retrouvée à 1,2 km au Nord-Ouest du site. Il s'agit d'une centrale à béton exploitée par Holcim Bétons sur la commune de Veslud au croisement de la RD1044 et RD255.

Le site SEVESO Seuil Haut le plus proche du site est localisé sur la commune de Mauregny-en-Haye exploité par le Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI). Il est situé à 2,5 km au Nord-Est de l'ISDI.

L'environnement décrit ci-dessus est présenté sur la photographie ci-après.



Illustration 8 : Environnement du site (Source : Géoportail/EACM)

Le réseau ferroviaire le plus proche passe à 2,5 km au Nord du site (cf. **figure 2**).

L'A26 passe à 3 km au Nord du site et est longé par la départementale RD1044. Le réseau routier à proximité du site est présenté en **figure 3**.

Les habitations les plus proches du site projeté d'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes se situent quant à elles à environ :

- 300 m au Nord Nord-Est du site, sur la commune de Festieux (ferme moulin La Prée) ;
- 580 m au Sud-Est du site, sur la commune de Festieux ;
- 800 m à l'Est du site, sur la commune de Veslud.

Ces habitations ont été localisées sur la photographie placée ci-dessous.

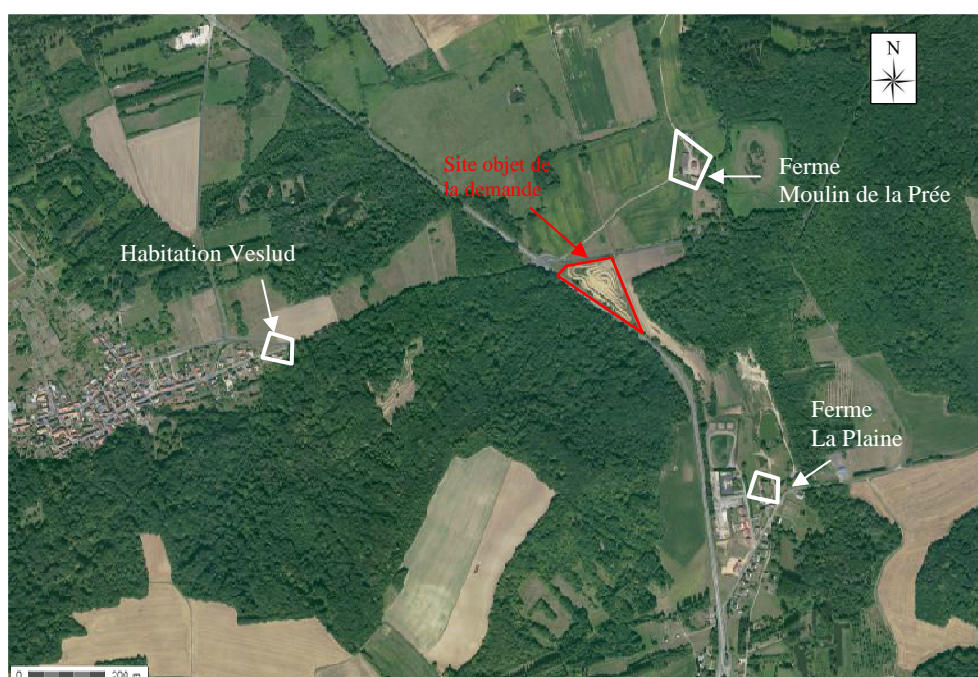


Illustration 9 : Localisation des habitations les plus proches du site objet de la demande (Source : Géoportail/EACM)

Trois sites ont été inventoriés sur la base de données BASIAS¹³ du BRGM :

- Un ancien garage localisé au 6 route nationale 44 (RD1044) au lieu dit La Gravelle, à 820 m au Sud du site ;
- Une fabrique de boutons de porte en céramique (Etablissement LEDRUELLE) qui n'a pas pu être localisée ;
- Un parc de stationnement qui n'a pas pu être localisé.

Aucun site n'est recensé sur la commune de Festieux dans la base de données BASOL¹⁴ du BRGM.

Les établissements recevant du public les plus proches du site sont localisés à 1,1 km au Sud du site (quincaillerie), 1,4 km au Sud (bar) et 1,5 km au Sud du site (magasin d'article paysager) sur la commune de Festieux.

Une discothèque et une gare sont localisées à 2,4 et 2,6 km au Nord du site sur la commune de Coucy-Lès-Eppes.

¹³ Inventaire historique des sites industriels et activités de service

¹⁴ Base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif

L'école la plus proche du site se trouve sur la commune de Festieux à environ 1,45 km du site objet de la demande.

6.3 Contexte géologique

6.3.1 Géologie régionale

La zone d'étude se situe aux abords de la région naturelle : *l'Ile de France* représentée par la partie septentrionale de la plate-forme structurale du Calcaire grossier, couverte de minces couches de Sables de Beauchamp (Auversien) et d'Argile de Saint-Gobain (transition Lutétien-Auversien).

La morphologie si particulière de la bordure septentrionale du pays tertiaire dans la région de Laon montre des exemples extrêmes, dans le Bassin de Paris, de dissection¹⁵ de cuesta¹⁶ et de buttes-témoins. Il semble que la morsure de l'érosion ait été figée à un stade avancé, presque ultime, et que la persistance du climat agressif du Pliocène ou du Quaternaire ancien pendant quelques décennies de plus aurait fait reculer la côte tertiaire jusqu'à la dorsale du Soissonnais entre l'Aisne et l'Ailette.

Le nombre impressionnant de ces reculés presque fermés qui entament le plateau tertiaire au point de ne laisser persister parfois que des bandes de terres étroites, se traduit dans le langage local par les termes imagés de cuve, de fond, de fosse et de trou.

Cette extrême vulnérabilité du plateau tertiaire, qui contraste avec un aspect plus massif en d'autres endroits (Montagne de Reims, par exemple), tient à la lithologie des couches de l'Éocène inférieur de cette région. En effet, sous la dalle calcaire lutétienne, seule couche résistante, affleurent alternativement sables et argiles sur une épaisseur de 60 à 80 mètres.

On conçoit alors l'importance des dépôts superficiels généralement sableux qui résultent du démantèlement des formations tertiaires. Ces dépôts ont largement « bavé » sur la Champagne crayeuse pour former l'épanchement des Sables de Sissonne, toujours mobiles à l'heure actuelle.

Sur le plateau tertiaire et les versants, ces dépôts superficiels revêtent une grande variété d'aspect.

Si la tectonique superficielle est peu marquée, il convient toutefois de noter l'alignement de quelques avant-buttes thanétiennes dans la direction SW-NE perpendiculaire aux axes principaux du Bassin de Paris.

Le territoire du Laonnois fait partie du Bassin Parisien, mais a connu une évolution particulière.

La craie de l'ère Secondaire est recouverte par des terrains de l'ère Tertiaire originale. On trouve ainsi des couches alternées de sables et argiles, qui se sont déposés à l'époque où la mer recouvrait encore le territoire, et qui sont surmontées de calcaire grossier. La fin du Tertiaire, il y a 1,8 million d'années, a marqué le soulèvement du Bassin parisien, en réponse à la formation de la chaîne alpine : les cours d'eau se sont progressivement enfoncés, creusant plusieurs vallées et permettant à certaines couches géologiques de réapparaître en surface. Plus récemment, pendant les périodes glaciaires, les vallées se sont davantage enfoncées, et les plateaux se sont couverts de dépôts limoneux. Les collines présentent ainsi un relief accusé, aux côtes et dépressions d'altitude allant de 70 à 200 mètres.

La diversité de couches géologiques affleurantes sur la zone (sables acides, couches calcaires, argiles) est une des raisons de la diversité des milieux naturels sur le site. La topographie également variée et complexe permet une grande diversité de conditions climatiques et physiques. Par exemple, les coteaux de la commune de Parfondru ont connu des glissements de terrain de la corniche calcaire.

Cette commune se situe à 3 km au Sud-Ouest du site d'étude.

¹⁵ Entaille linéaire du sol faite par un ruissellement concentré

¹⁶ forme de relief dissymétrique constituée d'un côté par un talus à profil concave (le front), en pente raide et, de l'autre, par un plateau doucement incliné en sens inverse (le revers). Les cuestas se trouvent aux bordures des bassins sédimentaires peu déformés.

Des fragments de roche calcaire se trouvent ainsi dans les pentes, ce qui confère une originalité aux successions de végétations sur le coteau. D'une façon générale, des colluvions des couches les plus hautes sont souvent présentes sur les couches inférieures.

6.3.2 Géologie locale

D'après la carte géologique n°XXVII-10 de Laon au 1/50 000^e, éditée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), le site est localisé au droit de sables de Bracheux du Thanétien sur une avant-butte. Ces sables sont blancs légèrement glauconieux, fréquemment zonés (bandes ferrugineuses), non fossilifères, mais montrant des traces de bioturbations, des ripple marks (rides asymétriques, allongées, parallèles et régulièrement espacées) et des stratifications entrecroisées. Ils sont localement grésifiés à la partie supérieure (notamment à Festieux, où est localisés le sommet des avant-buttes et blocs épars à la surface de la craie). Par remaniement éolien récent ou actuel, ils participent à la formation des Sables de Sissonne (SLs) et au revêtement sableux qui recouvre fréquemment les formations éocènes en place et les éboulis de bas de pente.

Plusieurs sablières sont ouvertes dans le Thanétien de la côte tertiaire : Presles, Bruyères, Parfondru, Festieux, Coucy-les-Eppes, Maurigny, Montaigu, Saint-Erme. La plupart des avant-buttes thanétiennes éloignées de la côte sont elles aussi exploitées.

La localisation du site sur la carte géologique est présentée en **figure 4**.

Une coupe géologique a été réalisée au droit de la commune de Bruyères et Montbérault, à 5 km à l'Ouest du site), elle permet de mettre en évidence la formation géologique des buttes de la région.

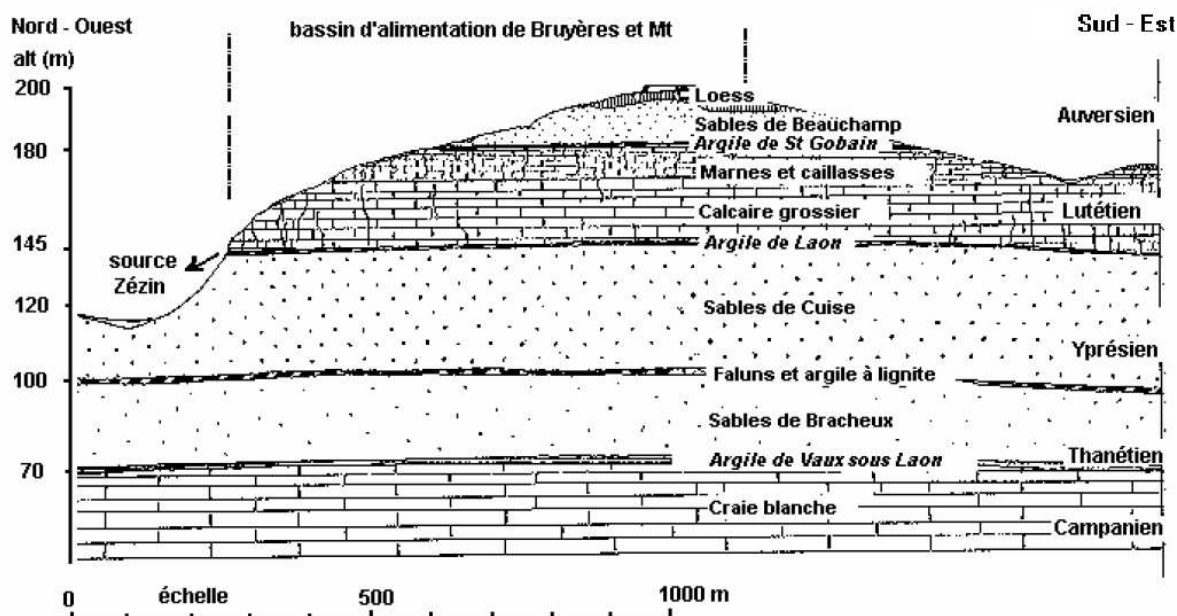


Illustration 10 : Coupe géologique nord-ouest – sud-est du site de Bruyère (Beaudoin, 2006)

Il n'y a pas de coupe géologique réalisée au droit du site et pas de forage ou sondage réalisé à proximité immédiate du site dans le même type de faciès. Les coupes au niveau des buttes sont très différentes de celle du terrain de l'ISDI.

Un forage a été trouvé à 2 km du site localisé dans une zone dont le faciès est similaire à celui du site.

La coupe géologique estimative de ce sondage (00846X0097/F.ORSA), de la surface vers la profondeur, est reportée dans le tableau suivant.

Tableau 11 : Coupe géologique du forage 000846X0097/F.ORSA

Période	Etage	Epaisseur (m)	Description (lithologie)
Tertiaire - Paleocène	Thanétien	0 à 15	Sables de Bracheux
		15 à 20	Argile de Vaux-sous-Laon
Crétacé supérieur	Campanien	20 à 40	Craie blanche
		40 à 46	Sable argileux
		46 à 75	Craie blanche

Cette coupe géologique est illustrée par le schéma ci-dessous.

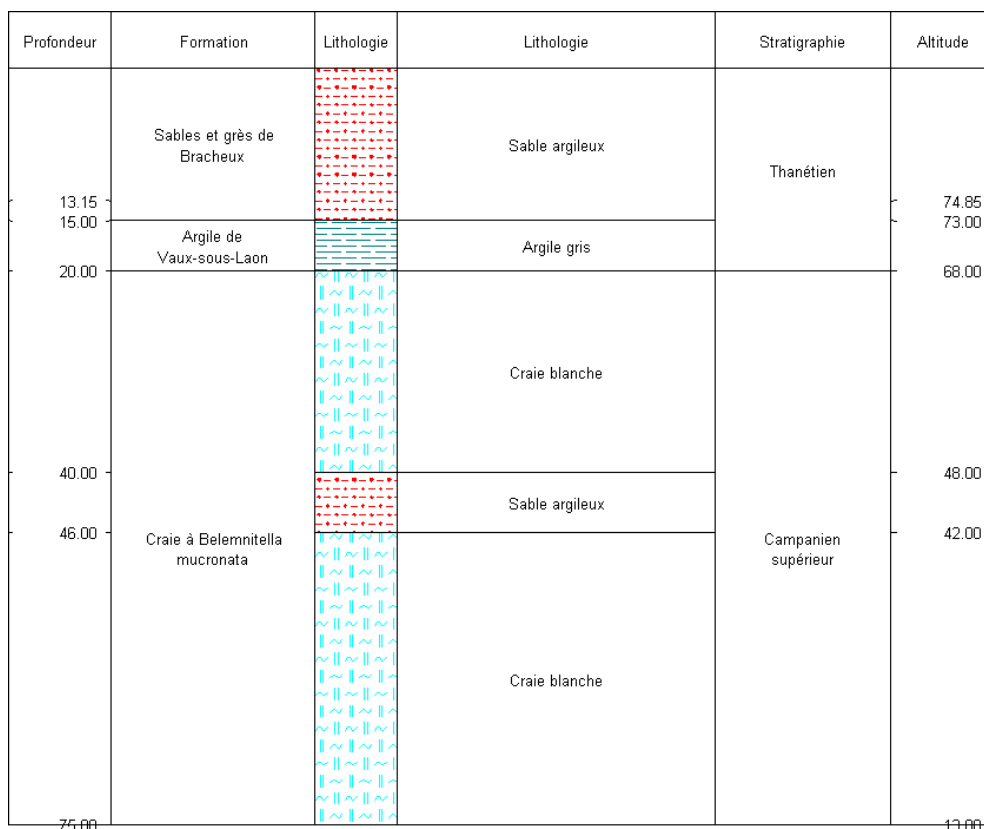


Illustration 11 : Coupe géologique forage 000846X0097/F.ORSA

Une autre coupe géologique pour un forage réalisé dans une formation similaire sur la carte du BRGM a été trouvé à 2,8 km au Nord –Est du site sur la commune de MAUREGNY-EN-HAYE (00847X0113/PZ5) et est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 12 : Coupe géologique du forage 00847X0113/PZ5

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 1,3 m	Sable brun noir limoneux	Cuisien
De 1,3 à 1,6 m	Sable beige avec quelques petits graviers	Cuisien
De 1,6 à 4,5 m	Sable beige et ocre	Cuisien
De 4,5 à 6,3 m	Limon sableux brun	Cuisien
De 6,3 à 11,8 m	Sable barirole	Thanétien
De 11,8 à 12,8 m	Sable gris-fonce noir	Thanétien
De 12,8 à 17,8 m	Marne grise	Senonien
De 17,8 à 20 m	Craie	Senonien

Le site est localisé en contre bas d'une cuesta au niveau des sables Thanétiens.

La craie n'affleure pas directement au droit de l'ISDI. Elle est ici recouverte de terrains tertiaires peu épais (sables de Bracheux et argile de Vaux sous Laon) qui constitue les vestiges d'un plateau érodé et dont il subsiste encore des témoins géologiques sous forme de buttes.

Après consultation des documents disponibles à la DREAL Picardie, subdivision de Soissons, le gisement de sable du Thanétien au droit du site a une épaisseur de 20 mètres environ. L'exploitation a été réalisée sur une profondeur maximale de 5 m par endroit uniquement.

Il est probable que la géologie du site présente une succession lithographique suivante :

- Sable de Bracheux sur 15 m environ,
- Argile de Vaux sous Laon (épaisseur non déterminée, probablement environ 5 m d'après les coupes géologiques),
- Au-delà : Craie blanche du Campanien.

6.4 Contexte hydrogéologique

6.4.1 Description des aquifères

La région présente plusieurs aquifères :

- Nappe supérieure des plateaux. C'est une nappe libre qui provoque l'hydromorphie des terres limoneuses du plateau. Elle se situe au niveau du Lutétien supérieur où elle est retenue par les Argiles de Saint-Gobain et les formations marneuses des caillasses.
- Nappe du Lutétien. Elle constitue une nappe suspendue qui repose sur les argiles de Laon (Cuisien supérieur). Elle souligne, par une ligne de sources, le contact Cuisien-Lutétien et se situe sur les versants des buttes et des plateaux, à une cote moyenne de 135-145 m, 160 m sur la Montagne de Laon. Cette nappe fournit une eau fortement minéralisée, carbonatée et magnésienne, souvent chargée en sulfates provenant vraisemblablement de petits niveaux ligniteux présents dans le Lutétien.
La nappe du Lutétien est captée à Novion, Presles, Vorges, Bruyères, Orgeval, Parfondru, Veslud, Festieux, Mauregny, etc.
- Nappe du Cuisien. Cette nappe, qui affleure à la partie inférieure des versants, repose sur les argiles pyriteuses à lignite du Sparnacien. On y note une forte minéralisation et une alcalinité élevée; les eaux en sont cependant moins carbonatées que celles de la nappe lutétienne. La forte teneur en sulfates ou en sulfures les rend peu propices à la consommation.
- Nappe du Thanétien. Elle repose sur l'Argile de Vaux-sous-Laon, ou sur la craie, et détermine un niveau de sources au pied de la côte tertiaire. Les sables thanétiens très purs et de granulométrie homogène favorisent la circulation des eaux.
- Nappes de la craie. La plus superficielle de ces nappes est celle de la base du Campanien qui, située à faible profondeur (5 à 8 m), donne une eau assez dure mais peu magnésienne.
- Nappe de l'albien. L'aquifère sablo-argileux de l'Albien constitue un réservoir profond situé sous la craie du bassin parisien, sur une extension de plus de 100 000 km². Il n'affleure pas dans la région Ile-de-France. La nappe est captive en Ile de France, et s'écoule depuis les affleurements du sud-est et de l'est, vers la Manche.

6.4.2 Situation au droit du site

Aucun ouvrage (puits, piézomètre) n'est présent sur le site.

Au regard de la géologie du site, les aquifères au droit de ce dernier sont :

- Nappe du Thanétien ; les formations sableuses tertiaires peuvent contenir de l'eau sous forme de petites nappes perchées.
- Nappes de la craie ; l'eau circule dans la craie fissurée qui possède plusieurs niveaux de circulation privilégiée.

La nappe des alluvions est située en aval hydraulique du site.

Au droit du site la nappe du Thanétien est libre, c'est-à-dire qu'elle est surmontée d'une zone non saturée. L'amplitude des fluctuations saisonnières de cette nappe est d'environ 1 m. Le substratum étant constitué de sable non argileux la vulnérabilité de la nappe est forte.

L'écoulement de la nappe de la craie s'effectue dans une direction Nord-Sud en direction du ru des Barenthons.

La sensibilité environnementale des eaux souterraines est considérée comme modérée à élevée considérant l'aquifère de la craie potentiellement vulnérable à une éventuelle pollution provenant de la surface (l'argile n'est pas présente partout dans la région) et son utilisation à des fins d'alimentation en eau potable à Parfondru et les nombreuses sources présentes à moins de 5 km du site (cf. paragraphes suivants).

Cependant, au droit du site, cette vulnérabilité est faible au regard de la présence d'argile de Vaux-sous-Laon.

6.4.3 Utilisation des nappes d'eaux souterraines

➤ Alimentation en Eau Potable

L'installation de stockage de déchets inertes de Festieux est située en dehors des aires d'alimentation des captages prioritaires.

Dans le bassin versant de la Serre, de nombreux captages d'alimentation en eau potable (AEP) exploitent les aquifères régionaux (Calcaire du Lutétien, Craie).

Une demande à l'Agence Régionale de Santé (ARS) de l'Aisne a été réalisée afin d'obtenir la localisation et les périmètres de protection des captages d'Alimentation en Eau Potable (AEP) du secteur d'études. Selon les informations transmises (données 2006) trois captages sont localisés dans un périmètre de 5 km autour du site :

- Le premier est situé à Veslud, à 960 m environ au Sud-Ouest du site. La nature du réservoir capté est celui du Lutétien, à un étage géologique supérieur à celui du Thanétien et séparé par les Argiles de Laon. Il est totalement indépendant de l'aquifère présent au droit du site et donc invulnérable vis-à-vis de celui-ci.
- Le seconde est situé à Parfondru à 3,1 km environ à l'Ouest et en amont hydraulique du site ; Le réservoir capté est celui de la Craie de Thiérache-Laonnois-Porcien. Cet aquifère est par endroit protégé par les argiles et marnes du Thanétien moyen.
- Le captage d'Orgeval à 4,7 km au Sud-Ouest. Ce captage n'a pas été retrouvé sur la base de données des ouvrages d'eaux souterraines BSS¹⁷ (site infoterre) du BRGM.

La localisation de l'emprise des périmètres de protection de ces 3 captages sont présentées en **annexe 9**. La **figure 5** localise le site par rapport à ces captages.

¹⁷ Banque de données du sous-sol

Le site est localisé à l'extérieur de ces périmètres de protection.

➤ Autres usages

D'après les informations recueillies auprès du BRGM, plusieurs captages sont utilisés pour un usage industriel à proximité du site.

Le tableau ci-après présente les captages localisés à moins de 1 km du site d'après la BSS eau du BRGM.

Tableau 13 : Recensement des captages localisés à environ 2 km

Commune	N° BSS eau	Usage	Profondeur (en m)	Distance du site
Festieux	00846X0048/P	Puits	2.6 m	1,54 km
	00846X0047/F	Puits	3.3 m	1,18 km
	00846X0001/F	Puits	46 m	940 m
	00846X0051/HY	Source du ru des Fayets	-	875 m
	00846X0054/HY	Source du ruisseau des Barentons	-	2,1 km
	00846X0052/HY	Source des hauts audriers	-	1,67 km
	00846X0053/HY	Source des hauts audriers	-	1,73 km
	00846X0049/F	Puits	nc	1,53 km
	00846X0050/HY	Source du ruisseau des Chandrilles Source	-	1,02 km
Mauregny en haye	000847X0097/F2	Piezomètre	19,6 m	2 km
Coucy-en-Eppes	00846X0043/F	Puits	1,55 m	1,73 km
	00846X0041/F	Puits	14,6 m	1,70 km
Veslud	00846X0102F_2006	Eau industrielle	50 m	1,13 km
	00846X0097/F.OR SA	Eau industrielle	75 m	1,13 km
	00846X0039/F	Puits	6 m	900 m
	00846X0037/F	Puits	2,3 m	1,46 km
	00846X0100/HY	Source des aulnes de catangis Eau collective	-	1,33 km
	00846X0035/HY	Source du lavoir	-	1,4 km
	00846X0036/HY	Source des Globergny (étang)	-	1,74 km
	00846X0038/HY	Source de l'adduction Eau collective	-	1,33 km

Nc : non communiqué

La **figure 6** présente la localisation des ouvrages en eau aux alentours du site étudié.

➤ Etat de la ressource en eaux souterraines

La commune de Festieux est localisée au droit de trois masses d'eau souterraine reprises dans le tableau ci-après.

Tableau 14 : Caractéristiques des masses d'eaux souterraines

Masse d'eaux	Type	Ecoulement	Commentaires
FRHG106 : Lutétien - Yprésien du Soissonnais-Laonnois	Dominante sédimentaire non alluviale Superficie : 3423 m ² 92,43% affleurante	Entièrement libre	N'est pas présente au droit de l'ISDI
FRHG206 : Craie de Thiérache-Laonnois-Porcien	Dominante sédimentaire non alluviale Superficie : 3346 m ² 60,57 % affleurante	Libre et captif, majoritairement libre	-
FRHG218 : Albien-néocomien captif	Dominante sédimentaire non alluviale Superficie : 61 010 m ² 0% affleurante	Entièrement captif	-

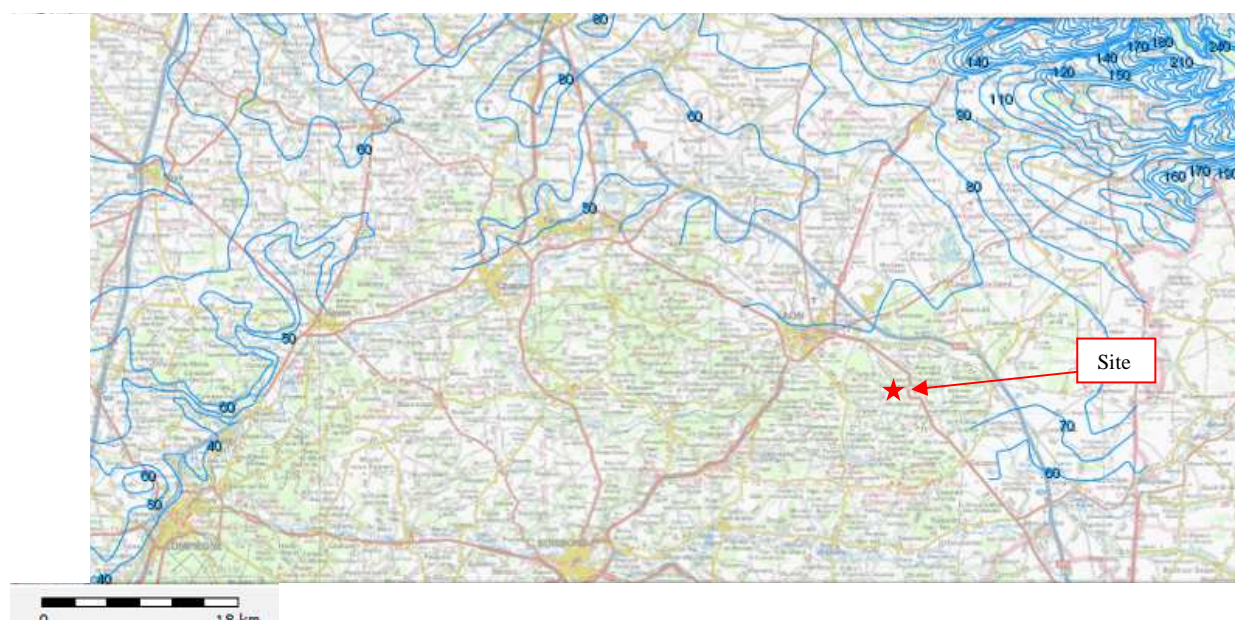


Illustration 12 : Isopièze de la nappe de la craie en Picardie

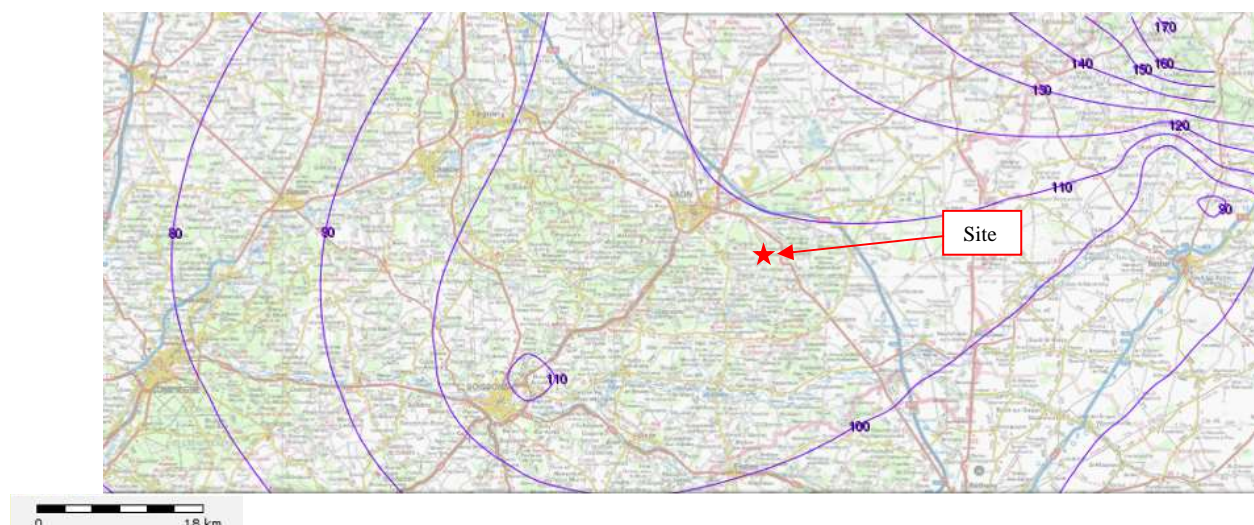


Illustration 13 : Isopièze de l'Albien

Les fiches de caractérisation des masses d’eaux sont disponibles en **annexe 10**.

6.4.4 Etat des masses d’eaux

- Etat de la ressource en eaux souterraines

L’état des eaux souterraines est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 15 : Etat des masses d’eaux souterraines en 2013

	Lutétien - Yprésien du Soissonnais- Laonnois	Craie de Thiérache- Laonnois-Porcien	Albien- néocomien captif
Risque de non atteinte du bon état	Oui NO3, Pesticides, Al	Oui NO3, Pesticides, Pb	Non

Les fiches synthétiques concernant les 3 masses d’eau souterraine sont disponible en **annexe 10**.

- Objectifs de qualité des masses d’eaux souterraines

Les objectifs de qualité des masses d’eau souterraine présentes au droit de l’ISDI de Festieux sont reportés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 16 : Objectif de bon état des masses d’eaux souterraines

Nom de la masse d’eau	Objectif d’état		
	global	chimique	quantitatif
Lutétien - Yprésien du Soissonnais- Laonnois	Bon état 2021	Bon état chimique 2021	Bon état 2015
Craie de Thiérache- Laonnois-Porcien	Bon état 2021	Bon état chimique 2021	Bon état 2015
Albien-néocomien captif	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015

Les cartes présentant les objectifs de l’état qualitatif, l’état quantitatif et de l’état global des eaux souterraines sont fournies en **annexe 11**.

6.5 Contexte hydrologique

Le site, objet de la demande, est localisé à proximité de :

- Le ru des Barentons, situé à 320 m à l’Est du site, en aval hydraulique. Il prend sa source à Festieux, à 130 m d’altitude, au lieu-dit le Marais des Bécrets et se dirige d’abord vers le Nord-Ouest, contournant la commune. Peu après Festieux, il prend la direction du Nord et se jette plus tard dans la Souche (rive gauche) à Barenton-sur-Serre, à 66 m d’altitude, localité sise un peu en amont du confluent de la Souche avec la Serre. Le bassin versant des Barentons comporte de nombreux marais et marécages, notamment à Samoussy, Athies-sous-Laon, Verneuil-sur-Serre et en bien d’autres endroits. La longueur de son cours est de 25,2 km.
- Le ru de la Rolette d’une longueur de 1,1 km sur la seule commune de Festieux, qui se jette dans le ru des Barentons. Il est localisé à 1,75 km au Sud du site.

Ces cours d'eau sont visibles sur la carte en **figure 7**.

➤ Etat de la ressource en eaux de surface

L'état écologique de 2006-2007 du ru des Barentons est mauvais et l'état chimique actuel n'étant pas atteint.

Aucune information n'a été retrouvée sur la qualité des eaux du ruisseau de la Rolette.

➤ Objectifs de qualité des masses d'eaux de surface

S'agissant du ruisseau des Barentons, le SDAGE fixe des objectifs de bon état écologique et chimique pour 2021.

6.6 Risque d'inondation

D'après les données obtenues auprès du BRGM concernant les risques d'inondation, le site présente une sensibilité faible à très faible vis-à-vis des inondations par remontées de nappe.

La vulnérabilité du site est ainsi très faible par rapport à un éventuel phénomène de remontées de nappe.

La carte de remontées de nappe au droit du site est présentée ci-dessous.

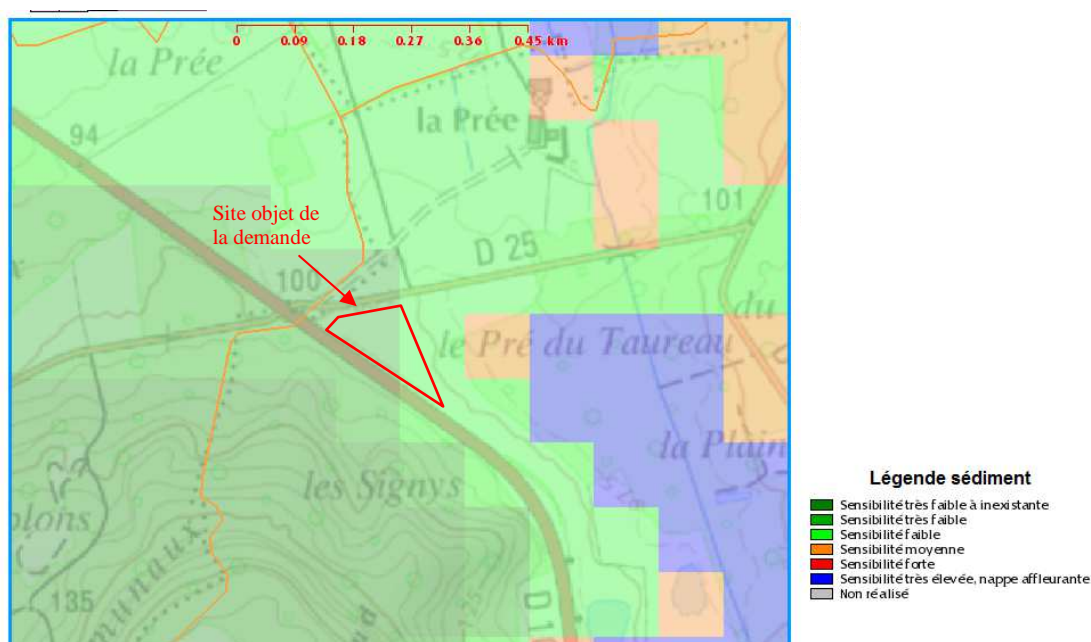


Illustration 14 : Sensibilité du site par rapport au phénomène de remontée de nappe

6.7 Contexte écologique de la zone d'étude

6.7.1 Sites Natura 2000

Le tableau ci-après présente les 2 zones de conservation dans un rayon d'environ 6 km de la zone d'étude. Les informations sont issues de la base de données de la DREAL de Picardie et l'INPN¹⁸.

Tableau 17 : Liste des espaces naturels inventoriés et protégés présents dans un rayon d'environ 5,5 km autour de la zone d'étude

Type	Nom	Numéro	Surface en hectares	Distance par rapport à la zone d'étude
Natura 2000 Directive Oiseaux	Marais de la Souche	FR2210026	2410	5,6 km au Nord du site
Natura 2000 Directive Habitats	Collines du Laonnois oriental	FR2200395	1376	15 m pour la partie la plus proche du site

Les sites Natura 2000 regroupent les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), définies dans le cadre de la directive Habitats 92/43/CEE et les Zones de Protection Spéciales (ZPS), définies dans le cadre de la directive Oiseaux 79/409/CEE.

Le site Natura 2000 le plus proche du site Colas est le « FR2200395 – Collines du Laonnois oriental », Zone Spéciale de Conservation (ZSC), localisé à environ 15 m à l'Ouest du site, de l'autre côté de la RD1044.

Cette zone spéciale est un ensemble de coteaux, vallées et plateaux calcaires réalisant un échantillonnage à caractère endémique, exemplaire et représentatif des potentialités d'habitats remarquables des collines du Laonnois oriental, choisis selon leur complémentarité méditerranéenne, montagnarde et méridionale. Il constitue un réservoir exceptionnel de diversité d'habitats et de flore sans équivalents en plaine, propre au Laonnois, une petite région froide très originale sur le plan climatique.

La variété des substrats (sables acides à neutroclines, calcaires et sablo-calcaires, nappes perchées basique retenue par l'argile de Laon ou acide des sables Thanétiens) combinée à une géomorphologie tourmentée de la bordure septentrionale orientale du tertiaire parisien, à une exploitation agricole traditionnelle de "petite montagne", ont permis une différenciation d'habitats remarquables.

Selon INPN, l'abandon généralisé des pratiques traditionnelles, précipitant et multipliant l'embroussaillage et le boisement des pelouses calcaires, le drainage et la sylviculture intensive d'essences exotiques ont considérablement dégradé la structure et la qualité de cet ensemble. Cependant, des actions de gestion écologique et de sensibilisation par des acteurs locaux menées les 10 dernières années ont permis globalement de stopper cette tendance à la dégradation des habitats au sein de la zone, voire de l'inverser.

La **figure 8** permet de localiser ce site par rapport au projet.

L'évaluation des incidences Natura 2000, prévue par le Code de l'Environnement (article R414-23), est disponible au chapitre 7.

¹⁸ Inventaire National du Patrimoine Naturel

6.7.2 ZNIEFF

Les Zones Naturelles d'Intérêts Ecologiques, Floristiques et Faunistiques (ZNIEFF) de type 1 désignent des secteurs de grand intérêt biologique ou écologique, et les ZNIEFF de type 2 désignent de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Le tableau suivant liste les ZNIEFF recensées dans un périmètre de 2 km autour du site.

Tableau 18 : Liste des espaces naturels inventoriés et protégés présents dans un rayon d'environ 2 km autour de la zone d'étude

Type	Nom	Numéro	Surface en hectares	Distance par rapport à la zone d'étude
Znieff type II	Collines du Laonnois et du Soissonnais septentrional	220120046	36406,72	0 Le site est localisé dans la ZNIEFF
Znieff type I	Bois de Parfondru	220005049	705,95	20 m
	Marais et pâtures à Parfondru et forêt de Laverigny	220013418	927,94	32 m
	Montagne des Biarts et cuesta du haut bouin	220014517	747,2	330 m
	Pelouses calcaires de Montchâlons, Orgeval et Bièvres	220005033	378,78	1,85 km

➤ ZNIEFF de type I

Au total, 4 ZNIEFF de type I ont été recensées dans un périmètre d'environ 2 km autour de la zone du projet d'ISDI. La carte localisant l'ensemble de ces ZNIEFF est donnée en **figure 9**.

La ZNIEFF la plus proche se trouve à environ 20 m à l'Ouest de la zone d'étude, au-delà de la RD1044, il s'agit du site «Bois de Parfondru».

Cette zone s'étend essentiellement le long de l'extrémité septentrionale de la cuesta de l'Île-de-France. La valeur biologique de ce complexe de milieux est importante et reconnue depuis assez longtemps. Les substrats géologiques variés conditionnent les formes du relief et la structure de la végétation. Les pentes sont constituées d'une alternance de sables et d'argiles (du Thanétien, Sparnacien et Cuisien) surmontée par la dalle structurale de l'Île-de-France formée des calcaires du Lutétien.

Le petit niveau argileux de la base de ce banc calcaire détermine un niveau de sources sur lequel s'implantent quelquefois des petits marais de pente à caractère tufeux.

On observe une hêtraie calcicole d'exposition Nord, une forêt fraîche de bas de pente, une chênaie acidophile installée sur les sables de bas de pente, des petites pelouses sur sables, des fragments de chênaie charmaie, des lisières thermophiles, des éléments de pelouses, plusieurs petits marais intra-forestiers, des ruisselets.

Des petites prairies et des cultures ponctuent cette zone à caractère forestier.

➤ ZNIEFF de type II

L'installation de stockage de déchets inertes est localisée au droit de la ZNIEFF de type II « Collines du Laonnois et du Soissonnais septentrional ».

Le site s'étend entre la cuesta d'Ile-de-France, au nord, la vallée de l'Aisne, au sud, les plaines de Champagne, à l'est et la forêt domaniale de Saint-Gobain, à l'ouest. Il intègre la totalité des collines du Laonnois (au nord de l'Ailette) et les marges nord-est du Soissonnais (entre l'Ailette et l'Aisne).

La cuesta d'Ile-de-France marque la limite nord des dépôts tertiaires dans l'Aisne. Elle domine la dépression de la vallée de l'Ardon et, plus au nord, les plaines cultivées du Marlois.

Cet ensemble est caractérisé à la fois par une diversité exceptionnelle de milieux, par une grande stabilité des séquences géologiques ainsi que par des successions topographiques et temporelles de milieux.

Plusieurs ensembles peuvent être individualisés, à l'intérieur desquels la récurrence des cortèges floristiques est frappante : montagne de Laniscourt, pied de la cuesta d'Ile-de-France, collines du Laonnois, secteur de Mauregny-en-haye, coteaux de la rive droite de l'Ailette et de l'Aisne...

Le site possède des caractéristiques topographiques intéressantes, avec des phénomènes de cloisonnement des vallées (Ailette, Ardon sur une partie de son cours) et d'opposition de versant très marqués (présence de *Phyteuma nigrum*, en forêt domaniale de Vauclair ; de *Carex halleriana* et de *Thesium divaricatum*, en face, à Chermizy-Ailles).

L'histoire de l'utilisation de cette région est un facteur expliquant parfois la présence de certains milieux aujourd'hui :

- Percement de carrières souterraines (surtout après le XIV^{ème} siècle semble-t-il) dans le banc lutétien, pour les sites d'hivernage des chauves-souris ;
- Utilisation pastorale et présence ancienne de vignes sur les versants de vallée, pour les pelouses calcicoles ;
- Exploitation de la tourbe et de la terre de bruyère, pour les tourbières et les landes ;
- Pâturage des fonds de vallons humides, pour les prairies paratourbeuses...

La ZNIEFF présente les milieux caractéristiques ou structurants suivants :

- Des pelouses calcicoles du Laonnois ;
- Des pentes abruptes et la présence de suintements qui contribuent ensemble à renforcer une ambiance submontagnarde très nette des côtes exposées au nord ;
- Des groupements forestiers acides, localisés aux grandes dépressions acides ;
- Des marais tourbeux ;
- Des prairies humides paratourbeuses du Laonnois.

La carte localisant le site dans la ZNIEFF est donnée en **figure 10**.

6.7.3 Distance entre le site et la ZNIEFF « Bois de Parfondru »

L'installation est située à proximité de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 « Bois de Parfondru ». Cependant, elle est éloignée de 20 m du boisement de cette zone (merlon du site puis RD1044).

Ainsi, conformément à la réglementation, aucun dépôt de matériaux ne sera effectué à moins de 10 mètres de la zone boisée.

6.7.4 Prise en compte des corridors écologiques potentiels

Selon la base de données de la DREAL Picardie le site n'est pas localisé au niveau d'un corridor écologique potentiel.

Le corridor biologique le plus proche du site se trouve à 340 m à l'Ouest au niveau du petit boisement comme le montre la **figure 11**.

6.7.5 Réservoirs biologiques et enjeux de continuité écologique

D'après l'Agence de l'eau Seine-Normandie, le site est encadré par deux grandes zones humides :

- A l'Ouest, une zone humide regroupant les marais présents sur la commune de Parfondru et Veslud (boisement à forte naturalité), à 1,5 km du site ;
- A l'Est, une zone humide localisée au droit de plans d'eau à Mauregny-en-Haye, à environ 3,5 km du site.

Il n'en fait cependant pas partie. La délimitation des zones à dominante humide est précisée en **figure 12**.

L'installation de stockage de déchets inertes de Festieux ne se situe pas à proximité immédiate de réservoirs biologiques.

6.7.6 Espaces naturels sensibles potentiels

Le schéma départemental des espaces naturels sensibles réalisés sur la région Picardie indique 3 sites pouvant être considérés comme espaces naturels sensibles potentiels sur la commune de Festieux :

- Pelouses de Montchâlons
- Berme¹⁹ de la D25 à la ferme La Prée
- Les hautes Vignelles.

Le plus proche du site est la berme de la D25 à la ferme La Prée, situé à une distance minimale de 25 m au Nord du site.

6.8 Contexte climatologique

Les données climatiques les plus représentatives du site, objet du présent rapport, sont celles mesurées par Météo France sur la station d'Aulnois-sous-Laon (02), localisée à environ 12,1 kilomètres au Nord-Ouest du site. Les données présentées ci-dessous sont issues des relevés réalisés sur la période 2002/2012, présentées en **annexe 12**.

Tableau 19 : Coordonnées de la station météorologique d'Aulnois-sous-Laon

Station	Indicatif	Altitude	Latitude	Longitude
Aulnois-sous-Laon	02037002	78 m	49°35'42''N	03°36'36''E

¹⁹ partie non roulable de l'accotement d'une route

6.8.1 Températures

Le graphique ci-dessous présente les moyennes des températures mensuelles entre 2002 et 2012.

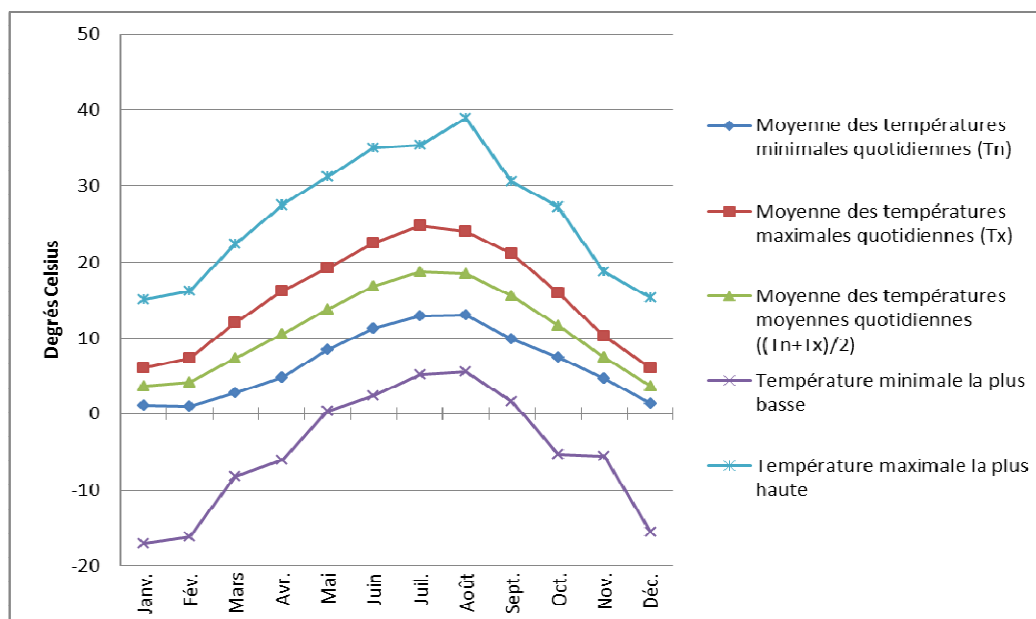


Illustration 15: Moyennes des températures mensuelles entre 2002 et 2012

Le mois le plus chaud en moyenne sur la période 2002/2012 est le mois de juillet avec une température moyenne quotidienne de 18,8°C. La température maximale la plus élevée de 38,9°C a été mesurée le 12 août 2003.

Le mois le plus froid en moyenne sur la période 2002/2012 est le mois de janvier avec une température moyenne quotidienne de 3,6°C. La température minimale la plus basse de -17°C a été mesurée le 7 janvier 2009.

6.8.2 Précipitations

La pluviométrie moyenne annuelle est de 678,4 mm avec des précipitations mensuelles moyennes comprises entre 36,3 et 84,8 mm.

Le mois le plus pluvieux en moyenne sur la période 2002/2012 est le mois d'août avec une hauteur moyenne mensuelle de 84,8 mm. La hauteur maximale quotidienne de 69,6 mm a été relevée le 15 août 2010.

Le graphique ci-après présente les précipitations moyennes mensuelles et maximales quotidiennes entre 2002 et 2012.

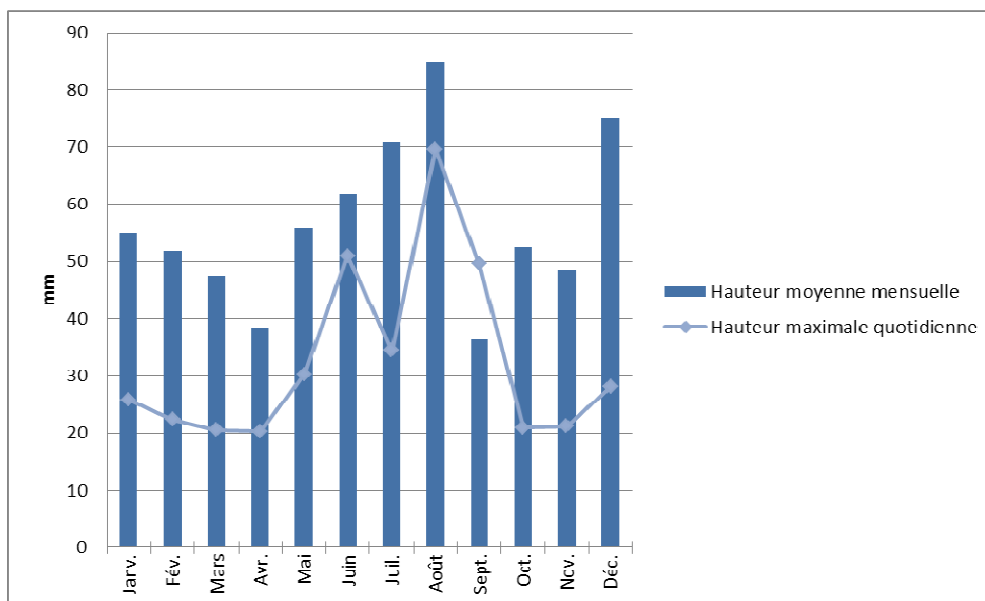


Illustration 16: Précipitations moyennes mensuelles et maximales quotidiennes entre 2002 et 2012

Le graphique ci-après présente la répartition des précipitations par mois entre 2002 et 2012.

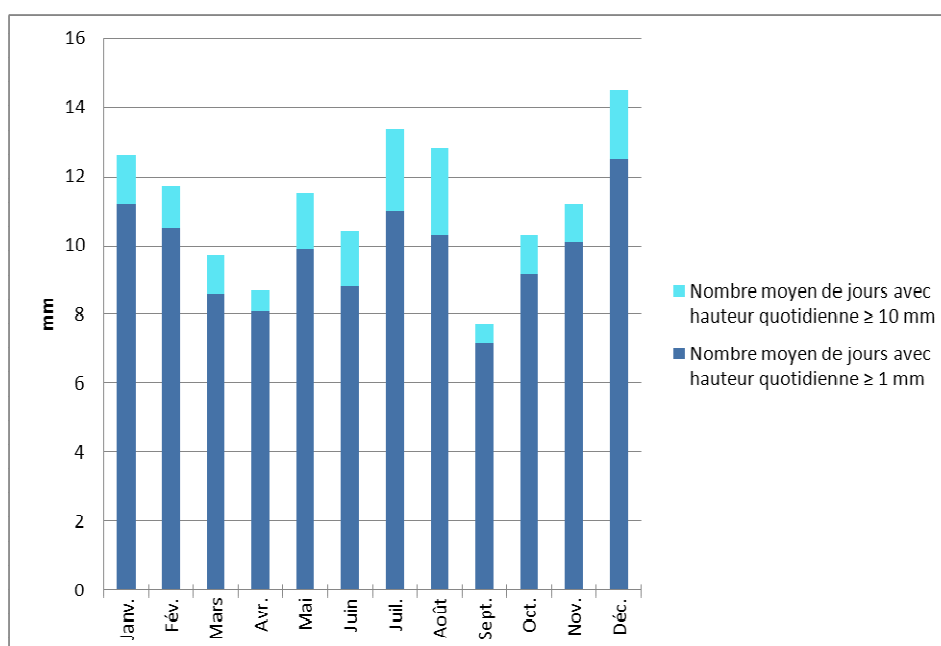


Illustration 17: Répartition des précipitations par mois entre 2002 et 2012

Le nombre annuel moyen de jours dont la hauteur de précipitations est :

- supérieure à 1 mm est de : 117,4 jours ;
- supérieure à 10 mm est de : 17,1 jours.

Les hauteurs de lames d'eau correspondant à un épisode pluvieux d'une heure de temps de retour quinquennal, décennal ou bi-décennal sont présentées dans le tableau ci-après.

Tableau 20 : Hauteur de lame d'eau d'épisodes pluvieux importants en fonction du temps de retour

Temps de retour	Hauteur de lames d'eau
5 ans	30,4 mm
10 ans	39 mm
20 ans	49,6 mm

Le détail des durées de retour de fortes précipitations est fourni à l'**annexe 12**.

6.8.3 Vents dominants

Les informations relatives aux conditions anémométriques sont synthétisées sur la rose des vents réalisée par Météo France sur la station d'Aulnois-sous-Laon et présentées, comme les données climatologiques précédentes, en **annexe 12**.

Cette dernière montre une répartition principale des vents en fonction de leur provenance selon l'axe Sud-Ouest – Nord-Est, notamment pour les vents les plus forts.

Les vents en provenance du Sud-Ouest (direction comprise entre 200° et 240° sur la rose des vents) totalisent 26,7 % des vents, dont :

- 13,8 % ont une vitesse comprise entre 1,5 et 4,5 m/s, ce qui représente 27 % des vents de cette catégorie ;
- 10,8 % ont une vitesse comprise entre 4,5 et 8 m/s, ce qui représente 39 % des vents de cette catégorie ;
- 2,1 % ont une vitesse supérieure à 8 m/s, ce qui représente 50 % des vents de cette catégorie.

La rose des vents établie par la station de Météo-France d'Aulnois-sous-Laon, à partir des mesures réalisées entre 2002 et 2012, est présentée ci-dessous.

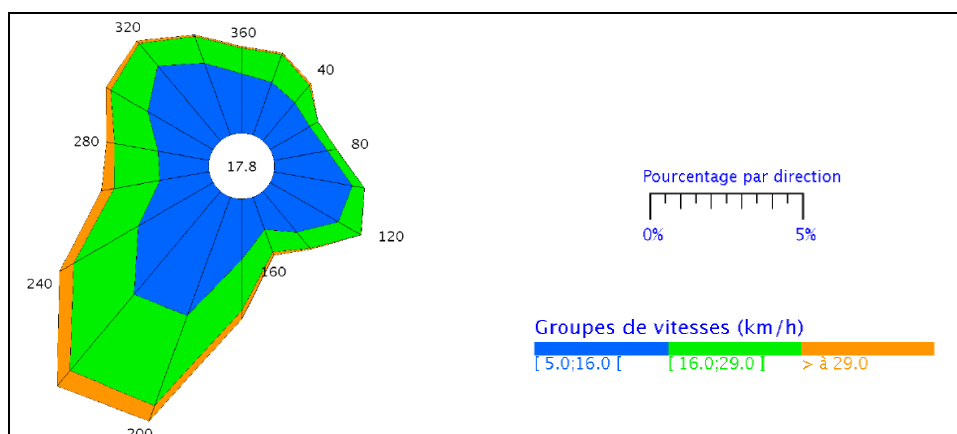


Illustration 18 : Rose des vents entre 2002 et 2012 établie par la station de Météo-France d'Aulnois-sous-Laon

6.8.4 Orages

➤ Niveau kéraunique

Le niveau kéraunique est le nombre de fois où le tonnerre a été entendu dans l'année, noté « Nk ». Ce niveau pour le département de l'Aisne est inférieur à 25.

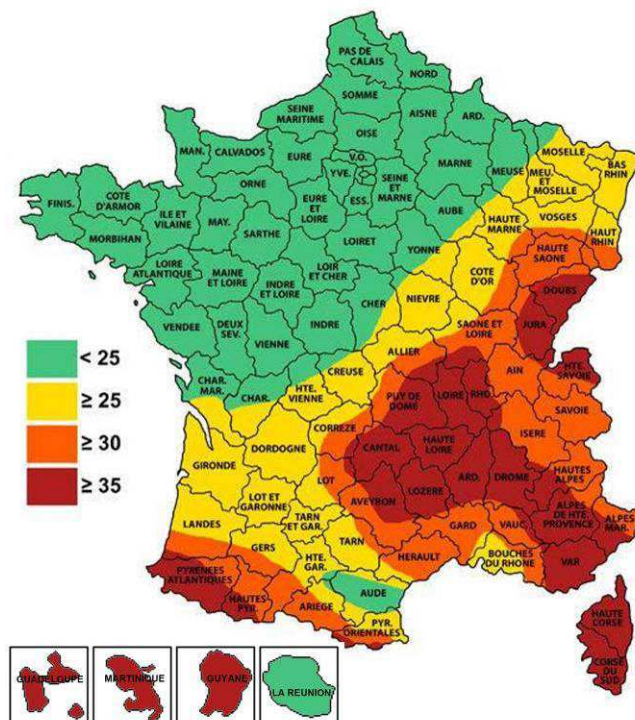


Illustration 19 : Niveau kéraunique en France

➤ Densité de foudroiement

Selon les informations fournies par l'agence Météorage, dont le rapport est présenté en **annexe 13**, la densité de foudroiement de la commune de Festieux est égale à 1,29 arc par an et par km², la moyenne française étant de 1,53 arc par an et par km² pour la période 2006-2015.

7 IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES DE PREVENTION

7.1 Contrôle de l'accès au site

Comme indiqué précédemment, le site est enclos par une clôture en barbelés sur 1 m de hauteur.

L'accès est sécurisé par un portail fermé à clefs en dehors des heures d'exploitation au niveau de l'entrée du site.

Les activités de réception des déchets inertes et de remblaiement des produits ont lieu en période diurne de 8h00 à 12h00, puis de 13h00 à 17h00.

Un panneau énumérant la raison sociale et l'adresse de l'exploitant, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral encadrant le site, les types de matériaux admissibles, ainsi que les jours et heures d'ouverture, sera en permanence affiché à l'entrée du site. Il est prévu de l'implanter à la fin du mois de juin 2016.

La mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » sera affichée à l'entrée du site d'exploitation, l'accès au site étant interdit à toute personne étrangère à l'exploitation.

L'accès des camions s'effectue via une voie dédiée perpendiculaire à la route départementale RD25.

7.2 Acceptation et admission des matériaux

7.2.1 Procédure d'acceptation des matériaux

Seuls les matériaux inertes présentés au sein du **tableau 7** (cf. chapitre 3) sont acceptés dans l'installation de stockage.

Le contrôle des chargements des camions-bennes, maximum 20 tonnes, chargés des déchets inertes composés de terres, pierres et limons essentiellement, est réalisé par le chef de chantier à la sortie du site de terrassement. Ce contrôle visuel et olfactif est réalisé par le chef de chantier formé à cet effet.

Les volumes sont estimés à partir du chargement des camions. Le déposant est en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte.

Avant réception d'un déchet, une information préalable est communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de déchets livrés.

Un affichage des déchets pris en charge par l'installation sera installé à l'entrée du site. Les déchets non listés ne seront pas admis sur le site.

La procédure d'acceptation des matériaux est disponible en **annexe 6**.

7.2.2 Admission des matériaux

Toutes les garanties sont apportées par la société COLAS NORD-EST concernant la traçabilité des matériaux entrants.

L'acceptation des matériaux et l'accès au site sont dans tous les cas assujettis à la décision du responsable de la société COLAS NORD-EST en charge du site.

Un registre d'admission sera tenu à jour et consignera pour chaque chargement de matériaux présenté :

- La date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets ;
- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets, ainsi que son numéro de SIRET ;
- L'origine et la nature des déchets, et notamment le code à six chiffres des déchets ;
- La quantité des déchets réceptionnée, exprimée en tonnes ;
- Le résultat du contrôle visuel et de la vérification des documents d'accompagnement ;
- Le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre sera conservé pendant au moins 3 ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.3 Transport et manutention des matériaux

7.3.1 Impact sur le trafic routier environnant

L'accès au site s'effectue via principalement la nationale N2 et éventuellement l'autoroute A26. Les échangeurs routiers empruntables mènent vers les départementales RD25, RD1044 et RD90.

La **figure 13** présente les modalités d'accès au site depuis la nationale N2.

Après avoir franchi l'entrée du site, les camions accèdent à la zone de contrôle de déchargement.

D'une manière générale, la nationale N2 est une route très fréquentée. Les comptages routiers réalisés en 2014 (au niveau de la commune de Laffaux à 25 km au Sud-Ouest du site) ont mis en évidence un trafic moyen annuel journalier de 13 522 véhicules, dont environ 6 % de poids lourds (moyenne calculée sur 4 mois), soit 811 camions en moyenne annuelle journalière au niveau de Laffaux (cf. fichier de données du trafic routier, transmise par la DIRN, en **annexe 14**).

Aucune autre donnée n'a été communiquée suite aux différentes demandes réalisées.

L'acheminement des déchets inertes sur le site dépend des chantiers COLAS NORD-EST réalisés sur le département. Il est difficile d'estimer le nombre de jour d'ouverture du site sur une année, ainsi que le nombre de camions déchargeant les matériaux puisque cela dépend de l'importance du chantier de terrassement réalisés par COLAS NORD-EST.

Il est toutefois raisonnable d'estimer le nombre de camions arrivant sur le site à environ 8 à 10 par jour en moyenne, avec des pics exceptionnels pouvant aller jusqu'à 70 camions de 20 tonnes sur une journée. De septembre 2013 à janvier 2016, un tel pic n'a été observé qu'une fois dans le courant du mois de novembre 2015.

Compte tenu du trafic autoroutier au droit la nationale N2, l'impact de l'exploitation de l'installation sur le trafic global des axes routiers alentours sera faible (moins de 2% de trafic poids lourds en plus). Il n'est pas possible de conclure pour ce qui est des départementales proches du site.

De plus, compte tenu du contexte largement agricole et forestier autour du site, le trafic routier n'engendrera pas de nuisances particulières pour les riverains.

7.3.2 Horaires de fonctionnement du site

Les horaires de fonctionnement du site sont les suivantes : 8h00-12h00 et 13h00-17h00, du lundi au vendredi. **Cependant comme indiqué précédemment, l'ouverture étant réalisé à la demande en fonction des chantiers COLAS, le site n'est ouvert que quelques jours dans le mois en moyenne.**

7.3.3 Mesures préventives liées aux impacts sur l'environnement du transport et de la manutention des matériaux

Les véhicules circulant dans l'enceinte du site n'ont pas de grandes distances à parcourir avant d'atteindre la première route fréquentée par le public, la RD 25. Une piste en grave a été réalisée entre le portail d'accès au site et la RD25 afin que les camions puissent nettoyer leurs roues avant d'emprunter la départementale.

Si cette voie d'accès et les voies de circulation aux abords du site sont sales, l'exploitant fait appel à une balayeuse afin de les nettoyer et ainsi limiter au maximum les transferts de poussières et de boue sur les roues des véhicules. Ainsi, ces poussières ne gênent pas la circulation sur les voies les plus fréquentées.

Si la nature des matériaux entreposés l'exige et en cas de période très sèche, une tonne à eau sera acheminée sur le site pour humidifier les déchets inertes et les pistes du site. Le site génère peu de poussières car les camions ne font que vider des déchets inertes relativement humides (limons notamment). Il y a peu de circulation sur le site qui n'est pas ouvert tous les jours. Un engin vient pousser les stocks 2 à 3 fois par an pour effectuer le remblaiement.

Aussi, aucun dispositif de lavage des roues des véhicules n'est envisagé au droit du site.

La vitesse sur le site est limitée à 20 km/h, pour limiter :

- D'une part, les risques d'accidents de la circulation au sein même du site ;
- D'autre part, l'envol de poussières lié à la remise en suspension des particules sous l'effet de la vitesse du passage des camions.

De plus, le risque lié au trafic routier est très faible car l'accès au site est dégagé sur la RD 25. Aucun véhicule ne peut donc être surpris par la sortie d'un camion. Toutefois, des panneaux pourront être installés pour signaler la sortie de camions.

Le risque éventuel d'accidents de la circulation est faible au droit du site, compte tenu, d'une part, de la bonne visibilité des camions en sortie de site et, d'autre part, de la place suffisante pour réaliser les manœuvres des camions.

7.4 **Qualité de l'air**

7.4.1 Émissions et captage des poussières

Il est généralement admis que les principaux postes d'émissions de poussières au droit de ce type d'installation sont :

- Les envols au droit des stocks de matériaux inertes, ces derniers étant disposés en extérieur, sans couverture particulière ;
- Les opérations de chargement-déchargement de matériaux ;
- La circulation des camions-bennes, qui remettent en suspension les poussières tombées au sol.

Cependant, compte tenu de leur nature et particulièrement de leur granulométrie, les matériaux stockés ne sont pas de nature à engendrer des envols significatifs de poussières sous l'effet du vent. De plus, les arbres et merlons ceinturant l'emprise du site permettent de couper les effets du vent au niveau du sol.

De plus, la circulation sur le site est peu importante.

7.4.2 Mesures en place pour limiter les émissions diffuses

Plusieurs moyens préventifs sont mis en œuvre pour prévenir les envols de poussières au sein de l'installation :

- Les pistes ainsi que les stocks de matériaux sont arrosés si nécessaire. Pour ce faire, une tonne à eau du groupe COLAS est appelée sur site, particulièrement en conditions sèches, afin de limiter les envols de poussières liés aux activités de chargement/déchargement et de manutention des matériaux inertes, ou à la circulation des engins ;
- La vitesse de circulation est limitée à 20 km/h pour éviter au maximum la remise en suspension des particules ;
- L'écran de végétation présent autour du site joue également un rôle dans la limitation des envols vers l'extérieur.

Il y a peu de mouvement de matériaux et de circulation sur le site. En effet, ce dernier n'est pas ouvert tous les jours et le régilage des déchets n'est réalisé que 2 à 3 fois dans l'année.

La prévention de ces émissions de poussières permettra de limiter l'impact en matière d'émissions atmosphériques au droit du site.

7.4.3 Surveillance des émissions de poussières

Conformément à l'article 25 de l'arrêté du 12 décembre 2014, l'exploitant mettra en œuvre une surveillance des retombées de poussières à proximité de l'installation.

Cette surveillance de la qualité de l'air sera réalisée par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles).

Les mesures seront effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas, les mesures seront conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. La campagne de mesure sera réalisée à une période où la pelle ou trax viendra sur site pour enfouir les déchets inertes.

Le réseau de surveillance comprendra 2 emplacements de mesure dont un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond").

En effet, la taille du site et son activité « à la demande » ainsi que la distance avec l'habitation la plus proche (300 m) ne font pas de l'installation un site à enjeu.

L'emplacement proposé des jauges Owen est indiqué sur la **figure 14**. D'après les données météorologiques recueillies sur la station d'Aulnois-sous-Laon, les vents dominants proviennent du Sud-Ouest.

Le dispositif pour le bruit de fond sera placé au Sud du site à proximité du chemin rural. Il sera installé au sein des limites de propriété afin d'éviter tout vandalisme ou malveillance sur ce dispositif dans un endroit aussi isolé. Il est localisé dans le sens contraire des vents dominants.

Le second dispositif sera quand à lui installé au Nord-Est du site, en limite avec la D25, dans le sens des vents dominants et en direction de la ferme la plus proche du site.

Les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement seront installés et exploités seront décrits dans une notice disponible auprès du chef de chantier COLAS.

Ce suivi par la méthode des jauges de collecte des retombées sera réalisé suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003).

Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation seront comparés à la valeur réglementaire à ne pas dépasser : 200 mg/m²/j (en moyenne annuelle).

L'exploitant adressera tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui prendront notamment en compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.

Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

7.5 Ambiance acoustique et vibratoire

7.5.1 Emissions sonores

Conformément aux articles R 4431-2 et R 4225-1 du Code du Travail, le niveau de bruit des équipements de travail utilisés demeure à un niveau compatible avec la santé des travailleurs, et notamment la protection de l'ouïe.

Les cabines des engins sont insonorisées. Le port du casque anti-bruit n'est pas nécessaire en l'absence de zones de travail exposées à un niveau supérieur à 85 dB(A). Des protections auditives sont tout de même fournies aux employés dans le cadre des équipements de protection individuels.

Les seules émissions sonores au droit du site sont réduites à la circulation des camions et de la chargeuse ou du trax pour le foisonnement de matériaux. Les nuisances engendrées seront cependant très limitées compte tenu :

- De l'éloignement des habitations les plus proches ;
- Des horaires de fonctionnement n'autorisant les apports qu'en période diurne,
- Du fonctionnement du site que quelques journées dans le mois.

De plus, l'engin utilisé sur le site est équipé d'une signalisation de recul de type « cri du lynx », qui émet un bruit orienté vers l'arrière du véhicule uniquement, limitant ainsi l'émission de bruit.

Le site ne présente pas de Zones à Emergence Réglementée (ZER) dans un rayon de 200 m.

L'exploitation du site n'aura donc pas d'impact significatif en termes d'émissions sonores.

7.5.2 Modalités de surveillance et de contrôle des émissions sonores

Conformément à l'article 26 de l'arrêté 12 décembre 2016, des mesures des niveaux acoustiques seront réalisées. La campagne de mesure sera réalisée à une période où la pelle ou le trax viendra sur site pour enfouir les déchets inertes.

Elles seront réalisées par un bureau d'études spécialisé et permettront d'évaluer la conformité du site en limites de propriété par rapport aux valeurs prescrites dans l'Arrêté Ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE.

7.5.3 Ambiance vibratoire

Concernant les opérations de chargement-déchargement et la circulation des camions-bennes, les vibrations seront limitées du fait de la vitesse de circulation réduite au droit du site. Cette limitation permet de réduire significativement les phénomènes de claquement des bennes.

Les activités réalisées au sein de l'exploitation ne généreront donc pas de vibrations hors site susceptibles d'impacter l'environnement alentour.

7.6 **Gestion de l'eau**

7.6.1 Prélèvements d'eaux

L'activité ne nécessite pas d'utilisation d'eau. Une tonne à eau est acheminée sur le site par COLAS EST s'il est nécessaire d'humidifier les déchets inertes ou la piste pour les engins.

Aucun forage n'est donc nécessaire pour l'alimentation en eau de l'ISDI.

Nota : L'accès à l'eau potable pour le personnel présent sur site sera réalisé par la mise à disposition de bouteilles d'eau.

La présence de personnel sur le site n'est pas permanente. Le site n'est ouvert que quelques jours par mois. Il n'y aura pas nécessité de sanitaires ou vestiaires.

7.6.2 Rejets d'eaux

➤ Eaux industrielles

Aucune installation n'utilise d'eau de process. Le site ne produit donc pas d'eaux industrielles. Aucun traitement n'est réalisé sur le site.

➤ Impact sur la nappe

L'altitude du toit de la nappe est d'environ 93 NGF. Les cotes du site sont actuellement comprises entre + 95,56 NGF et +98,40 NGF en moyenne. Les cotes sont situées au dessus du niveau de la nappe du Thanétien.

L'impact sur la nappe est donc nul.

➤ Eaux pluviales

Les eaux pluviales au droit du site correspondent à des eaux pluviales non polluées. Il s'agit de celles qui tombent sur des aires où sont stockés les matériaux inertes. Elles s'infiltrent dans les sols sableux au droit du site. Le ruissellement est très faible étant donné la perméabilité élevée du substratum sableux. Les eaux pluviales s'infiltrent et permettent de recharger naturellement les nappes souterraines.

Les eaux d'arrosage des pistes et des stocks de matériaux non dangereux inertes s'infiltrent dans les pistes et les stocks eux-mêmes, et dans les sols au droit du site.

La voie d'accès en grave est drainante et les eaux de ruissellement sont infiltrées ou s'écoulent dans le fossé du chemin rural.

Les eaux ruisselant sur les zones déjà remblayées sont également infiltrées dans les sols et l'excédent éventuel se dirigera vers un fossé périphérique qui sera réalisé où l'eau s'infiltrera aisément dans le substratum également sableux.

7.6.3 Mesures prévues pour limiter les impacts sur la ressource en eau

Aucun autre produit susceptible de porter atteinte à la qualité de ces eaux n'est stocké afin d'éviter tout risque de pollution par épandage de produit. Aucun plein de gasoil et aucun entretien d'engin n'est réalisé sur le site de Festieux.

En cas de fuite accidentelle sur un camion-benne ou la pelle (ou trax), des kits d'urgence, disposés dans les engins et composés de boudins et de lingettes absorbants, sont prévus à cet effet afin de récupérer les éventuels hydrocarbures répandus sur le sol et d'en proscrire leur migration verticale, susceptible d'engendrer une pollution des eaux souterraines.

Les éléments absorbants sont, le cas échéant, disposés dans un dispositif étanche avant d'être évacués vers une installation agréée.

En cas de pollution d'ampleur plus importante, la couche de sol de surface impactée par les hydrocarbures sera excavée à l'aide des pelles COLAS et sera éliminée dans un centre agréé après analyses sur la qualité des sols.

L'engin utilisé sur le site ne reste pas la nuit sur le site et retourne à l'agence de Laon pour éviter les vols et actes de malveillance possibles sur les sites isolés comme celui de Festieux.

7.7 Intégration paysagère

L'intégration paysagère du centre de stockage des déchets inertes est assurée par la présence de talus et de végétation en bordure de site qui créent un écran visuel naturel assurant l'intégration harmonieuse du site dans son environnement.

7.8 Evaluation de l'incidence du projet sur les sites NATURA 2000

7.8.1 Description du site Natura 2000 le plus proche

Le site Natura 2000 le plus proche du site Colas est le « FR2200395 – Collines du Laonnois oriental », Zone Spéciale de Conservation (ZSC), localisé à environ 15 m à l'Ouest du site, de l'autre côté de la RD1044.

Les caractéristiques du site Natura 2000 sont décrites dans le chapitre 6.7.1.

Ce site Natura 2000 a été proposé au titre de la Directive habitats pour les habitats et les espèces indiqués dans le tableau suivant.

Tableau 21 : Caractéristiques du site Natura 2000

Nom de l'habitat	Code Directive
Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à <i>Corynephorus</i> et <i>Agrostis</i>	2330
Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des <i>Littorelletea uniflorae</i> et/ou des <i>Isoeto-Nanojuncetea</i>	3130
Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara</i> spp.	3140
Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharition</i>	3150
Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculion fluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i>	3260
Landes humides atlantiques septentrionales à <i>Erica tetralix</i>	4010
Landes sèches européennes	4030
Formations à <i>Juniperus communis</i> sur landes ou pelouses calcaires	5130
Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) (* sites d'orchidées remarquables)	6210
Formations herbeuses à <i>Nardus</i>, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	6230
Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>)	6410
Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin	6430
Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	6510
Tourbières hautes actives	7110
Tourbières de transition et tremblantes	7140
Dépressions sur substrats tourbeux du <i>Rhynchosporion</i>	7150
Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)	7220
Tourbières basses alcalines	7230
Tourbières boisées	91D0
Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	91E0
Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à <i>Ilex</i> et parfois à <i>Taxus</i> (<i>Quercion robori-petraeae</i> ou <i>Ilici-Fagenion</i>)	9120
Hêtraies de l' <i>Asperulo-Fagetum</i>	9130
Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion	9180
Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à <i>Quercus robur</i>	9190

Les habitats en gras sont les habitats prioritaires.

Groupe	Code Directive	Nom commun	Nom Latin
Invertébrés	1014	Vertigo étroit	<i>Vertigo angustior</i>
Invertébrés	1016	Vertigo Des Moulins	<i>Vertigo moulinsiana</i>
Invertébrés	1060	Grand cuivré	<i>Lycaena dispar</i>
Amphibiens	1166	Triton crêté	<i>Triturus cristatus</i>
Mammifères	1303	Petit rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>
Mammifères	1304	Grand rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>

Groupe	Code Directive	Nom commun	Nom Latin
Mammifères	1321	Murin à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>
Mammifères	1323	Vespertilion de Bechstein	<i>Myotis bechsteinii</i>
Mammifères	1324	Grand murin	<i>Myotis myotis</i>

La fiche complète du site FR2200395 est présentée en **annexe 15**.

7.8.2 Incidence du projet sur le site FR2200395

L'évaluation des incidences sur le site Natura 2000 est réalisée conformément à l'article Article R414-23 du Code de l'Environnement.

L'apport d'eau requise pour l'installation de stockage se fera par acheminement d'une tonne à eau. Aucun forage n'est donc nécessaire pour l'alimentation en eau de l'exploitation. L'exploitation n'engendrera pas de risque d'assèchement des milieux remarquables situés dans la Natura 2000, en particulier les milieux humides.

L'installation pourrait engendrer des risques de pollutions des eaux qui s'écoulent en direction du site Natura 2000.

Toutefois, ce risque est faible dans la mesure où il n'y a aucun rejet d'eaux industrielles sur le site. Aucun produit susceptible de porter atteinte à la qualité de ces eaux ne sera stocké sur l'installation afin d'éviter tout risque de pollution par épandage de produit.

Les eaux pluviales au droit du site correspondront à des eaux pluviales non polluées. Il s'agira de celles qui tombent sur des aires où sont stockés les matériaux inertes principalement des terres et limons. Elles s'infiltreront dans les sols sableux au droit du site. Le ruissellement est très faible étant donné la perméabilité élevée du substratum sableux. Les eaux d'arrosage des pistes et des stocks de matériaux non dangereux inertes s'infiltreront dans les pistes et les stocks eux-mêmes, et dans les sols au droit du site. La voie d'accès en grave est drainante, les eaux de ruissellement sont infiltrées ou s'écoulent dans le fossé du chemin rural.

Des mesures sont prévues en cas de fuite accidentelle sur le site (kits d'urgence : boudins et de lingettes absorbants).

Compte tenu de l'activité à la demande et non en continue, et à la présence de merlons en périphérie du site, le risque d'impact sonore et d'impact lié aux émissions de poussières peuvent être considérés comme négligeables.

Les dernières activités industrielles ou sportives exercées sur le site ont fortement remanié la parcelle, ne laissant à ce jour que quelques espaces verts fortement anthropisés.

Les espèces animales remarquables de la ZSC sont des espèces inféodées aux forêts et aux bocages. La zone d'étude ayant été utilisée pour diverses activités depuis 2000, son utilisation ne présente aucun enjeu pour ces espèces.

Le projet de plateforme n'induit donc aucune incidence sur l'état de conservation des espèces et des habitats ayant justifiés la désignation de la ZSC.

Par conséquent, aucune mesure spécifique n'est nécessaire compte tenu de l'absence d'incidence du site sur l'état de conservation des espèces et des habitats ayant justifié la désignation de la ZSC.

Au titre de l'article R414-23 du Code de l'Environnement et du contexte, le projet ne nécessite pas d'étude d'incidence.

7.9 Gestion rationnelle de l'énergie

L'unique source d'énergie employée sur le site est le gasoil non routier pour le fonctionnement du trax ou de la pelle mécanique. Cependant, aucun stockage ni ravitaillement ne sont réalisés sur site.

Le conducteur d'engins a pour consigne d'éteindre son moteur lorsque son engin de chantier est en arrêt prolongé et suit régulièrement des stages d'éco-conduite.

7.10 Production et gestion des déchets

L'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes ne produit pas de déchets (pas de local, de bureau, pas de maintenance sur site, etc.).

Les éventuels déchets non inertes qui seraient acheminés sur le site sont dans la journée ramenés à l'agence travaux de Laon pour y être triés et évacués dans les filières adaptées. Le site ne dispose donc pas de bennes de tri.

Le contrôle visuel des chargements des camions-bennes à la sortie des chantiers de terrassement permet notamment un premier tri des déchets. Il est complété par un second contrôle lors du déchargement du camion sur le site.

8 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION

8.1 Compatibilité des activités projetées avec le Règlement National d'Urbanisme

Après contact auprès de la mairie de Festieux, cette dernière est soumise à une carte communale et le règlement applicable est le règlement national d'urbanisme.

La compatibilité de l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Inertes est donc comparée aux articles L111-1 à 25 et R111-1 à 53 du Code de l'Urbanisme.

L'ensemble de la comparaison aux articles du Code de l'Urbanisme relatif au Règlement National d'Urbanisme est disponible en **annexe 8**.

Ne sont reprises ci-après que les dispositions qui concernent le site.

➤ Partie législative

Paragraphe 2 : Constructibilité interdite le long des grands axes routiers	
Article L111-6	
En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L. 141-19.	D'après le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation, la route D1044 est une route classée à grande circulation. Le site ne présente pas de construction.
Article L111-10	
Il peut être dérogé aux dispositions de l'article L. 111-6 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue à l'article L. 111-6, pour des motifs tenant à l'intérêt, pour la commune, de l'installation ou la construction projetée.	L'exploitation du site permet d'éviter une décharge sauvage. De plus, le site est remblayé depuis septembre 2013 en accord avec la mairie. Le dossier d'enregistrement démontre que la présence de l'installation de stockage de déchets inertes est compatible avec la présence de la route à grande circulation.
Sous-section 2 : Desserte	
Article L111-11	
Lorsque, compte tenu de la destination de la construction ou de l'aménagement projeté, des travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont nécessaires pour assurer la desserte du projet, le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé si l'autorité compétente n'est pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public ces travaux doivent être exécutés. Lorsqu'un projet fait l'objet d'une déclaration préalable, l'autorité compétente doit s'opposer à sa réalisation lorsque les conditions mentionnées au premier alinéa ne sont pas réunies. Les deux premiers alinéas s'appliquent aux demandes d'autorisation concernant les terrains aménagés pour permettre l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.	Aucuns travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité ne seront nécessaires.

Sous-section 2 : Desserte (suite) Article L111-11	
Un décret en Conseil d'Etat définit pour ces projets les conditions dans lesquelles le demandeur s'engage, dans le dossier de demande d'autorisation, sur le respect des conditions d'hygiène et de sécurité ainsi que les conditions de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité des habitants, le cas échéant, fixées par le plan local d'urbanisme.	-

➤ Partie réglementaire

Section 1 : Localisation, implantation et desserte des constructions et aménagements Article R111-2	
Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.	Le projet n'est pas de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique. Toutes les mesures sont prises au sein de l'ISDI pour limiter les envois de poussières et assurer la sécurité du site (clôture, accès, ...).
Article R111-3	
Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est susceptible, en raison de sa localisation, d'être exposé à des nuisances graves, dues notamment au bruit.	Toutes les mesures sont prises pour limiter les nuisances sonores dues à l'activité (réception et travail uniquement en horaire diurne, matériel et engins conformes à la réglementation en vigueur, etc.). De plus, les habitations les plus proches sont à plus de 300 m du site.
Article R111-5	
Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.	L'accès au site est réalisé à partir de l'accès depuis la D25. Les caractéristiques des voies et des accès permettent l'intervention des secours. L'aménagement est réalisé de telle façon que le stationnement éventuel des camions ne gêne pas la circulation.
Article R111-6	
Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées au deuxième alinéa de l'article R. 111-5. Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet peut n'être autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.	Le site ne présente qu'un accès principal sur la voie où la gêne pour la circulation est moindre.

Article R111-7	
Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer le maintien ou la création d'espaces verts correspondant à l'importance du projet. Lorsque le projet prévoit des bâtiments à usage d'habitation, l'autorité compétente mentionnée aux articles L.422-1 à L. 422-3 peut exiger la réalisation, par le constructeur, d'aires de jeux et de loisirs situées à proximité de ces logements et correspondant à leur importance.	Les arbres présents en bordure du site sont conservés et une fois les opérations de stockage terminés le terrain retrouvera sa vocation agricole.
Article R111-8	
L'alimentation en eau potable et l'assainissement des eaux domestiques usées, la collecte et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ainsi que l'évacuation, l'épuration et le rejet des eaux résiduaires industrielles doivent être assurés dans des conditions conformes aux règlements en vigueur.	<p>Le site ne nécessite pas d'alimentation en eau potable ni d'assainissement des eaux usées.</p> <p>Les eaux pluviales s'infiltrent dans les sols sableux au droit du site. Le ruissellement est très faible étant donné la perméabilité élevée de ce substratum sableux. Les eaux pluviales s'infiltrent et permettent de recharger naturellement les nappes souterraines.</p> <p>Les eaux ruisselant sur les zones déjà remblayées sont également infiltrées dans les sols et l'excédent éventuel se dirigera vers un fossé périphérique qui sera réalisé où l'eau s'infiltrera aisément dans le substratum également sableux.</p> <p>Des mesures sont prises en cas de fuite accidentelle (kits d'urgence).</p> <p>Les impacts potentiels sur les nappes sont nuls.</p> <p>Les impacts potentiels du site d'exploitation sur les eaux superficielles ne consistera qu'en une perturbation localisée et ponctuelle de l'écoulement des eaux pluviales, d'autant plus que le site du projet est localisé en point haut topographique par rapport au ru des Barentons.</p>
Article R111-12	
<p>Les eaux résiduaires industrielles et autres eaux usées de toute nature qui doivent être épurées ne doivent pas être mélangées aux eaux pluviales et aux eaux résiduaires industrielles qui peuvent être rejetées en milieu naturel sans traitement. Cependant, ce mélange est autorisé si la dilution qui en résulte n'entraîne aucune difficulté d'épuration.</p> <p>L'évacuation des eaux résiduaires industrielles dans le système de collecte des eaux usées, si elle est autorisée, peut être subordonnée notamment à un prétraitement approprié.</p> <p>Lorsque le projet porte sur la création d'une zone industrielle ou la construction d'établissements industriels groupés, l'autorité compétente peut imposer la desserte par un réseau recueillant les eaux résiduaires industrielles les conduisant, éventuellement après un prétraitement approprié, soit au système de collecte des eaux usées, si ce mode d'évacuation peut être autorisé compte tenu notamment des prétraitements, soit à un dispositif commun d'épuration et de rejet en milieu naturel.</p>	Le site ne présente que des ruissellements d'eaux pluviales.
Article R111-16	
Lorsque le bâtiment est édifié en bordure d'une voie publique, la distance comptée horizontalement de tout point de l'immeuble au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points.	Non concerné, il n'y a pas de bâtiment construit.

Article R111-16 (suite)	
Lorsqu'il existe une obligation de construire au retrait de l'alignement, la limite de ce retrait se substitue à l'alignement. Il en sera de même pour les constructions élevées en bordure des voies privées, la largeur effective de la voie privée étant assimilée à la largeur réglementaire des voies publiques. Toutefois une implantation de la construction à l'alignement ou dans le prolongement des constructions existantes peut être imposée.	Non concerné, il n'y a pas de bâtiment construit.
Section 4 : Réalisation d'aires de stationnement	
Article R111-25	
Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable peut imposer la réalisation d'installations propres à assurer le stationnement hors des voies publiques des véhicules correspondant aux caractéristiques du projet. Il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat. L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher, dans la limite d'un plafond de 50 % de la surface de plancher existant avant le commencement des travaux.	Le stationnement est réalisé hors des voies publiques.
Section 5 : Préservation des éléments présentant un intérêt architectural, patrimonial, paysager ou écologique	
Article R111-26	
Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.	L'exploitation de l'ISDI est réalisée de façon à n'avoir qu'un impact très limité et temporaire sur l'environnement.
Article R111-30	
La création ou l'extension d'installations ou de bâtiments à caractère industriel ainsi que de constructions légères ou provisoires peut être subordonnée à des prescriptions particulières, notamment à l'aménagement d'écrans de verdure ou à l'observation d'une marge de reculement.	Les arbres présents en limite du site sont conservés et un recul de quelques mètres par rapport à la départementale RD1044 est respecté. Conformément à l'arrêté du 12 décembre 2014, les stockages ne sont réalisés qu'à une distance de 10 m des limites de propriété.

8.2 Compatibilité des activités projetées avec le SDAGE 2016-2021

8.2.1 Présentation du SDAGE 2016-2021

Le Comité de bassin Seine-Normandie réuni le 5 novembre 2015 sous la présidence de François SAUVADET, a adopté le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) 2016-2021 et émis un avis favorable sur le programme de mesure.

Avec ce nouveau plan de gestion, sont tracées, pour les six prochaines années, les priorités politiques de gestion durable de la ressource en eau sur le bassin ; priorités ambitieuses mais qui restent réalistes.

Le SDAGE vise l'atteinte du bon état écologique pour 62% des rivières (contre 39% actuellement) et 28% de bon état chimique pour les eaux souterraines.

Le SDAGE 2016-2021 compte 44 orientations et 191 dispositions qui sont organisées autour de grands défis comme :

- La diminution des pollutions ponctuelles ;
- La diminution des pollutions diffuses ;
- La protection de la mer et du littoral ;
- La restauration des milieux aquatiques ;
- La protection des captages pour l'alimentation en eau potable ;
- La prévention du risque d'inondation.

Les dispositions législatives confèrent au SDAGE sa portée juridique dans la mesure où les décisions administratives dans le domaine de l'eau et les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendu compatibles dans un délai de trois ans avec ses orientations et dispositions.

Suite à cette adoption, le préfet coordonnateur de bassin, Jean-François CARENCO, a arrêté le SDAGE et son programme de mesure. Cet arrêté, publié au JO du 20 décembre 2015, rend effective la mise en oeuvre du SDAGE à compter du 1er janvier 2016.

Le SDAGE 2016-2021 est un plan d'action pour améliorer la qualité des rivières et des milieux aquatiques.

Le SDAGE intègre le changement climatique : quantité de la ressource disponible, gestion de l'eau, qualité des rivières, ... Le projet de SDAGE se caractérise par une prise en compte approfondie des effets du changement climatique. De nombreuses dispositions du SDAGE préconisent des mesures d'adaptation à ces changements ou d'atténuation de leurs effets pour les activités du bassin.

Le projet intègre également les exigences de santé et de salubrité publique : alimentation en eau potable, baignade, conchyliculture, ... Ces usages sont exigeants en termes de qualité sanitaire de l'eau. Il s'agit de lutter contre les risques "microbiologiques" : bactéries, virus et parasites. Il s'agit aussi d'améliorer la qualité chimique et biologique des eaux afin de protéger la santé de tous. Le projet de SDAGE intègre cette dimension et préconise des mesures renforcées pour satisfaire aux exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d'alimentation en eau potable de la population.

Dans l'ensemble, il s'agit d'une actualisation du SDAGE 2010-2015. Beaucoup d'orientations ou de dispositions du SDAGE 2015-2021 sont similaires à celles du SDAGE 2010-2015 seuls certains notions ou termes ont été reformulées et les attentes développées.

Les données relatives aux captages d'alimentation en eau potable et leur périmètre de protection sont disponibles dans le chapitre 6.4.3.

Le site est localisé à l'extérieur des périmètres de protection des captages AEP.

Aucun prélèvement de la nappe d'eau souterraine pour l'adduction d'eau potable n'est recensé sur la commune de Festieux.

8.2.2 Compatibilité des activités projetées avec le SDAGE

Les paragraphes qui suivent présentent les réponses du projet de COLAS NORD-EST aux dispositions du SDAGE 2010-2016.

Tableau 22: Compatibilité de l'exploitation avec le SDAGE Seine Normandie

Défi 1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques

Orientation	Disposition	Application sur le site
Orientation 1 : Poursuivre la réduction des apports ponctuels de temps sec des matières polluantes classiques dans les milieux tout en veillant à pérenniser la dépollution existante	<u>Disposition D1.1. :</u> Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur	Le site n'utilise pas d'eau et ne présente pas d'autres rejets que celui des eaux pluviales qui ruissellent sur le site. Ces eaux sont gérées à l'échelle du site. Les eaux entrant en contact avec les déchets inertes s'infiltrant dans le sol. Il y a très peu de ruissellement sur le site du fait de la nature sableuse du substratum. L'impact des rejets sur les milieux est très faible. Aucun aménagement n'est prévu autre que le fossé périphérique qui sera réalisé autour du site qui permettra l'infiltration des eaux ruisselant sur les parties déjà remblayées.
	<u>Disposition D1.2. :</u> Maintenir le bon fonctionnement du patrimoine existant des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au regard des objectifs de bon état, des objectifs assignés aux zones protégées et des exigences réglementaires	Le site est déjà exploité en accord avec la commune. Il s'agit d'une régularisation de la situation du site vis-à-vis de la réglementation ICPE qui a évolué en 2015.
	<u>Disposition D1.3. :</u> Traiter et valoriser les boues des systèmes d'assainissement	Non concerné
	<u>Disposition D1.4. :</u> Limiter l'impact des infiltrations en nappes	Les déchets dangereux et non dangereux non inertes sont interdits sur le site. Aucune opération de maintenance, de ravitaillement et d'entretien n'est réalisée sur le site.
	<u>Disposition D1.5. :</u> Valoriser le potentiel énergétique de l'assainissement	Non concerné
	<u>Disposition D1.6. :</u> Améliorer la collecte des eaux usées de temps sec par les réseaux collectifs d'assainissement	Il n'y a pas d'eaux usées sur le site.
	<u>Disposition D1.7. :</u> Limiter la création de petites agglomérations d'assainissement et maîtriser les pollutions ponctuelles dispersées de l'assainissement non collectif	Concerne les collectivités
Orientation 2 : Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain	<u>Disposition D1.8. :</u> Renforcer la prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme	
	<u>Disposition D1.9. :</u> Réduire les volumes collectés par temps de pluie.	Les eaux pluviales sont infiltrées dans les sols sableux du site.
	<u>Disposition D1.10. :</u> Optimiser le système d'assainissement et le système de gestion des eaux pluviales pour réduire les déversements par temps de pluie	Les eaux entrant en contact avec les déchets inertes s'infiltrant dans le sol, l'excédent ruisselle dans un fossé d'infiltration en périphérie du site. Il y a très peu de ruissellement sur le site du fait de la nature sableuse du substratum. Les déchets dangereux et non dangereux non inertes sont interdits sur le site.
	<u>Disposition D1.11. :</u> Prévoir, en absence de solution alternative, le traitement des rejets urbains de temps de pluie dégradant la qualité du milieu récepteur	Il n'y a pas de système d'assainissement nécessaire.

Défi 2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques

Orientation	Disposition	Application sur le site
<u>Orientation 3 :</u> Diminuer la pression polluante par les fertilisants (nitrates et phosphore) en élevant le niveau d'application des bonnes pratiques agricoles	<u>Disposition D2.12. :</u> Prendre en compte l'eutrophisation marine dans la délimitation des zones vulnérables	Ne concerne pas le site COLAS NORD-EST
	<u>Disposition D2.13. :</u> Réduire la pression de fertilisation dans les zones vulnérables	
	<u>Disposition D2.14. :</u> Optimiser la couverture des sols en automne pour atteindre les objectifs environnementaux du SDAGE	
	<u>Disposition D2.15. :</u> Maîtriser les apports de phosphore en amont des masses d'eau de surface eutrophisées ou menacées d'eutrophisation	
<u>Orientation 4 :</u> Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques	<u>Disposition D2.16. :</u> Protéger les milieux aquatiques des pollutions par le maintien de la ripisylve naturelle ou la mise en place de zones tampons	Le site présente des merlons périphériques. Des merlons de 2m de hauteur environ seront conservés autour du site.
<u>Orientation 4 :</u> Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques	<u>Disposition D2.17. :</u> Maîtriser le ruissellement et l'érosion en amont des masses d'eau altérées par ces phénomènes	
	<u>Disposition D2.18. :</u> Conserver et développer les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements	Ne concerne pas le site COLAS NORD-EST
	<u>Disposition D2.19. :</u> Maintenir et développer les surfaces en herbe existantes (prairies temporaires ou permanentes)	
<u>Orientation 5 :</u> Limiter les risques microbiologiques, chimiques et biologiques d'origine agricole en amont proche des « zones protégées » à contraintes sanitaires	<u>Disposition D2.20. :</u> Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques	Ne concerne pas le site COLAS NORD-EST
	<u>Disposition D2.21. :</u> Maîtriser l'accès du bétail aux abords des cours d'eau et points d'eau dans ces zones sensibles aux risques microbiologiques, chimiques et biologiques	
	<u>Disposition D2.22. :</u> Limiter les risques d'entraînement des contaminants microbiologiques par ruissellement hors des parcelles	

Défi 3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants

Orientation	Disposition	Application sur le site
<u>Orientation 6 :</u> Identifier les sources et parts respectives des émetteurs et améliorer la connaissance des micropolluants	<u>Disposition D3.23. :</u> Améliorer la connaissance des pollutions par les micropolluants pour orienter les actions à mettre en place	La vérification des matériaux acheminés contribue à la réduction à la source des rejets de substances dangereuses. Les déchets dangereux et non dangereux non inertes sont interdits sur le site.
<u>Orientation 7 :</u> Adapter les mesures administratives pour mettre en œuvre des moyens permettant d'atteindre les objectifs de suppression ou de réduction des rejets micropolluants pour atteindre le bon état des masses d'eau	<u>Disposition D3.24. :</u> Adapter les actes administratifs en matière de rejets de micropolluants	Le site sera régi par un arrêté préfectoral.
	<u>Disposition D3.25. :</u> Intégrer dans les autres programmes et décisions pris dans le domaine de l'eau les objectifs de réduction des micropolluants ainsi que les objectifs spécifiques du littoral et ceux des programmes d'actions adoptés sur les aires d'alimentation de captage (AAC)	Ne concerne pas le site COLAS NORD-EST
	<u>Disposition D3.26. :</u> Intégrer dans les documents professionnels les objectifs de réduction des micropolluants ainsi que les objectifs spécifiques des aires d'alimentation de captage (AAC) et du littoral	
<u>Orientation 8 :</u> Promouvoir les actions à la source de réduction ou suppression des rejets de micropolluants	<u>Disposition D3.27. :</u> Responsabiliser les utilisateurs de micropolluants (activités économiques, unions professionnelles, agriculteurs, collectivités, associations, groupements et particuliers...)	Les déchets dangereux et non dangereux non inertes sont interdits sur le site.
	<u>Disposition D3.28. :</u> Mettre en œuvre prioritairement la réduction à la source des rejets de micropolluants	La vérification des matériaux acheminés contribue à la réduction à la source des rejets de substances dangereuses. Les déchets dangereux et non dangereux non inertes sont interdits sur le site.
	<u>Disposition D3.29. :</u> Poursuivre les actions vis-à-vis des effluents concentrés toxiques produits en petites quantités par des sources dispersées et favoriser leur recyclage	Les déchets dangereux et non dangereux non inertes sont interdits sur le site.
	<u>Disposition D3.30. :</u> Réduire le recours aux pesticides en agissant sur les pratiques	Ne concerne pas le site COLAS NORD-EST
<u>Orientation 8 :</u> Promouvoir les actions à la source de réduction ou suppression des rejets de micropolluants	<u>Disposition D3.31. :</u> Maîtriser les usages des micropolluants dans les aires d'alimentation des captages (AAC)	
<u>Orientation 9 :</u> Soutenir les actions palliatives contribuant à la réduction des flux de micropolluants vers les milieux aquatiques.	<u>Disposition D3.32. :</u> Soutenir les actions palliatives contribuant à la réduction des flux de micropolluants vers les milieux aquatiques	

Défi 4 : Protéger et restaurer la mer et le littoral

Orientation	Application sur le site
<u>Orientation 10 :</u> Réduire les apports en excès de nutriments (azote et phosphore) pour limiter les phénomènes d'eutrophisation littorale et marine	Ne concerne pas le site COLAS NORD-EST
<u>Orientation 11 :</u> Limiter ou supprimer les rejets directs de micropolluants au sein des installations portuaires	
<u>Orientation 12 :</u> Limiter ou réduire les rejets directs en mer de micropolluants en provenance des opérations de dragage et de clapage	
<u>Orientation 13 :</u> Réduire les risques sanitaires liés aux pollutions dans les zones protégées (baignades, conchylicoles et de pêche à pied)	
<u>Orientation 14 :</u> Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques littoraux et marins ainsi que la biodiversité	
<u>Orientation 15 :</u> Promouvoir une stratégie intégrée du trait de côte	

Défi 5 : Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future

Orientation	Disposition	Application sur le site
<u>Orientation 16 :</u> Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau souterraine destinée à la consommation humaine contre les pollutions diffuses	<u>Disposition D5.52. :</u> Classer les points de prélèvement en eau potable en fonction de la qualité de l'eau brute	Le site n'est pas implanté au sein d'un périmètre de protection de captage d'eau souterraine destiné à l'alimentation en eau potable. Les dispositions sont à mettre en œuvre par la collectivité.
	<u>Disposition D5.53. :</u> Définir et diagnostiquer les aires d'alimentation des captages	Les dispositions sont à mettre en œuvre par la collectivité.
	<u>Disposition D5.54. :</u> Mettre en œuvre un programme d'action adapté pour protéger ou reconquérir la qualité de l'eau captée pour l'alimentation en eau potable	Ne concerne pas le site COLAS NORD-EST
	<u>Disposition D5.55. :</u> Protéger la ressource par des programmes de maîtrise d'usage des sols en priorité dans les périmètres de protection réglementaire et les zones les plus sensibles des aires d'alimentation de captages	Le site n'est pas implanté au sein d'un périmètre de protection de captage d'eau de surface destiné à l'alimentation en eau potable.
	<u>Disposition D5.56. :</u> Définir des zones protégées destinées à l'alimentation en eau potable pour le futur	

Orientation	Disposition	Application sur le site
Orientation 17 : Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau de surface destinées à la consommation humaine contre les pollutions	Disposition D5.57. : Mettre en œuvre des périmètres de protection des prises d'eau pour l'alimentation en eau potable	Concerne les collectivités
	Disposition D5.58. : Encadrer les rejets ponctuels dans les périmètres rapprochés de captage	Le site n'est pas implanté au sein d'un périmètre de protection de captage d'eau de surface destiné à l'alimentation en eau potable.
	Disposition D5.59. : Prendre en compte les eaux de ruissellement pour protéger l'eau captée pour l'alimentation en eau potable	

Défi 6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides

Orientation	Disposition	Application sur le site
Orientation 18 : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité	Le site n'a pas d'impact sur des zones humides et n'entrave aucune continuité écologique.	
Orientation 19 : Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau		
Orientation 20 : Concilier lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et l'atteinte du bon état	Disposition 69 : Concilier le transport par voie d'eau, la production hydroélectrique et le bon état des cours d'eau	Le site COLAS NORD-EST n'étant pas localisé à proximité immédiate d'un cours d'eau navigable, les matériaux ne pourront pas être acheminés jusqu'au site par voie d'eau.
Orientation 21 : Gérer les ressources vivantes en assurant la sauvegarde des espèces	Concerne les collectivités	
Orientation 22 : Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	Le site n'entraîne pas de dégradation de zone humide.	
Orientation 23: Lutter contre la faune et la flore exotiques envahissantes	Concerne les collectivités	
Orientation 24: Eviter, réduire et compenser l'incidence de l'extraction des matériaux sur l'eau et les milieux aquatiques	Ne concerne pas le site COLAS NORD-EST	
Orientation 25: Limiter la création de nouveaux plans d'eau et encadrer la gestion des plans d'eau existants	Aucun plan d'eau ne sera créé sur le site.	

Défi 7 : Gestion de la rareté de la ressource en eau

Orientation	Disposition	Application sur le site
<u>Orientation 26</u> : Résorber et prévenir les déséquilibres globaux ou locaux des ressources en eau souterraine	<u>Disposition D7.09</u> : Mettre en œuvre une gestion concertée	Aucun prélèvement des eaux souterraines n'est réalisé sur le site COLAS NORD-EST.
	<u>Disposition D7.110</u> : Poursuivre la définition et la révision des volumes maximaux prélevables	
	<u>Disposition D7.111</u> : Adapter les prélèvements en eau souterraine dans le respect de l'alimentation des petits cours d'eau et des milieux aquatiques associés	
<u>Orientation 27</u> : Assurer une gestion spécifique par masse d'eau ou partie de masses d'eau souterraines	Concerne les collectivités	
<u>Orientation 28</u> : Protéger les nappes stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future	Le captage d'eau potable le plus proche du site est situé à 960 m environ du site. Les déchets acceptés sur le site sont uniquement des déchets inertes.	
<u>Orientation 29</u> : Résorber et prévenir les situations de pénuries chroniques des masses d'eau de surface	Concerne les collectivités	
<u>Orientation 30</u> : Améliorer la gestion de crise lors des étiages sévères		
<u>Orientation 31</u> : Prévoir une gestion durable de la ressource en eau	Aucun besoin en eau n'est nécessaire. Un tonne à eau pourra être acheminée en cas de période très sèche pour humidifier les déchets et les pistes afin de limiter les envols de poussières. Il n'y aura pas de prélèvement de la ressource en eau.	

Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation

Orientation	Disposition	Application sur le site
<u>Orientation [SDAGE/PGRI] 32.</u> : Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues	<u>Disposition D8.138.</u> : Identifier les zones d'expansion des crues d'importance majeure sur le bassin Seine-Normandie (2.C.1 PGRI)	Concerne les collectivités
	<u>Disposition D8.139.</u> : Prendre en compte et préserver les zones d'expansion des crues fonctionnelles dans les documents d'urbanisme. (2.C.2 et 2.C3 du PGRI V5)	
	<u>Disposition D8.140.</u> : Eviter, réduire, compenser les installations en lit majeur des cours d'eau (1.D1 et 1.D.2 du PGRI)	
<u>Orientation 33.</u> Limiter les impacts des ouvrages de protection contre les inondations qui ne doivent pas accroître le risque à l'aval	<u>Disposition D8.141.</u> : Privilégier l'hydraulique douce et le ralentissement dynamique des crues (2.D.3 du PGRI)	Ne concerne pas le site COLAS NORD-EST

Orientation	Disposition	Application sur le site
Orientation [SDAGE/PGRI] 34. : Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées	Disposition D8.142. : Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets (2.B.1 PGRI)	Les eaux de ruissellement sont gérées à l'échelle du site. Les eaux entrant en contact avec les déchets inertes s'infiltreront dans le sol, l'excédent ruisselle dans un fossé d'infiltration. Il y a très peu de ruissellement sur le site du fait de la nature sableuse du substratum.
	Disposition D8.143. : Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée (2.B.2 PGRI)	
Orientation [SDAGE/PGRI] 35.: Prévenir l'aléa d'inondation par ruissellement	Disposition D8.144. : Privilégier la gestion et la rétention des eaux à la parcelle (2.F.2 PGRI)	

L'installation de stockage de déchets inertes est compatible avec le SDAGE Seine-Normandie dans la mesure où les méthodes d'exploitation ne génèrent pas d'impact :

- Sur les eaux superficielles, du fait des mesures suivantes :
 - Il n'y aura pas d'eaux vannes sur le site ;
 - Il n'y a pas de rejet d'eau de process ;
 - Les eaux pluviales tombent sur des aires non imperméabilisées où sont stockés les matériaux inertes. Elles s'infiltreront dans les sols au droit du site. Il y a très peu de ruissellement sur le site du fait de la nature sableuse du substratum.
 - Les eaux ruisselant sur les zones déjà remblayées sont également infiltrées dans les sols et l'excédent éventuel se dirigera vers un fossé périphérique qui sera réalisé où l'eau s'infiltrera aisément dans le substratum également sableux.
- Sur les sols et les eaux souterraines du fait des mesures et aménagements suivants :
 - Les eaux de pluie et eaux d'arrosage ne sont en contact qu'avec des matériaux inertes contrôlés et sont donc non polluées au sens des annexes I et II de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets dans les ICPE ;
 - Les stockages des déchets non dangereux non inertes issus des éventuels chargements ne sont pas stockés sur le site et sont renvoyés directement à l'agence travaux de Laon ;
 - En cas de fuite accidentelle de carburant sur un camion-benne ou la pelle/trax, des kits d'urgence, disposés dans les engins et composés de boudins et de lingettes absorbants, sont prévus à cet effet afin de récupérer les éventuels hydrocarbures répandus sur le sol et d'en proscrire leur migration verticale, susceptible d'engendrer une pollution des eaux souterraines.

Par ailleurs, les méthodes d'exploitation qui sont mises en œuvre sur site intègrent des mesures, présentées dans le programme de mesures et nécessaires à la tenue des objectifs de qualité des masses d'eau sur le secteur d'étude concernant notamment :

- L'économie d'eau (*pas d'eaux sanitaires, pas de process, arrosage des déchets qu'en cas de période sèche*) ;
- La réduction et / ou suppression des rejets de substances dangereuses (*aucun rejet dangereux vers le milieu naturel, interdiction d'avoir sur le site des déchets dangereux ou non dangereux non inertes*) ;
- La réduction des émissions (*arrosage des pistes et des zones de dépôts*) ;
- La prévention des pollutions accidentelles (*gestion des effluents aqueux, mise à disposition de kits d'urgence*).

Ainsi, l'exploitation de l'installation de stockage des déchets inertes par la société COLAS NORD-EST au droit de la commune de Festieux apparaît compatible avec le SDAGE Seine-Normandie et les mesures respectives qui l'accompagnent.

Il convient de noter que la commune de Festieux ne fait partie d'aucun Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), déclinant les grandes orientations des SDAGE à l'échelle du bassin versant et de son cours d'eau.

Le descriptif des caractéristiques des masses d'eaux superficielles et souterraines est disponible dans les paragraphes 6.4 et 6.5.

8.3 Compatibilité des activités projetées avec le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA)

8.3.1 Données du PDEDMA

La loi Grenelle a retenu plusieurs engagements concernant la gestion des déchets non dangereux et la gestion des déchets du bâtiment, et plus particulièrement l'obligation d'instaurer des plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux (PPGDND) et des plans départementaux de prévention des déchets du BTP (PPDGBTP) par les Conseils départementaux. Le département de l'Aisne ne dispose pas à ce jour d'un PPGDND et d'un PPDGBTP. Ceux-ci ne sont pas non plus en cours d'élaboration. Ils seront a priori réalisés au niveau régional.

Aussi, le PDEDMA reste à ce jour le document de référence pour l'analyse du projet d'ISDI de COLAS EST de Festieux.

Les Plans Départementaux des Déchets Ménagers et Assimilés et leurs champs d'applications sont régis par les articles L541-14 et R541-12 à 27 du Code de l'environnement.

Le champ d'application des PDEDMA englobe l'ensemble des déchets qui, par leur nature, dépendent de la compétence des communes et peuvent être traités dans les mêmes installations que les déchets ménagers (article R541-13 du Code de l'environnement). Le projet présenté ne concerne pas les déchets relevant de la compétence des communes, mais de celle des industriels.

En ce sens, le projet n'entrerait pas dans le champ d'application des PDEDMA. Il entrerait en revanche dans le champ d'application du PPGDND qui cependant n'a pas été réalisé.

Dans l'Aisne, le PDEDMA de 2000 a été révisé et approuvé par arrêté préfectoral le 23 juin 2008.

Les données chiffrées présentées dans les paragraphes suivants sont extraites du PDEDMA de 2008 (données de 2006).

Il affiche les objectifs suivants:

- La mise en place d'un programme fort de prévention des déchets sur le département animé par le conseil général
- La valorisation maximale des déchets recyclables propres et secs
- La valorisation maximale des déchets collectés en déchèterie
- La possibilité pour les collectivités qui le souhaitent de développer des collectes de la fraction fermentescible des ordures ménagères avec des solutions de traitement en filières courtes
- Une évolution du traitement et la valorisation des déchets ménagers résiduels aux échéances prévues par le plan dans les conditions définies ci-après :
 - Horizon 2012
 - Enfouissement avec valorisation énergétique du biogaz des OM résiduelles ;
 - Obligation de valoriser le biogaz pour l'ensemble des centres de stockage à l'exception de ceux en fin de vie.
 - Horizon 2017
 - Mise en place d'une unité de stabilisation des ordures ménagères résiduelles avec valorisation énergétique sur un minimum de 60 000 tonnes/an ;

- Le choix de la technique (exemple méthanisation) sera fait en fonction du retour d'expérience sur des installations qui aujourd'hui sont en phase de réalisation ou de démarrage ;
- Enfouissement avec valorisation énergétique du biogaz pour le reste du gisement d'ordures ménagères résiduelles ;
- Obligation de valorisation énergétique sur les centres de stockage. L'obligation de valorisation énergétique ne s'applique pas aux ordures ménagères stabilisées.

En 2004, 18 658 tonnes de gravats ont été collectées par le biais des déchetteries sur le département de l'Aisne.

Ce gisement a été valorisé à hauteur de 40% en remblai ou dirigés en centre de stockage de déchets inertes (ancienne classe III).

En 2006, le PDEDMA indique que le plan départemental d'élimination des déchets du BTP est en cours d'élaboration.

L'évaluation du gisement (source: FFB 1999) est la suivante :

- Bâtiment : 178 000 tonnes
 - 116 548 t pour les inertes
 - 44 229 t pour les banals
 - 14 942 t pour les spéciaux
 - 2 988 t pour les emballages
- Travaux publics entre 500 000 et 900 000 tonnes

Le département ne comptait pas en 2006 d'installation spécifique de traitement des déchets du bâtiment sur le département. Un projet d'installation pour la valorisation des déchets de chantier dans le Sud de l'Aisne était en cours.

Le plan recommande la création d'installations visant à la réutilisation des matériaux notamment afin de valoriser les inertes, une démarche de valorisation et de réemploi des matériaux en cours dans le Plan de gestion des déchets du BTP.

Cependant, le PDEDMA indique également la nécessité de résorber les décharges brutes en fermant ou réhabilitant les sites existants.

Le projet d'ISDI de Festieux est donc compatible avec le PDEDMA, la régularisation de l'installation existante permettra de ne pas laisser la zone d'étude en l'état et d'éviter la création d'une décharge sauvage.

8.3.2 Gisement de déchets du BTP en 2012 et réemploi des matériaux recyclés

Afin de connaître la situation du département de l'Aisne vis-à-vis des déchets des chantiers du BTP, le département a communiqué une étude réalisée à partir d'une estimation du gisement BTP à partir de ratios nationaux (données de 2012) : « Etude sur les quantités et les flux de déchets et matériaux recyclés du BTP pour le département de l'Aisne, CER Picardie²⁰, juin 2015 ».

²⁰ Cellule économique régionale de Picardie

D'après cette étude, l'activité du BTP sur le département a généré 1 497 000 de tonnes de déchets en 2012 répartis comme suit :

- Déchets des chantiers TP : 1 273 000 tonnes (85%)
- Déchets des chantiers Bâtiment (hors déconstruction) : 139 000 de tonnes (9%)
- Déchets des chantiers de déconstruction du bâtiment : 85 000 tonnes (6%)

L'illustration suivante présente la répartition des quantités de déchets et matériaux inertes générées par les entreprises de TP dans l'Aisne en 2012.

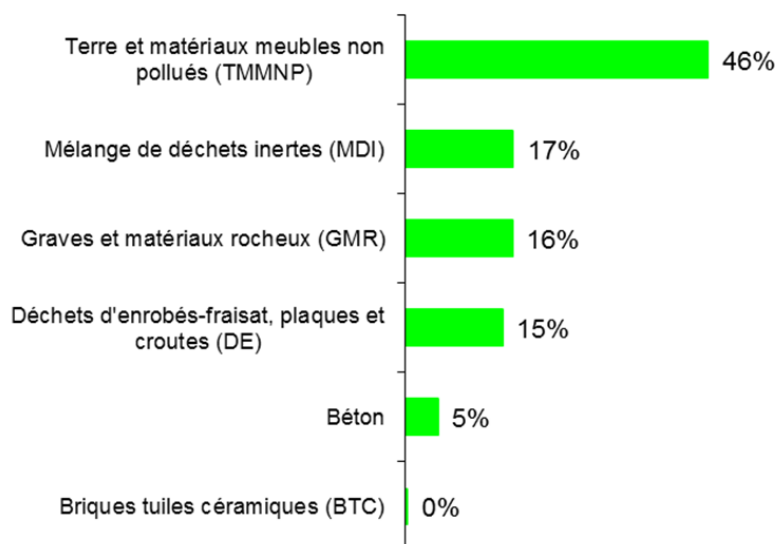


Illustration 20 : Répartition des quantités de déchets et matériaux des entreprises de TP dans l'Aisne en 2012 (Source : CER Picardie, juin 2015)

La répartition des déchets issus des chantiers du BTP par catégorie est la suivante :

- 88% de déchets inertes ;
- 11% de déchets non dangereux non inertes ;
- 1% de déchets dangereux.

Les entreprises de TP déclarent avoir réemployé 34% des déchets générés en 2012, soit 404 milliers de tonnes de déchets.

8.3.3 Filières de traitement des déchets inertes

En 2012, 26 installations de gestion des déchets du BTP sur le département sont dénombrées sur le département. Parmi ces installations, 12 sont ouvertes aux entreprises et 14 sont des installations internes.

Les installations ont accueilli 848 000 tonnes de déchets du BTP en 2012, dont 35 000 tonnes (4%) proviennent d'autres départements (11 000 de tonnes viennent de l'Oise principalement et dans une moindre mesure de la Somme).

Les 26 installations de gestion des déchets du BTP combinent plusieurs activités (en moyenne 2,4). 8 carrières recensées sur le département, ont accueilli des déchets inertes pour réaliser du réaménagement.

2 ISDI du département ont accueilli des déchets du BTP en 2012.

Depuis 2012, 4 demandes d'autorisation d'ISDI ont été déposées auprès des services de l'Etat (DDT de l'Aisne).

De manière générale, la valorisation des excédents de chantiers inertes se fait à travers 3 principales filières de traitement :

- 1/ Recyclage (58% des déchets inertes entrés sur les installations)
- 2/ Réutilisation en centrale d'enrobage (19%)
- 3/ Utilisation en remblai de carrière (10%)

L'étude sur les quantités et les flux de déchets et matériaux recyclés du BTP pour le département de l'Aisne réalisée par CER Picardie en juin 2015 n'est pas un plan de prévention et de gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics. Il s'agit d'un état des lieux qui n'est nullement opposable.

8.4 Compatibilité des activités projetées avec le SCoT du Pays de Laon

8.4.1 Le SCoT du Pays de Laon

Le SCoT est un outil d'urbanisme qui a pour principaux objectifs de rendre plus clairs et cohérents les projets de développement menés par les 38 communes de l'agglomération du Laon pour les 10 prochaines années.

Un SCoT fixe les objectifs en matière d'habitat, de création d'emploi, de zone d'activité économique, de grands projets d'équipements et de services, de limitation de la consommation des terres agricoles, naturelles et forestières, de déplacements, etc. Il vise également à sauvegarder les milieux naturels et environnementales, à maintenir et conforter les espaces agricoles et à préserver les massifs boisés et les domaines forestiers.

Il s'impose aux plans d'occupation des sols et plans locaux d'urbanisme des communes.

L

e Schéma Directeur du Laonnois étant caduc depuis fin 2010, une réflexion s'est engagée en 2012 sur l'élaboration d'un SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) sur le périmètre de l'ensemble des communes de la Communauté d'Agglomération du Pays de Laon.

Depuis 2013, le SCoT du Pays de Laon est en cours d'élaboration. Un diagnostic territorial a été réalisé en 2014. Une première étape a ensuite été franchie en décembre 2014 avec la présentation du diagnostic aux différents partenaires associés qui ont apporté quelques éléments complémentaires aux éléments rédigés et validés par les élus.

A partir du diagnostic et des enjeux identifiés, l'année 2015 a permis aux élus du territoire de réfléchir sur l'avenir du territoire à travers des commissions thématiques et de finaliser un premier projet de territoire, faisant l'objet du PADD (Projet d'aménagement et de développement durables), qui s'articule autour de 3 axes :

- Consolider la place et le rôle du territoire dans la Région ainsi que le réseau de pôles qui maillent le territoire ;
- Renforcer l'attractivité territoriale et favoriser un développement économique pérenne ;
- Valoriser l'environnement d'un espace rural et créer une véritable armature verte support du cadre de vie.

Le projet de PADD a été présenté aux partenaires associés en octobre 2015.

En 2016, les étapes qui seront réalisées sont :

- Validation du PADD en conseil communautaire début 2016.
- Déclinaison réglementaire de ce projet politique à travers le DOO (Document d'Orientations et d'Objectifs) qui sera élaboré en 2016.

8.4.2 Compatibilité avec le SCoT

Le SCoT étant en cours d'élaboration, il n'est pas actuellement possible de comparer l'exploitation du site de Festieux avec les documents opposables : PADD et DOO.

Le projet s'intègre dans l'environnement et n'a pas d'impact sur le développement de ce dernier. Il n'a qu'un d'impact temporaire et limité sur les milieux naturels et permettra de restituer un milieu agricole.

Le site n'est pas implanté au sein d'un périmètre de protection de captage d'eau souterraine destiné à l'alimentation en eau potable. Et enfin, le projet COLAS NORD-EST permet de lutter contre les décharges sauvages.

L'exploitation du site ne consomme pas d'espace agricole ou réservé pour des logements. Elle n'a pas d'impact sur les espaces protégés et les massifs boisés, et n'a pas d'impacts sur les continuités biologiques.

Les espaces verts existants sur le site sont conservés. Il n'y a pas d'impact sur les projets d'aménagement existants.

De plus, le projet est compatible avec le SDAGE Seine-Normandie.

L'ISDI de COLAS NORD-EST devrait s'intégrer dans les objectifs exposés dans les documents de planification.

9 ETUDE DES RISQUES ET RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES

Les déchets admissibles sur l'installation de stockage de déchets inertes de COLAS NORD-EST à Festieux sont exclusivement constitués de déchets inertes non combustibles. Des déchets non dangereux non inertes pourraient être présents sur le site si des matériaux sont passés inaperçus lors du contrôle visuel réalisé. Ces déchets ne seront pas stockés sur site mais transportés à l'agence travaux de Laon pour y être triés et évacués dans les filières adaptées.

Les risques au droit du site peuvent donc être considérés comme très faibles. Néanmoins, les paragraphes ci-après présentent les principaux risques recensés ainsi que les mesures de prévention envisagées par COLAS NORD-EST au droit de son site de Festieux.

9.1 Tableaux de conformité aux prescriptions générales applicables

Les arrêtés ministériels applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2760-3 sont :

- L'arrêté du 12 décembre 2014 relatifs aux conditions d'acceptation des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- L'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

9.1.1 Compatibilité de l'exploitation avec l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014

Les tableaux ci-dessous présentent les prescriptions générales applicables à l'installation de stockage (AMPG du 12/12/2014) et la démonstration de la conformité de l'exploitation.

Tableau 23 : Compatibilité de l'exploitation avec l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014

Article 1	Conformité / Application au site
<p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations de stockage de déchets inertes soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2760.</p> <p>A l'exclusion des articles 4 et 6 et du I des articles 5 et 7, qui ne sont pas applicables aux installations existantes, les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1er janvier 2015.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement ; - des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés. <p>A compter du 1er janvier 2015, les prescriptions fixées avant cette date par arrêté préfectoral aux installations régulièrement autorisées en application de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement sont réputées constituer des prescriptions particulières prises au titre des articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p>	<p>Le site est déjà exploité en accord avec la mairie. Cependant, il ne bénéficie pas du bénéfice des droits acquis comme il n'a jamais été autorisé auparavant sous le régime d'autorisation spécifique créé pour l'exploitation des installations de stockage de déchets inertes (ISDI) par l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement et le décret n°2006-302 du 15 mars 2006 pris pour l'application de cet article.</p> <p>L'ensemble de l'arrêté est donc applicable au site.</p>

Article 2	Conformité / Application au site
<p>Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <p>« Déchet inerte » : un déchet visé par l'alinéa 4 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</p> <p>« Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>« Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; <p>« Installation de stockage de déchets inertes » : installation de dépôt de déchets inertes, à l'exclusion des installations de dépôt de déchets où :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent ; - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif ; - les déchets sont valorisés en conformité avec les articles L. 541-31 et suivants du code de l'environnement. 	<p>Pour mémoire.</p>

Article 3	Conformité / Application au site
<p>Sont exclus du champ d'application du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les stockages de déchets radioactifs au sens de la directive 96/29/EURATOM du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants ; - les stockages de déchets à risques infectieux tels que définis dans le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique ; - les stockages de déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles, et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures ; - les stockages dans des cavités naturelles ou artificielles en sous-sol. 	<p>Les déchets cités dans l'article 3 sont interdits sur le site.</p>

Chapitre Ier : Dispositions générales	
Article 4	Conformité / Application au site
L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement établie en conformité avec les articles R. 512-46-1 à R. 512-46-7 du code de l'environnement.	L'installation respectera les plans disponibles en annexes 16, 20 et 21 et les dispositions prises dans le présent dossier d'enregistrement.
L'installation est implantée hors zone d'affleurement de nappe, cours d'eau, plan d'eau, canaux et fossés, temporaires ou définitifs.	Le site n'est pas implanté en zone d'affleurement de nappe. Le cours d'eau le plus proche est à plus de 300 m du site.
L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	Les différentes justifications sont présentées dans le présent dossier et rappelées dans les présents tableaux de comparaison.

Article 5	Conformité / Application au site
<p>I. – Concernant les installations autorisées après l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'enregistrement ; - le dossier d'enregistrement et le dossier qui l'accompagne, tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. 	L'exploitant tiendra à jour un dossier comprenant les éléments énumérés dans l'article 5.
<p>II. - Concernant les installations autorisées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'autorisation ; - le dossier d'autorisation et le dossier qui l'accompagne tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques. 	Non concerné.

Article 6	Conformité / Application au site
<p>L'installation est implantée à une distance d'éloignement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 mètres des constructions à usage d'habitation, des établissements destinés à recevoir des personnes du public, des zones destinées à l'habitation ou des captages d'eau ; - 10 mètres des voies d'eau, voies ferrées ou voie de communication routières. <p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant propose des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de nuisances des tiers équivalent.</p> <p>Les stockages sont éloignés d'une distance d'au moins 10 mètres par rapport à la limite du site.</p>	<p>Le site est éloigné de plus de 10 m des habitations, ERP, captage d'eau, voies d'eaux, etc.</p> <p>Un recul de 10 m existe entre le site et la RD1044.</p> <p>Les stockages sont éloignés d'au moins 10 m de la limite du site.</p>

Article 7	Conformité / Application au site
<p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <p>I. - Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.).</p>	<p>La présence de merlons périphériques permet de limiter l'envol des poussières.</p>
<p>II. - Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées.</p>	<p>Cette disposition est respectée. Si nécessaire une balayeuse est acheminée sur site pour nettoyer les voies de circulation.</p>
<p>III. - Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.</p>	<p>Une voie d'accès en grave a été aménagée sur le chemin rural dont une partie appartient au propriétaire du site (l'autre partie appartient à la mairie mais n'est pas utilisée par le site). Elle permet au camion de nettoyer leurs roues avant d'emprunter la RD25.</p>
<p>IV. - Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées, des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p>	<p>La végétation présente en limite de site est conservée. Il n'y a pas d'espaces verts sur le site en dehors des merlons qui se végétalisent spontanément.</p> <p>Le réaménagement de chaque tranche sera réalisé rapidement afin de revégétaliser la zone.</p>

Article 8	Conformité / Application au site
<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p> <p>Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.</p>	<p>Les arbres présents en limite de site permettent de couper la vue depuis une grande partie de la RD1044 et la RD25.</p> <p>L'ensemble de l'installation ainsi que les abords de l'installation sont maintenus propre et entretenu en permanence. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.</p>

Article 9	Conformité / Application au site
<p>L'exploitant récapitule dans une notice, disponible sur site, les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.) conformément aux chapitres V, VI et VII du présent arrêté. Y sont également précisées les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.) ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements.</p>	<p>Les horaires d'ouverture sont diurnes : 08h00-12h00 et 13h00-17h00. Le site n'est ouvert que quelques jours dans le mois.</p> <p>Les camions empruntent prioritairement la nationale N2 puis la RD1044 ou la RD25 pour accéder au site.</p> <p>Les véhicules circulant dans l'enceinte du site n'ont pas de grandes distances à parcourir avant d'atteindre la première route fréquentée par le public, la RD 25. Une piste en grave a été réalisée entre le portail d'accès au site et la RD25 afin que les camions puissent nettoyer leurs roues avant d'emprunter la départementale.</p> <p>Si cette voie d'accès et les voies de circulation aux abords du site sont sales, l'exploitant fait appel à une balayeuse afin de les nettoyer et ainsi limiter au maximum les transferts de poussières et de boue sur les roues des véhicules. Ainsi, ces poussières ne gêneront pas la circulation sur les voies les plus fréquentées.</p> <p>Si la nature des matériaux entreposés l'exige et en cas de période très sèche, une tonne à eau sera acheminée sur le site pour humidifier les déchets inertes et les pistes du site. Le site génère peu de poussières car les camions ne font que vider des déchets inertes relativement humides (limons notamment). Il y a peu de circulation sur le site qui n'est pas ouvert tous les jours. Un engin vient pousser les stocks 2 à 3 fois par an pour effectuer le remblaiement.</p> <p>Aussi, aucun dispositif de lavage des roues des véhicules n'est envisagé au droit du site.</p> <p>La vitesse sur le site est limitée à 20 km/h, pour limiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'une part, les risques d'accidents de la circulation au sein même du site ; - D'autre part, l'envol de poussières lié à la remise en suspension des particules sous l'effet de la vitesse du passage des camions. <p>De plus, le risque lié au trafic routier est très faible car l'accès au site est dégagé sur la RD 25. Aucun véhicule ne peut donc être surpris par la sortie d'un camion. Toutefois, des panneaux pourront être installés pour signaler la sortie de camions.</p> <p>Le risque éventuel d'accidents de la circulation est faible au droit du site, compte tenu, d'une part, de la bonne visibilité des camions en sortie de site et, d'autre part, de la place suffisante pour réaliser les manœuvres des camions.</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section 1 : Généralités	
Article 10	Conformité / Application au site
<p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. L'exploitant identifie sur une liste les produits dangereux, leur nature, la quantité maximale détenue, les risques de ces produits dangereux, grâce aux fiches de données de sécurité et sur un plan leur localisation sur le site. Ces documents sont disponibles sur le site. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	<p>Aucun produit dangereux n'est ni ne sera détenu sur le site.</p>

Section 2 : Dispositions constructives	
Article 11	Conformité / Application au site
<p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte privée ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	<p>L'accès au site sur la D25 permettra l'intervention à tout moment des secours.</p> <p>Les engins liés à l'exploitation stationnent de façon à ne pas gêner l'intervention des secours pendant et en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p>

Article 12	Conformité / Application au site
<p>Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles.</p>	<p>Les extincteurs sont présents dans les engins et les camions-bennes (poudre polyvalente ABC).</p>
<p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Le registre de vérification périodique et de maintenance sont disponibles sur site.</p>	<p>Cette disposition est respectée.</p>

Section 3 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	
Article 13	Conformité / Application au site
<p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé à l'abri des eaux météoriques et associé à une capacité de rétention adaptée au volume des récipients.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.</p>	<p>Aucun stockage de liquide dangereux ou inflammable n'est présent ou prévu sur le site.</p> <p>Si ce type de stockage devait être installé même temporairement, cette disposition serait respectée.</p>
<p>II. - Rétention et confinement.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.</p>	<p>Aucun stockage de liquide dangereux ou inflammable n'est présent ou prévu sur le site.</p> <p>Si ce type de stockage devait être installé même temporairement, cette disposition serait respectée.</p>

Section 4 : Dispositions d'exploitation	
Article 14	Conformité / Application au site
<p>I. - L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p>	<p>L'exploitation se fera sous la surveillance d'un chef de chantier COLAS NORD-EST.</p> <p>Il est formé à la conduite de l'installation, à ses dangers et ses inconvénients.</p> <p>Une liste des personnes autorisées sur l'exploitation sera disponible sur le site.</p>
<p>II. - Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>	<p>Le site ne dispose pas de local, les consignes établies seront disponibles auprès du chef de chantier.</p>

Chapitre III : Conditions d'admission des déchets	
Article 15	Conformité / Application au site
<p>Les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p>	<p>La comparaison à cet arrêté ministériel est disponible dans le chapitre 9.1.2.</p>

Chapitre IV : Règles d'exploitation du site	
Article 16	Conformité / Application au site
L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.	<p>L'accès libre au site n'est pas autorisé.</p> <p>L'entrée est équipée d'un portail fermé à clé en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>Il n'y a pas d'accès secondaire.</p>

Article 17	Conformité / Application au site
L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci, et les bruits émis par les installations sont réduits au maximum.	Cette disposition est respectée. Les engins et camions sont récents, entretenus et conformes aux normes européennes en matière d'émission de bruit.
La livraison de déchets se fait en période diurne, sauf autorisation préfectorale spécifique	La livraison des déchets n'est réalisée qu'en période diurne.

Article 18	Conformité / Application au site
Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.	Aucun brûlage n'est réalisé sur le site.

Article 19	Conformité / Application au site
Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.	<p>Les déchets seront déchargés sur une zone réservée et aménagée permettant le contrôle des déchets. Elle sera fixe et sera localisée sur la zone déjà remblayée du site.</p> <p>L'affichage demandé sera respecté.</p>
Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.	Cette disposition sera respectée.

Article 20	Conformité / Application au site
<p>L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ; - elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ; - elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement. 	<p>Le phasage prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone à l'entrée du site : déjà remblayée - Progression avec l'Ouest (angle RD1044 et RD25) - Puis progression vers la pointe Sud du site entre le chemin rural et la RD1044 <p>Le réaménagement est progressif.</p> <p>La hauteur de remblaiement ne dépassera pas 2m et le remblaiement sera progressif, il n'y aura pas de problème de stabilité de pente.</p> <p>Les parties en hauteur ont été remblayées en premier. A noter qu'il y a peu de ruissellements sur le site du fait de la nature sableuse du substratum.</p>

Article 21	Conformité / Application au site
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.	Un plan a été réalisé (annexe 16) qui sont tenus à la disposition des installations classées.

Article 22	Conformité / Application au site
<p>Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification de l'installation de stockage ; - le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ; - les jours et heures d'ouverture ; - la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ; - le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. 	Cette disposition sera respectée.
Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.	Cette disposition sera respectée.

Chapitre V : Utilisation de l'eau	
Article 23	Conformité / Application au site
L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations et d'arrosage des pistes. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.	<p>Les eaux pluviales ne sont pas récupérées, elles s'infiltrant dans le substratum sableux pour recharger les nappes souterraines.</p> <p>Une tonne à eau sera acheminée sur le site en période très sèche pour arroser les déchets et les pistes.</p>

Chapitre VI : Emissions dans l'air	
Article 24	Conformité / Application au site
Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.	<p>Les déchets qui seront présents dans l'installation ne seront pas sources d'odeurs. Il s'agit en priorité de stocker des terres et limons non, valorisables dans d'autres installations COLAS.</p> <p>Ces matériaux disposent d'un certain degré d'humidité et ne présente pas de risques importants d'envols ou d'émissions de poussières.</p> <p>Toutefois, le site est en grande partie ceinturé par un merlon périphérique ce qui limiterait les envols vers l'extérieur du site.</p>
Les déchets inertes stockés sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.	Cette disposition sera mise en place quand le temps le nécessitera.

Article 25	Conformité / Application au site
<p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.</p>	<p>Une surveillance sera mise en place.</p> <p>La campagne de mesures sera réalisée pendant la période où la pelle ou trax viendra pour enfouir les déchets.</p>
<p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m²/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.</p>	<p>2 points de mesure sont prévus (cf. figure 14). En effet, la taille du site et son activité à la demande ainsi que la distance avec l'habitation la plus proche (300 m) ne font pas de l'installation un site à enjeu.</p> <p>Le dispositif pour le bruit de fond sera placé au Sud du site à proximité du chemin rural, en limite de propriété afin d'éviter tout vandalisme ou malveillance sur ce dispositif dans un endroit aussi isolé, il est préférable qu'il soit laissé dans les limites de propriété. Il est localisé dans le sens contraire des vents dominants.</p> <p>Le second dispositif sera quand à lui installé au Nord du site, en limite avec la D25, dans le sens des vents dominants et en direction de la ferme la plus proche du site.</p> <p>La méthode utilisée sera celle des jauges de retombées.</p>
<p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>	<p>Un bilan des résultats sera réalisé annuellement.</p>

Chapitre VII : Bruit et vibrations											
Article 26		Conformité / Application au site									
<p>I. - Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-avant.</p>		NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	<p>La campagne de mesures sera réalisée pendant la période ou la pelle ou trax viendra pour enfouir les déchets.</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)									
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)									
<p>II. - Véhicules - engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p>											
<p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>											

Chapitre VIII : Déchets	
Article 27	Conformité / Application au site
<p>Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets inertes reçus par l'installation.</p> <p>De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.</p>	<p>Le site n'est pas producteur de déchets (pas de local).</p>

Article 28	Conformité / Application au site
L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.	Les déchets non dangereux non inertes et les éventuels déchets dangereux (très rares) sont immédiatement récupérés et transférés dans l'agence travaux COLAS de Laon pour être éliminés dans les filières adaptées. Il n'y aura pas de bennes (ceci afin d'éviter tout risque de malveillance sur un site isolé comme celui de Festieux).
L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.	Cette disposition sera respectée.

Article 29	Conformité / Application au site
L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.	Les déchets non dangereux non inertes et les éventuels déchets dangereux (très rares) sont immédiatement récupérés et transférés dans l'agence travaux COLAS de Laon pour être éliminés dans les filières adaptées. Il n'y aura pas de bennes (ceci afin d'éviter tout risque de malveillance sur un site isolé comme celui de Festieux).
Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination	
L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012. Conformément à l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé, il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet des déchets dangereux à un tiers.	Cette disposition sera respectée.

Chapitre IX : Surveillance des émissions	
Article 30	Conformité / Application au site
Dans le cas d'une situation accidentelle qui entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.	Les déchets stockés sont inertes et aucun produit dangereux n'est présent sur le site. Dans ce cadre, aucune surveillance n'est envisagée. Cependant, en cas d'une situation accidentelle une surveillance serait mise en place.

Article 31	Conformité / Application au site
L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.	Cette disposition sera respectée.

Chapitre X : Réaménagement du site après exploitation	
Article 32	Conformité / Application au site
L'exploitant tient à disposition des inspecteurs des installations classées un rapport détaillé de la remise en état du site précisant la nature et les épaisseurs des différentes couches de recouvrement et tous les aménagements à créer et les caractéristiques que le stockage de déchet doit respecter (compacité, nature et quantité des différents végétaux, infrastructures...). Le rapport contient aussi un accord du propriétaire du site si l'exploitant n'est pas le propriétaire et du maire de la commune d'implantation du site. La remise en état du site est conforme à ce rapport.	<p>Le présent dossier présente le détail de la remise en état du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une couche de 1,7 m d'épaisseur de matériaux inertes ; - Une couche de 30 cm de terres végétales. <p>Un compactage des sols de 30 MPA.</p> <p>Le terrain sera plan avec mise en œuvre de terres végétales pour remise en pâture du terrain.</p> <p>Des merlons de 2 m arborés seront laissés en limite de propriété du côté des départementales RD1044 et RD25.</p>

Article 33	Conformité / Application au site
Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage proposé par l'exploitant et repris dans l'autorisation préfectorale d'exploiter. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 41 du code civil. La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.	<p>Le phasage est présenté dans le présent dossier.</p> <p>La couverture finale sera composée de 30 cm de terres végétales.</p> <p>Son modelé permettra la résorption et l'évacuation des eaux pluviales.</p>
Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site, notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager.	La parcelle est remise en état de telle manière que cette dernière recouvre son usage agricole.
L'aménagement ne peut pas comporter de création de plan d'eau qui entraîne la mise en contact des déchets stockés avec de l'eau	Aucun plan d'eau n'est prévu.

Article 34	Conformité / Application au site
A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet du département dans lequel est située l'installation un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site	Cette disposition sera respectée.
Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation, et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.	Cette disposition sera respectée.

Chapitre XI : Dispositions diverses	
Article 35	Conformité / Application au site
L'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes est abrogé.	Pour mémoire.

Article 36	Conformité / Application au site
La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	Pour mémoire.

9.1.2 Compatibilité de l'exploitation avec l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets

Les tableaux ci-dessous présentent les prescriptions générales applicables à l'installation de stockage (arrêté ministériel du 12/12/2014) et la démonstration de la conformité de l'exploitation.

Tableau 24 : Compatibilité de l'exploitation avec l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets

Article 1	Conformité / application au site
Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations relevant des régimes de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration des rubriques 2515, 2516, 2517 et aux installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.	Le site de Festieux étant soumis à enregistrement pour la rubrique 2760 de la nomenclature des ICPE, cet arrêté ministériel s'applique.

Article 2	Conformité / application au site
<p>I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; - des déchets non pelletables ; - des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - des déchets radioactifs. 	Les déchets repris dans cet article 2 sont interdits sur le site de Festieux.
<p>II. - En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.</p>	Le site n'admet pas de déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.

Article 3	Conformite / application au site
L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.	La procédure d'acceptation préalable est mise en place sur le site de Festieux comme cela est le cas dans les autres sites COLAS NORD-EST. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable sont admis et stockés sur l'installation.
L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.	Cette disposition est respectée.
Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.	L'exploitant s'assure que les déchets ont fait l'objet d'un tri préalable, que ceux relevant des codes 17 05 04 et 20 02 ne proviennent pas de sites contaminés, que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si nécessaire, les analyses réalisées sur les déchets par les détenteurs sont récupérées en amont de la réception des bennes.
Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.	De la même façon, si nécessaire, les analyses réalisées sur lixiviats sont récupérées en amont de la réception des bennes.

Article 4	Conformite / application au site
Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés à l'article 3.	Cette disposition est respectée.

Article 5	Conformite / application au site
Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes.	L'exploitant vérifie que le document préalable reçu respecte cet article, sinon demande au détenteur des déchets de le mettre en conformité.
Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.	Le cas échéant, les analyses réalisées sur les déchets sont annexées au document préalable.

Article 5 (suite)	Conformite / application au site
Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.	Cette disposition est respectée.

Article 6	Conformite / application au site
Concernant les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760, après justification particulière et sur la base d'une étude visant à caractériser le comportement d'une quantité précise d'un déchet dans une installation de stockage donnée et son impact potentiel sur l'environnement et la santé, les valeurs limites à respecter par les déchets visés par l'annexe II peuvent être adaptées par arrêté préfectoral. Cette adaptation pourra notamment être utilisée pour permettre le stockage de déchets dont la composition correspond au fond géochimique local.	L'exploitant ne demande pas d'adaptation des critères d'acceptation des déchets.
En tout état de cause, les valeurs limites sur la lixiviation retenues dans l'arrêté ne peuvent pas dépasser d'un facteur 3 les valeurs limites mentionnées en annexe II.	
Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur du carbone organique total sur l'éluat. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au carbone organique total peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2.	

Article 7	Conformite / application au site
Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.	Le chef de chantier vérifie les documents d'accompagnement.
Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.	Un contrôle visuel est réalisé à la sortie des chantiers de terrassement COLAS et lors du déchargement.

Article 8	Conformite / application au site
En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.	Cette disposition est respectée.

Article 9	Conformite / application au site
L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présente : - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission.	Cette disposition est respectée.
Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Cette disposition est respectée.

Article 10	Conformite / application au site
L'arrêté du 6 juillet 2011 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées est abrogé.	Pour information.

Article 11	Conformite / application au site
La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la république française.	Pour information.

9.2 Risques incendie au droit du site

9.2.1 Risque incendie

Compte tenu de l'absence de stockage de matières combustibles au sein de l'installation, aucune zone à risque incendie n'est identifiée au droit du site.

Le risque incendie au droit d'une installation de stockage de déchets inertes est très faible et se limite éventuellement à un départ de feu sur un engin d'exploitation.

Par ailleurs, compte tenu des risques identifiés, la probabilité de propagation d'un départ de feu sur le site vers l'extérieur est nulle.

9.2.2 Mesures de prévention

Aucun risque relatif à la survenue d'un incendie n'ayant été recensé au droit du site, aucun dispositif particulier de lutte contre l'incendie n'est envisagé au sein de l'installation, à l'exception des extincteurs présents sur les engins et camions.

La pelle ou le trax dispose ainsi d'un extincteur en cas de départ de feu, contenant un agent extincteur de type poudres ABC (polyvalentes) ou au dioxyde de carbone, particulièrement adapté aux feux de classe B, caractérisés par des feux d'hydrocarbures.

Ces dispositifs seront soumis, conformément à la réglementation en vigueur, à une inspection et une maintenance préventive régulière détaillées dans le tableau ci-après.

Tableau 25 : Listes des dispositifs de sécurité Incendie soumis à maintenance

Matériel	Inspection	Maintenance
Extincteur à poudre polyvalente - chargeuse	Trimestrielle par responsable du site : état de fonctionnement, visibilité et accessibilité	Annuelle par personne qualifiée

Le site dispose également d'une réserve de sable naturelle qui pourrait être utilisée en cas de départ d'incendie ou pour absorber une fuite éventuelle.

9.3 Risques liés au stockage de produits dangereux

9.3.1 Stockage de produits dangereux

➤ Produits liquides

Aucun autre stockage de produits liquides susceptibles d'engendrer une pollution des sols et/ou des eaux souterraines ne sera présent sur site.

Aucun produit dangereux lié à l'entretien ne sera présent sur le site, étant donné que l'entretien des engins sera réalisé à l'extérieur du site.

Le ravitaillement en carburant de la chargeuse et des autres engins de chantiers présents ponctuellement dans l'installation et nécessaires à l'exploitation du site ne sera pas réalisé sur le site. Cependant, si ce dernier devait être effectué exceptionnellement, il serait réalisé par un camion-citerne ravitailleur, dépêché sur site, muni d'un bac de rétention mobile permettant de recueillir les éventuelles écoulements lors du ravitaillement. Des kits anti-pollution composés de lingettes absorbantes seraient également tenus à proximité de la zone de ravitaillement lors des opérations.

➤ Produits solides

Les seuls produits solides stockés sur site correspondent aux matériaux inertes apportés par les camions-bennes.

Les déchets non dangereux non inertes et les éventuels déchets dangereux (très rares) sont immédiatement récupérés et transférés dans l'agence travaux COLAS NORD-EST de Laon pour être éliminés dans les filières adaptées.

Compte tenu des modalités et des procédures d'admission des matériaux, ainsi que de leur nature ne comportant pas de substances dangereuses, ces stockages de produits solides ne sont pas susceptibles d'engendrer une pollution des milieux environnants.

9.4 Risques liés aux activités

L'activité réalisée au droit de l'installation de stockage de déchets inertes n'est pas de nature à induire de risques particuliers en matière de risque incendie, d'explosion ou de tout autre incident pouvant porter atteinte à la sécurité des riverains ou aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

En effet, compte tenu du caractère inerte des matériaux stockés, aucune zone de danger n'est recensée au sein de l'installation.

Seule la circulation des engins est susceptible d'engendrer un risque pour les personnes.

Cependant, les conducteurs sont formés aux risques et inconvénients inhérents à cette installation.

9.5 Accidents liés aux transports

9.5.1 Nature des risques

Les camions circulant sur le site peuvent être à l'origine d'accidents ou de déversements accidentels de gasoil.

Le risque éventuel d'accidents de la circulation est faible au droit du site, compte tenu, d'une part, de la bonne visibilité des camions en sortie de site et, d'autre part, de la place suffisante pour réaliser les manœuvres des camions.

Par ailleurs, la piste de circulation des camions pourrait également constituer une zone à risques par écrasement.

9.5.2 Mesures de prévention

La vitesse sur le site est limitée à 20 km/h, afin de notamment réduire les risques d'accidents de la circulation au sein même du site.

Les mesures prises (formation, limitation de la vitesse) permettent de limiter les risques par écrasement évoqués précédemment. De plus, l'accès au site est interdit à toute personne extérieure par un panneau d'interdiction à l'entrée du site, ce qui réduit encore les risques. Le site est fermé et cadenassé en dehors des heures d'ouverture et les jours où il n'y a pas d'activités.

De plus, le risque lié au trafic routier est très faible car l'accès au site sera visible et laissée dégager. Aucun véhicule ne peut donc être surpris par la sortie d'un camion.

Si nécessaire, des panneaux seront également apposés en accord avec les services techniques de la commune :

- « STOP » à l'entrée du site ;
- « SORTIE DE CAMIONS » à environ 200 m en amont et aval de la sortie du site sur la RD 25.

9.6 Accessibilité des secours

Afin de garantir l'accessibilité de l'installation aux secours en cas de sinistre, aucun obstacle ne sera disposé au niveau de la piste du site. Par ailleurs, la pelle (ou le trax) sera stationnée lorsqu'elle sera sur site, de manière à ne pas engendrer de gêne pour l'intervention des secours en cas d'urgence.

9.7 Mesures d'hygiène, de sécurité et d'environnement mises en place sur le site

Le port des équipements de protections individuelles est obligatoire. Ils sont, a minima, composés de :

- Casques et protections auditives ;
- Chaussures ou bottes de sécurité.

10 CONDITIONS DE REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

10.1 Usage futur

L'usage futur envisagé après la période d'exploitation par COLAS EST est le retour à une vocation agricole : pâture.

La mairie de Festieux et le propriétaire ont été sollicités afin de recueillir leur avis sur l'usage futur proposé.

Les copies des courriers sont disponibles en **annexe 17**.

Les réponses de la mairie de Festieux et du propriétaire seront transmises à la Préfecture de l'Aisne dès réception.

10.2 Réaménagement du site

L'exploitant respectera les dispositions de l'article R.512-46-25 du Code de l'Environnement concernant la cessation d'une installation classée soumise à enregistrement.

L'exploitant notifiera au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification de cessation d'activité indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Conformément au Code de l'Environnement, l'exploitant placera le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-46-26 et R.512-46-27.

La nature des différentes couches de recouvrement sont :

- Une couche de déchets inertes (conforme à l'arrêté du 12/12/2014) sur 1,70 m d'épaisseur ;
- Une couche de terres végétales sur une épaisseur de 30cm au dessus des matériaux inertes.

La terre végétale pourra être ensemencée. Le but étant que la parcelle retrouve une destination agricole (pâture).

Les caractéristiques du stockage de déchets respecteront :

- Une compacité de 30 MPA
- Des matériaux inertes de types terres (limons, craie, graves).

L'aménagement en pâture ne présentera pas la nécessité de réaliser des infrastructures.

Une couverture finale de 30 cm de terres végétales sera mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage :

- Ouest,
- Sud
- Entrée (cette zone comporte la zone de contrôle des déchets, elle sera recouverte en dernier).

Son modelé permettra la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 41 du code civil.

La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation finale du site, présenté en **annexe 21**.

Les aménagements seront effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site, à savoir une pâture. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prendra en compte l'aspect paysager. Des merlons de 2 m de hauteur sur lesquels la végétation présente sera conservée permettront de protéger l'installation puis la pâture depuis les départementales RD1044 et RD 25.

L'aménagement ne comportera pas de création de plan d'eau qui entraînerait la mise en contact des déchets stockés avec de l'eau.

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournira à la Préfecture de l'Aisne un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500^{ème} qui présente l'ensemble des aménagements du site.

Une copie de ce plan du site sera transmise au maire de Festieux et au propriétaire du terrain.

